
**PLAN DE REPONSES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES NU CONTRE LA
COVID-19**

NATIONS UNIES CAMEROUN

2020

Plan de réponses socio-économiques des NU contre la Covid-19



No 1232 Immeuble Mellopolis
Rue 1794, Ekoudou, Bastos
+ 237 222 20 08 00/222 20 08 01

06 Juillet 2020

Sommaire

Table des matières

Sommaire	1
1. Contexte socio-économique et impacts potentiels	4
1.1 Contexte socio-économique avant la Covid-19	4
1.2 Analyse de l'évolution de la pandémie de la COVID-19.....	7
1.3. Les canaux de transmission des effets socioéconomiques sur l'économie camerounaise	8
2. Les impacts socioéconomiques de la COVID-19	9
2.1 Les effets macroéconomiques	9
2.1.1 Croissance, inflation	9
2.1.2 Finances Publiques (revenues, déficits et compositions des dépenses).....	10
2.1.3 Monétaire (Banque, liquidité, accès aux crédits)	12
2.1.4 Balance de paiement (commerce des biens et services, IDE, transfert des fonds du Diaspora, APD, dette)	12
2.2 Les effets socioéconomiques et environnementaux	13
2.2.1 Entreprises, emploi et déplacement forcé.....	13
2.2.2 Secteurs économiques.....	14
2.2.3 Secteurs sociaux	15
2.2.4 Environnement et changement climatique	17
2.2.5 Gouvernance, paix et sécurité, cohésion sociale	19
2.3 Les effets sur les conditions de vie des ménages	22
2.3.1 Revenus, emploi et secteur informel (y compris déplacement forcé réfugié secteur informel).....	22
2.3.2 Sécurité alimentaire	24
2.3.3 Genre et les groupes vulnérables	25
2.3.4 Pauvreté, vulnérabilité et inégalités.....	27
2.4 Les défis et besoins de redressement.....	27
2.4.1 Les défis.....	27
2.4.1.1 Défis immédiats :	27
2.4.1.2 A court et moyen terme :	29
2.4.1.3 A Moyen et long terme :	29
2.4.2 Les opportunités	30
3 Les mesures prises au niveau national	31
3.1 Mesures sanitaires	31
3.2 Les Mesures socioéconomiques	31
3.2.1.1 Mesure de résilience économique et financière	32
3.3 Mesure de résilience sociale	32

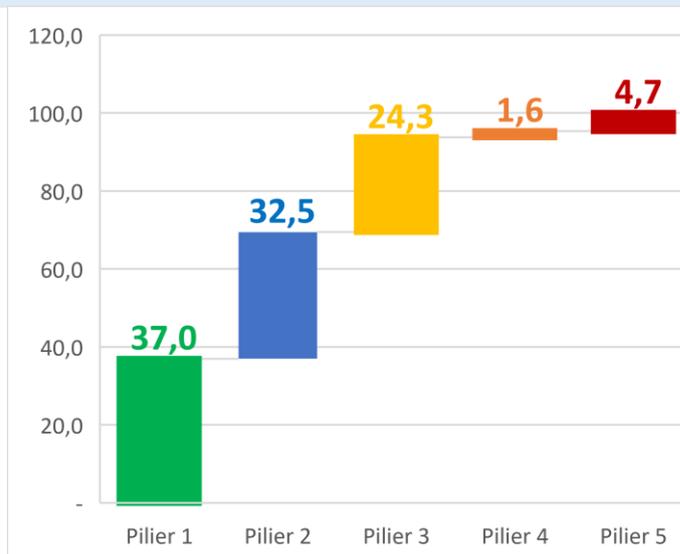
3.4	Autres mesures de résilience sociale	34
4	Appuis des Nations Unies, des partenaires techniques financiers et de la communauté nationale	34
4.1	Théorie de changement	34
4.2	Les axes d'intervention	35
4.2.1	Pilier 1. La santé d'abord : Protéger les services et le système de santé pendant la crise 36	
4.2.2	Pilier 2 – Assurer la protection des personnes durant la crise à travers une meilleure protection sociale et un accès facile aux services de base.....	38
4.2.3	Pilier 3 – soutenir le relèvement économique : emploi, entreprises et secteur informel, recherche et innovation, entrepreneuriat et d'innovation sociale	41
4.2.4	Pilier 4-Macroéconomie et collaboration multilatérale	43
4.2.5	Pilier 5 - Promouvoir la cohésion sociale et la résilience communautaire	45
4.3	Cadre de relance socio-économique.....	47
4.3.1	Cadre d'intervention et de mise en œuvre	47
4.3.1.1	Liens avec les ODD	47
4.3.1.2	Prise en compte des questions de droits de l'homme	49
4.3.1.3	L'intégration des préoccupations environnementales dans la réponse du SNU	50
4.3.1.4	La prise en compte du genre dans la réponse du SNU	51
4.3.2	Mécanismes financiers et de coordination.....	52
4.3.3	Mécanismes de suivi et évaluation	53
	Annexes	54
	Annexe 1 : Matrice des activités du plan de réponse socioéconomique Covid du SNU	54
	Annexe2 : cohérence entre le plan SNU et le plan de riposte du gouvernement	70

RESUME DU PLAN DE RISPOSTE

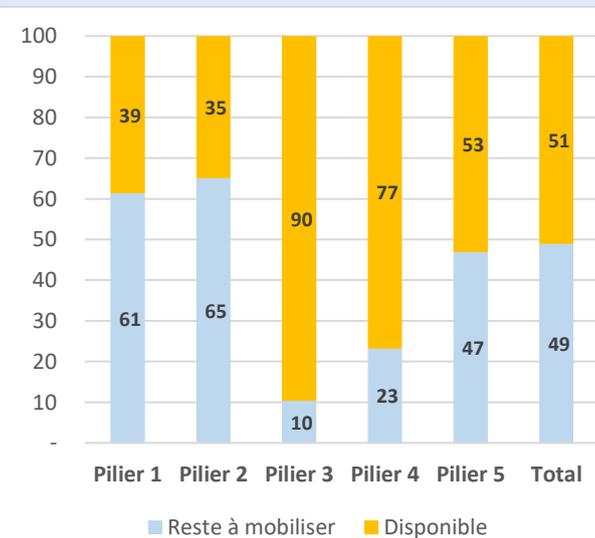
Budget du Plan des réponses des NU

	Total (En USD)	Disponible (En USD)	Reste à Mobiliser (En USD)
1. SANTE EN PREMIER	46 697 561	28 653 163	18 044 398
2. PROTECTION DES PERSONNES	41 129 270	26 775 654	14 353 616
3. REPONSE ET RELEVEMENT ECONOMIQUE	30 648 000	3 169 227	27 478 773
4. REPONSE MACROECONOMIQUE ET COLLABORATION MULTILATERALE	2 014 200	466 500	1 547 700
5. COHESION SOCIALE ET RESILIENCE COMMUNAUTAIRE	5 889 041	2 758 706	3 130 335
TOTAL	126 378 073	61 823 250	64 554 823

Répartition du Budget par Pilier (en %)



Répartition du Budget selon la disponibilité (en %)



1. Contexte socio-économique et impacts potentiels

1.1 Contexte socio-économique avant la Covid-19

Les années 2018-19 marquent la fin de la première phase de la mise en œuvre de la Vision 2035 dont la stratégie de développement est illustrée dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE). Au cours de cette phase, en dépit de la dynamique de croissance générée, la situation de sous-emploi s'est détériorée, et le taux de pauvreté monétaire n'a que légèrement diminué, avec une prédominance des inégalités sociales spatiales et des inégalités persistantes entre les sexes. La nouvelle stratégie nationale de développement 2020-2030, qui est pleinement alignée sur l'Agenda 2030 des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, prévoit les mesures correctives nécessaires pour remédier aux inégalités et promouvoir une croissance plus inclusive. Cette nouvelle stratégie de développement repose sur quatre piliers qui sont la transformation structurelle, le développement humain, la politique de l'emploi et l'amélioration de la bonne gouvernance. Parmi les principales mesures de transformation, citons le désengagement progressif de l'État dans le financement des infrastructures pour investir dans les secteurs sociaux, la réforme de la décentralisation avec la nouvelle loi qui porte la part des ressources allouées aux municipalités locales à 15 % du budget, le statut spécial des régions du Nord-ouest et Sud-Ouest et la réduction du pouvoir des représentants de l'État dans la gestion des municipalités locales pour favoriser le développement local et l'accélération de la transformation structurelle avec la finalisation des projets structurels en cours (énergie, transport...).

Situation économique : Se basant sur les hypothèses d'accroissement de la production de gaz, d'achèvement des projets de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), et d'autres projets infrastructurels, les prévisions initiales de croissance économique pour 2020 tablaient pour un taux de 4,0 %. Cette prévision est en cohérence avec la dynamique observée depuis 2010. En effet, entre 2010 et 2015, le taux de croissance moyen du Cameroun se situe autour de 4,6%, en lien avec la réalisation de quelques grands projets structurants d'infrastructures. Cependant, en raison de la chute des prix des matières premières à fin 2015, de la contraction de la production de pétrole et de gaz et de la crise sécuritaire liée aux exactions de la secte Boko haram/ISWAP dans les régions du Nord, l'économie a ralenti, avec un taux de croissance qui est tombé à 3,5% en 2017. Cependant, grâce à la résilience du secteur non pétrolier et à l'accélération des projets de construction liés à la CAN, la croissance du PIB réel a atteint 4,1 % en 2018 et 4,0 % en 2019 selon les estimations du Ministère de l'Économie. A moyen terme, la réalisation des nouveaux projets dans le domaine des transports et de l'énergie devrait progressivement porter la croissance à environ 5,5 %. À long terme, l'objectif de la stratégie nationale de développement est d'atteindre le taux de croissance de 8 % en stimulant les secteurs agricole et manufacturier, le pétrole et le gaz et en augmentant la production d'énergie. Mais la solidité de cette croissance dépendra de la capacité du gouvernement à diversifier de manière durable son économie. L'inflation reste faible, mais tend à augmenter légèrement ces 3 dernières années en passant de 1,1 % en 2018 à 2,1 % en 2019 et projeté à 2,2% en 2020. Toutefois, le niveau de l'inflation reste en dessous du seuil de convergence régionale fixé à 3 %. Le rythme accéléré de l'accumulation de la dette publique dans le contexte de la baisse des prix du pétrole et des déficits budgétaires importants, a augmenté le risque de surendettement du Cameroun. Le niveau élevé des investissements publics et la baisse des prix du pétrole ont maintenu les déficits budgétaires dans une fourchette de 4 à 5 % du PIB entre 2010 et 2016. Mais dans le cadre du programme mis en place avec le FMI après le choc pétrolier qui a affecté les recettes publiques, l'assainissement budgétaire et la discipline avec la rationalisation des dépenses publiques ont permis de réduire le déficit budgétaire global à 2,9 % du PIB en 2019 et en prévision à 1,6 % du PIB en 2020. L'assainissement budgétaire devrait rester cohérent avec ses objectifs de satisfaire au critère de convergence régionale sur le solde budgétaire de référence de 1,5 % du PIB. Le ratio de la dette publique au PIB du Cameroun, qui était passé de 52 % avant l'achèvement du processus PPTTE à 10 % en 2008, est passé à 28 % du PIB à la fin de 2015. Cependant avec la crise de 2015 et l'accélération des projets d'infrastructures, ce taux a évolué très rapidement pour se situer à 36,9 % du PIB en 2019 et prévu à la baisse à 35,1 % du PIB en 2020. A moyen terme, le ratio est censé diminuer avec l'amélioration de la gestion budgétaire et l'identification d'autres sources de revenus. Il faut souligner que si le niveau actuel de la dette n'est pas encore préoccupant, son efficacité l'est du fait du choix et de la qualité des investissements.

Emploi Secteur formel : Le taux d'emplois de la population active illustre aussi la proportion des personnes en situation d'employés dans la population en âge de travailler (15 ans et +). Il est estimé à 71% en 2018 en hausse par rapport à 2014, mais en retrait par rapport à 2010. Les niveaux élevés de taux d'emplois au Cameroun traduisent une certaine vitalité de l'économie camerounaise en dépit du fait que la majorité des employés sont occupés dans le secteur informel. Les hommes sont relativement plus occupés que les femmes en proportion de la main-d'œuvre de chaque catégorie (77% pour les hommes seulement 65% pour les femmes en 2018).

Dans une hypothèse de respect des mesures de distanciation sociale en appliquant de façon plus stricte les confinements, on pourrait assister à une réduction des heures de travail et de l'augmentation de la précarité des travailleurs temporaires ou sur base occasionnelle (celle-là est, par exemple, le cas de maitres parents dans le domaine de l'éducation, et en particulier des institutions éducatives privées), du rythme de la production et des échanges commerciaux au niveau de l'administration publique, des marchés, des entreprises, du secteur informel, avec des effets réducteurs en équivalent temps plein ou en emplois qui vont se ressentir dans le statut dans l'emploi et le pouvoir d'achat des membres de ménage de plus de 15 ans. Du fait des conditions d'activités plus complexes au niveau des ménages, beaucoup de membres vont courir le risque de se retrouver dans l'incapacité de contribuer au budget familial, de subvenir aux besoins de base de la famille avec des pertes d'emplois constatées. Ainsi, le taux d'emplois pourrait avoir une trajectoire complètement modifiée pour s'établir à un ordre de grandeur assez bas en dessous des 70% en 2020, contre une moyenne de 73% ces dix dernières années (2010-2019) selon les projections de ILOSTAT, basées sur les données et les hypothèses conjoncturelles nationales. Cette dimension ira toucher les travailleurs existants, ainsi que – et surtout – les jeunes qui viennent de terminer leurs études et se préparent à entrer dans le monde du travail.

Dans un scénario de confinement général de la population, c'est tout simplement 9 personnes de la population active occupée sur 10, au Cameroun, qui risquent d'être confrontées à un arrêt total ou partiel de leurs activités au niveau du marché du travail sans disposer de stratégies de compensation ou de la moindre protection sociale en absence d'interventions publiques pour combler les pertes de revenus. C'est seulement parmi les 10% de la main-d'œuvre restante que des possibilités d'adaptation de l'activité dans le contexte de la crise, existent notamment en termes de télétravail ou de recours aux technologies de l'information et de la communication, ou même de reconversion vers des activités plus susceptibles d'être réalisées, dans un contexte de respect des mesures de distanciation sociale. Toutefois les membres de ménages ayant un emploi dans le secteur privé pourraient aussi se retrouver hors de la main-d'œuvre occupée si les entreprises ne parviennent pas à s'affranchir de la perte de leur chiffre d'affaire.

L'analyse de la répartition des emplois créés selon les grands groupes de secteurs, nous révèle une forte prédominance structurelle de l'agriculture (au moins 60% des emplois totaux créés au cours de la décennie 2009-2018). Le secteur industriel pour sa part intervient de façon relativement faible dans les emplois créés au Cameroun (moins de 10%) au moment où les services fournissent une part non négligeable de 28% en moyenne ces dernières années (WBI 2020).

Dans un contexte de propagation de la pandémie dans les villes, le secteur des services risque d'être le plus exposé à une perte d'emplois dans la mesure où il est celui qui concerne plus les travailleurs du secteur informel urbain. Le secteur agricole rural par excellence pourrait aussi être négativement affecté dans un scénario pessimiste d'extension de la crise sanitaire dans les zones rurales. Les activités agricoles et celles relatives à l'exploitation des plantations pourraient être mises à mal dans une hypothèse pessimiste de contamination à grande échelle au niveau des communes rurales. En effet au regard de cet aspect économique, dans un tel scénario, les mesures de confinement risqueraient d'être plus difficiles à appliquer dans les zones rurales moins pourvues en services publics que les cités urbaines.

Selon les données de l'INS analysées dans le cadre d'une étude réalisée par le MINEPAT avec l'appui du BIT (Etude emplois et compétences dans les branches productives, MINEPAT-ILO, 2018), les principaux secteurs dont la croissance est beaucoup plus élastique à la création des emplois, sont : (i) l'information et la communication dont une croissance de valeur ajoutée de 1% occasionne une hausse des emplois de 3%, (ii) le travail de fabrication de produits dont une hausse de 1% en valeur ajoutée entraîne une augmentation

des emplois de 2,5%, (iii) la réparation et installations des machines, la production de caoutchouc et d'articles en plastiques, le transport, les petites industries de viande/poisson, cacao, café, etc. dont une hausse de 1% de la valeur ajoutée, entraîne une hausse d'emplois d'au moins 1,2%.

Dans une moindre mesure, d'autres activités ont également un potentiel non négligeable de création d'emplois si elles venaient à enregistrer plus de valeur ajoutée. Il s'agit principalement de la restauration, de l'hôtellerie, de l'agriculture de rente, commerce de gros et de détails, industries de boisson et de tabacs.

Au total, tous les ménages dont le chef sont plutôt actifs occupés dans ces secteurs d'activités sont relativement plus exposés à un licenciement partiel ou total dans un contexte défavorable à la productivité consécutivement à la crise de la COVID19.

Secteur informel : Il est également important d'apprécier déjà en avril 2020, les premières manifestations des effets des mesures de couvre-feu ou de distanciation sociale sur l'économie informelle. Il se trouve que dans le contexte du Cameroun, l'économie informelle est tirée par des activités de commerce de détail, d'activités génératrices de revenus exercés en bonne partie par les femmes, des activités de restauration/vente de biens alimentaires (poissons, viande, condiments de marché, boisson), des activités de transport et des activités de vente de boisson. Toutes ces activités précitées ne nécessitent pas beaucoup de compétences professionnelles ou de capital de départ important. Dans le secteur informel se placent également les industries culturelles et créatives et les initiatives innovantes de startups lancées par les jeunes. Pour ces raisons, elles mobilisent beaucoup de main-d'œuvre de tout âge et de tout sexe. Le secteur informel camerounais a considérablement gagné du terrain dans le marché du travail, et occupe une place importante dans la création des emplois. Sa taille s'est stabilisée autour de 88,7% des emplois entre 2005 et 2014.

Le développement humain : Le Cameroun est classé dans le groupe des pays ayant un niveau moyen de développement humain avec un IDH de 0,563 en 2018 occupant le rang de 150/189 [RMDH 2019]. Cet indice est inférieur à la moyenne des pays ayant un niveau moyen de développement humain, qui est de 0,634, mais supérieur à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, qui est de 0,541. Cependant, des inégalités sont observées au niveau régional. Les deux grandes villes Yaoundé et Douala (jusqu'à 0,68) enregistrent les niveaux d'indices les plus élevées tandis que les seuils les plus faibles (moins de 0,4) sont enregistrées dans les régions de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua moins pourvues en infrastructures et en services qui sont des conditions de base pour le développement. L'analyse des composantes de l'IDH comme la santé et la nutrition montre que bien que le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition soit encore important au Cameroun, on peut noter que la situation s'est améliorée entre 2011 et 2018. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 32,5 % à 29 % sur la même période. En 2018, 11 % des enfants de moins de 5 ans seront en surpoids. La prévalence du VIH/sida a diminué de moitié en 14 ans, passant de 5,5 % en 2004 à 2,7 % en 2018. Toutefois, il est important de noter qu'en 2018, la prévalence du VIH/sida chez les femmes (3,4 %) est supérieure à la moyenne nationale pour la population âgée de 15 à 49 ans. Le paludisme est endémique au Cameroun et reste la principale cause de morbidité et de mortalité dans les groupes les plus vulnérables, à savoir les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.

La pauvreté : En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi, le gouvernement s'est engagé à réduire le taux de pauvreté monétaire de 39,9% en 2007 à moins de 25% en 2020. Mais cet objectif n'a pas été atteint car l'incidence de la pauvreté n'a que légèrement diminué, passant de 39,9 % en 2007 à seulement 37,5 % en 2014. L'écart entre contextes urbains et ruraux est important : le taux de pauvreté est de 8,9 % dans les zones urbaines et de 56,8 % dans les zones rurales. Les villes de Yaoundé et Douala ont un taux de pauvreté inférieur à la moyenne urbaine. 22 départements sur 58 ont un taux de pauvreté supérieur au taux national. Les départements les plus pauvres sont situés principalement dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord-Ouest. L'afflux de réfugiés pourrait augmenter l'incidence de la pauvreté dans certains départements de l'Adamaoua (Djerem, Mberé, Vina), de l'Est (Bouba et Ngoko, Kadey, Lom et Djerem), de l'Extrême-Nord (Logone et Chari, Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga) et du Nord (Mayo-Rey).

Déplacement forcé des populations : Avant le déclenchement de la COVID-19, le pays était déjà confronté à trois crises parallèles aux causes et conséquences différentes: premièrement, la région de l'Extrême-Nord, depuis 2014, continue d'être touchée par le conflit armé lié à Boko Haram et le Cameroun reste le deuxième pays le plus touché par l'urgence du bassin du lac Tchad; deuxièmement, les régions orientales du Cameroun abritent toujours plus de 270 000 réfugiés vulnérables provenant de la République centrafricaine. L'afflux de réfugiés exerce une pression importante sur les ressources naturelles et les services sociaux de base dans les zones d'accueil et exacerbe les vulnérabilités préexistantes. Un troisième défi est apparu en 2016 lorsque la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, majoritairement anglophones, s'est transformée en une situation de violence et l'augmentation des besoins humanitaires (HRP2020). Du fait de ces crises qui ont entraîné des mouvements de populations, le Cameroun compte actuellement 6,2 millions des personnes qui ont besoin d'aide humanitaire (HNO, mise au jour Mars 2020), dont 1 753 425 personnes relevant de sa compétence du HCR et de l'OIM, dont 22 324 réfugiés et demandeurs d'asile (centrafricains, nigériens, urbains), 976 773 personnes déplacées internes (dans l'Extrême-Nord et les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) et 354 328 retournés (anciennes personnes déplacées internes, ou réfugiés de retour au Cameroun) dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces populations migrantes représentent 6,65% de la population totale au Cameroun.

Sur le plan national, il existe depuis le 27 Juillet 2005 la loi N°2005/006 portant statut des réfugiés au Cameroun. Le statut et le traitement des réfugiés sont régis par cette loi nationale, qui donne aux réfugiés entre autres le droit de travailler au même titre que les nationaux, mais son application reste partielle et irrégulière. En revanche, aucun document officiel encadrant les migrations en provenance, en direction ou à l'intérieur du Cameroun n'existe à l'heure actuelle, malgré la priorité soulignée par le Gouvernement pour rédiger un document national de gouvernance des migrations lors d'une rencontre préparatoire à la signature du Pacte mondial pour les migrations, le 10 décembre 2018, à Marrakech.

Les conflits en cours et l'insécurité dans l'extrême Nord continuent d'avoir des impacts néfastes sur les moyens de subsistance aussi bien des réfugiés, des personnes déplacées que des populations hôtes. Pendant la crise causée par Boko Haram, les réfugiés et les personnes déplacées ont largement perdu leurs moyens de subsistance. Les communautés d'accueil ont également vu leurs moyens de subsistance et leur accès aux services de base gravement touchés. Compte tenu des incertitudes actuelles concernant la fin de la crise, il est plus important de commencer à intégrer les efforts de relèvement dans les programmes d'urgence dès que possible.

Quant aux régions orientales qui sont touchées par des crises récurrentes en RCA, leur économie est principalement basée sur l'agriculture et l'élevage. Cela conduit à une pression croissante sur les ressources et sur les services sociaux de base déjà rares et les tensions qui en résultent (malgré les affinités historiques et ethniques) entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Selon les résultats de l'étude sur « L'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité à la pauvreté » menées par l'Université américaine de Beyrouth (AUB) en collaboration avec le HCR et le PAM en 2018, plus de 80% sont considérés comme « extrêmement vulnérables ». Sans couvrir ces besoins et aller au-delà de la survie de base, les réfugiés sont incapables de développer des moyens de subsistance significatifs, de réduire leur dépendance à l'aide et de devenir autosuffisants. Ces régions sont également les régions de d'accueil de la transhumance internationale en provenance du Tchad et de la République centrafricaine, qui provoquent de nombreux conflits autour de la gestion des ressources naturelles.

Enfin, les réfugiés en milieu urbains vivent au Cameroun depuis près d'une décennie, dans des conditions précaires, avec peu ou pas de capacité à résister aux chocs, nécessitant l'utilisation fréquente de stratégies d'adaptation négatives, telles que le mariage précoce, le saut de repas, le travail des enfants ou le travail dans des conditions dangereuses.

1.2 Analyse de l'évolution de la pandémie de la COVID-19

Apparue dans la ville de Wuhan en Chine en décembre 2019, l'épidémie de coronavirus (COVID-19) a été déclarée comme pandémie mondiale le 11 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En date du 24 juin 2020, elle a déjà fait 476 911 décès sur 9 237 691 cas confirmés. L'Afrique Subsaharienne,

longtemps épargnée, a connu son premier cas le 27 février 2020 au Nigéria. Le continent compte déjà à date 324 696 cas confirmés de coronavirus laCovid-19 a déjà coûté la vie 8 618 sur le continent et touche tous les 54 pays. Le Cameroun, 2ieme pays le plus touché d’Afrique Subsaharienne après l’Afrique du sud a déclaré son premier cas le 06 mars 2020. Depuis cette date, la propagation semble s’accélérer. En date du 24 juin 2020, le pays compte 12 270 cas de contamination dont 313 décès et 7 774 malades ayant recouvré la guérison.

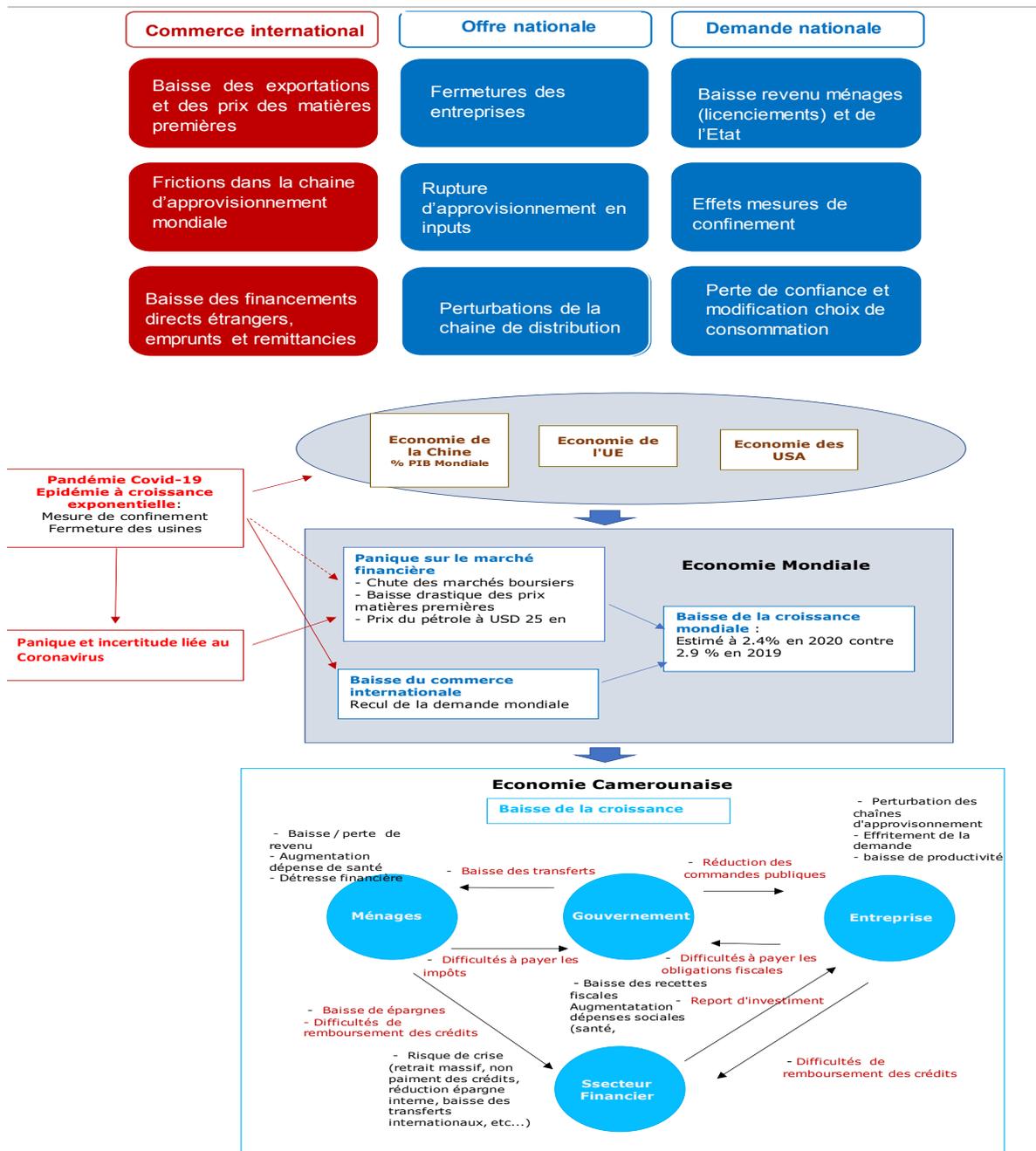
Les rapports du ministère de la santé publique montrent que le pays entre dans la phase de contamination communautaire. Ainsi, ces chiffres sont susceptibles d’augmenter de façon exponentielle dans les prochaines semaines si les mesures déployées jusqu’alors ne sont pas respectés rigoureusement par la population. En effet, le 17 mars 2020, le Premier ministre Chef du Gouvernement du Cameroun a communiqué 13 mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la propagation du COVID-19. Ces mesures ont été encore réaffirmées le 24 mars 2020 pour les appliquer de façon stricte. Toutefois, pour des raisons économiques, le 30 avril, le gouvernement camerounais a assoupli les mesures restrictives de lutte contre l’épidémie, rouvrant notamment les bars après 18 heures et levant les limitations sur le nombre de passagers dans les transports en commun. Le Cameroun n’ayant pas décidé du confinement total de ses populations mise sur les mesures ciblant la prévention notamment la distanciation sociale, le port du masque, l’évitement des grands rassemblements, le lavage régulier des mains, la fermeture des bars après 18 heure, etc. Malheureusement, la distanciation sociale n’est pas encore totalement observée ce qui a amené le Gouvernement à renforcer les actions de communications et sensibilisation. La propagation de cette pandémie pose un défi énorme au système de santé camerounais, comme la plupart des systèmes africains, dont la capacité reste limitée.

1.3. Les canaux de transmission des effets socioéconomiques sur l’économie camerounaise

Au-delà de l’aspect sanitaire, la pandémie est aussi à l’origine de perturbations économiques et menace l’économie mondiale. En avril 2020, le FMI prévoyait une forte contraction de 3 % de l’économie mondiale pour 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-09. Selon la Commission Economique pour l’Afrique (CEA), malgré le niveau relativement encore bas du nombre de cas infectés, l’impact économique pourrait coûter au continent africain plus d’un point de pourcentage du PIB (de 1,8 % à 3,2 %). Le FMI quant à lui anticipe une contraction de 1,6 % de l’économie régionale— le pire résultat jamais enregistré, et une révision à la baisse de 5,2 points de pourcentage par rapport aux prévisions d’octobre 2019. Du fait de son ouverture économique et commerciale sur l’économie mondiale, les effets socioéconomiques sont probables sur l’économie camerounaise.

Ces effets sur l’économie locale pouvant se faire via plusieurs canaux de transmission notamment la forte dépendance au commerce international avec le recul de la demande de ses principaux partenaires commerciaux tels que la Chine et les pays de l’Union européenne durement touchés, pourrait affecter les exportations du Cameroun. De même, les perturbations dans la chaîne d’approvisionnement et le transport mondial impacteront sur l’offre locale du fait de l’importation des consommations intermédiaires et des biens de consommation directs. L’économie pourrait également subir un choc de demande intérieure en lien avec la baisse des revenus des ménages mais aussi de l’effet des mesures de restrictions imposées par le gouvernement. Par ailleurs, le ralentissement de l’économie et l’investissement mondial contribuera à la réduction du flux des investissements étrangers, des transferts des migrants, mais aussi du flux des financements extérieurs (dons et emprunt). Enfin, la perturbation du marché boursier peut aussi avoir des impacts sur le marché obligataire des Etats qui se répercutera sur la dette et le financement de l’économie.

Les impacts économiques pourraient avoir de fortes implications sociales. En effet, les effets réducteurs sur l’emploi et le revenu de la population contribueront à accroître l’incidence de la pauvreté monétaire déjà élevée, poussant les ménages à opérer des ajustements au niveau des dépenses pour assurer les charges et dépenses incompressibles. La pandémie est déjà en train d’accroître les inégalités déjà importantes au sein de la population en entraînant certains ménages parmi les plus vulnérables au désinvestissement pour faire face aux nouvelles dépenses étant donné que la plupart de la population ne bénéficie pas de protection sociale.



Source : PNUD

2. Les impacts socioéconomiques de la COVID-19

2.1 Les effets macroéconomiques

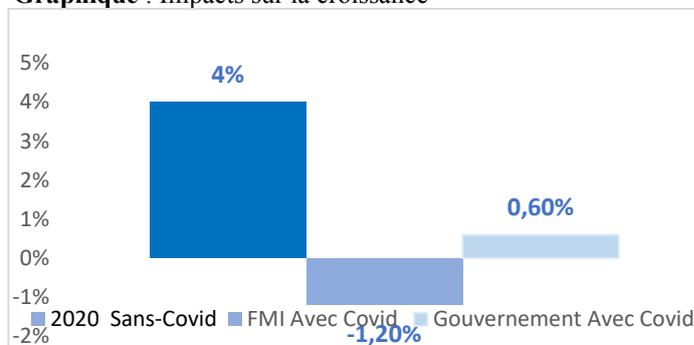
2.1.1 Croissance, inflation

Les prévisions de croissance 2020 sont inédites, et se rapprochent d'un niveau de croissance qui n'a pas été enregistré depuis 30 ans. De surcroit l'évolution de la courbe des variations du PIB par habitant annonce une forte baisse du taux de PIB per capita de -3,6% pour l'année 2020 (FMI, 2020). La hausse des prix de consommation est perceptible sur le marché national, avec un accroissement de 0,4 point de plus que celui de 2019 estimé à 2,4%.

Selon les projections du Gouvernement sur la base d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC), les simulations faites montrent que (i) le PIB devrait être en net recul par rapport à la situation de référence (4% initialement prévus), pour se situer à près de 0,6% dans le scénario considéré. Soit un recul de 3,4 points ; (ii) Sur le plan sectoriel, le secteur le plus affecté serait le secteur tertiaire ; (iii) le fléchissement des revenus serait de -19,2% pour le Gouvernement, -11,9% pour les entreprises et -15% pour les ménages ; ce qui correspondait à une perte évaluée à près de 26,4 milliards F.CFA pour les ménages ruraux, et près

de 58,2 milliards F.CFA pour les ménages urbains ; (iv) le taux de chômage enregistrerait un accroissement par rapport à la situation de référence de près de 163% ; et (v) le niveau des prix enregistrerait une hausse de près de 3,2%.

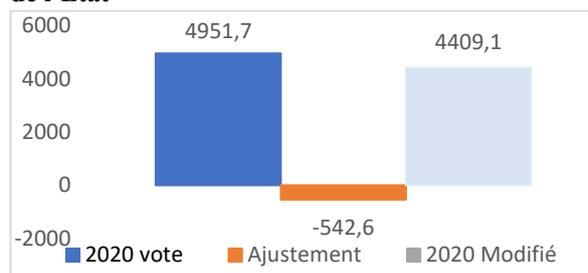
Graphique : Impacts sur la croissance



Source : Gouvernement, FMI

Le budget 2020 était arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 4951,7 milliards de FCFA, avec une prévision de taux de croissance de l'ordre de 4%. Le pays espérait en effet engranger des revenus pétroliers de 468 milliards de FCFA. Seulement, l'avènement de l'épidémie du Corona Virus s'est traduit par la nécessité de revoir toutes ces prévisions.

Graphique : Ajustement des ressources budgétaires de l'Etat



Source : Loi des Finances rectificative, calculs propres.

2.1.2 Finances Publiques (revenus, déficits et compositions des dépenses)

En effet, les canaux de transmissions de l'impact budgétaire de la crise sanitaire sont principalement :

En effet, les canaux de transmissions de l'impact budgétaire de la crise sanitaire sont principalement :

- la baisse des prévisions des cours moyens du pétrole et du gaz sur l'année 2020 et ses effets sur les recettes pétrolières et gazières ;
- le recul du niveau d'activité des entreprises domestiques en rapport avec les mesures de confinement au niveau international et nationale.

Dans la loi des Finance des Finances rectificatives promulguée le 3 juin 2020, les recettes de l'Etat sont révisées à la hauteur de 4409,1 milliards de FCFA

soit une baisse de -542,6 milliards de FCFA par rapport à la loi des Finances initiales.

Cette baisse est surtout imputable aux pertes de recettes liées aux :

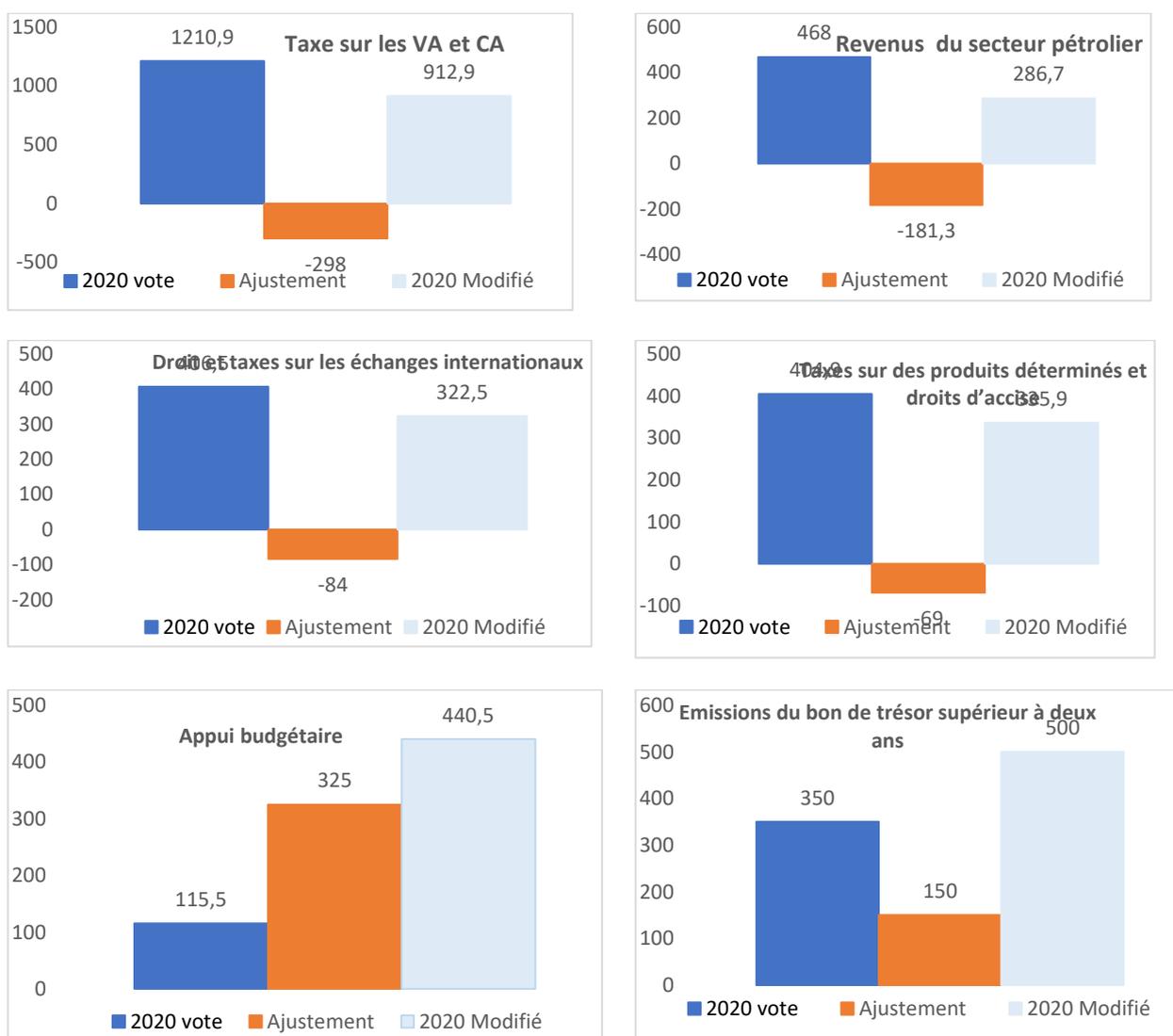
- revenus du secteur pétrolier qui sont révisées à 286,7 milliards de FCFA contre une prévision initiale de 468 milliards de FCFA soit un ajustement de -181,3 milliards de FCFA,
- taxes sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires qui sont révisées à 912,9 milliards FCFA contre 1210,9 milliards de FCFA dans la loi initiale soit un ajustement de -298 milliards de FCFA ;
- droit et taxes sur les échanges internationaux (importations et exportations) qui sont ajustées à 322,5 milliards de FCFA contre une valeur initiale de 406,5 milliards de FCFA soit une baisse de -84 milliards de FCA ;
- les taxes sur des produits déterminés et droits d'accises avec un ajustement de -69 milliards pour les ramener à 335,9 milliards de FCFA contre une valeur initiale de 405 milliards de FCFA.

Notons que les ressources supplémentaires de l'Etat viennent principalement de :

- l'aide budgétaire avec une hausse de 325 milliards de FCFA ce qui porte sa valeur à 440,5 milliards de FCFA contre une prévision initiale de 115,5 milliards de FCFA ;
- les émissions des bons du trésor supérieurs à deux ans avec une émission supplémentaire de 150 milliards de FCFA soit un total de 500 milliards de FCFA contre une valeur initiale de 350 milliards de FCFA.

Malgré un taux d'endettement relativement modeste par rapport au plafonds communautaire, le pays a révisé à la baisse les tirages sur les emprunt bilatéraux et multilatéraux direct à l'extérieur. En effet, les emprunts bilatéraux ont été ajusté de -66,8 milliards de FCFA pour s'établir à 390,6 milliards de FCFA contre une prévision d'emprunt initial de 457,4 milliards de FCA tandis que les emprunts multilatéraux ont été ramenés à 215,2 milliards de FCFA contre une prévision de 252 milliards de FCFA soit un ajustement de -36,8 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par le fait que la crise a touché l'ensemble des pays du monde d'où la difficulté sur les marchés financiers.

Graphique : Ajustement des principales recettes de l'Etat



Source : Loi des Finances rectificative, calculs propres.

2.1.3 Monétaire (Banque, liquidité, accès aux crédits)

D'après les prévisions du FMI, le Cameroun connaîtra du fait de la COVID-19 une légère baisse de la masse monétaire qui passerait de 24,5% du PIB en 2019 à 24,1% du PIB en 2020, impactant ainsi la capacité d'investissement et le volume de liquidité bancaire. La BEAC, quant à elle, affirme que la situation monétaire du Cameroun entre février 2019 et février 2020 s'est caractérisée par une augmentation de la masse monétaire induite par une hausse des contreparties, notamment les crédits à l'économie, les avoirs extérieurs et des créances nettes sur l'État. De fait la masse monétaire est passée de 4897,5 milliards de F.CFA en février 2019 à 5598,7 milliards de F.CFA en février 2020 (+701,1 milliards), soit une augmentation de 14,3 % en glissement annuel, c'est-à-dire, avant la survenance de la crise. Du point de vue des composantes de la masse monétaire, les dépôts bancaires et la circulation fiduciaire ont augmenté respectivement de 10,3% et 15,1% au cours de la même période. Aussi, devrait-on s'attendre à une contraction de la masse monétaire en glissement annuel pour les mois correspondants à la période du COVID-19 (si l'enquête sur les entreprises a révélé une baisse de l'accès au crédit, ce serait déjà un signe révélateur avant la mise en œuvre du plan de soutien aux entreprises et à l'économie par l'Etat)

2.1.4 Balance de paiement (commerce des biens et services, IDE, transfert des fonds du Diaspora, APD, dette)

Entre 2010 et 2018, la part des envois des migrants dans le PIB a une tendance en hausse malgré son niveau relativement faible dans la création des richesses selon une évaluation de l'OIT Afrique Centrale en Mai 2020. Il faut comprendre en cette variable, un indicateur justifiant la contribution importante des camerounais de l'étranger à la formation des richesses nationales.

On observe toutefois avec la crise sanitaire, deux types d'effets sur les migrants que sont la transmission des effets négatifs liés à la nouvelle situation socioéconomique désastreuse en Europe, aux USA et en Chine, et d'autre part le retour de certains camerounais de l'étranger vers leur pays, abandonnant parfois leurs emplois ou leurs entreprises. Cela dit, avec la progression de la pandémie, les effets cumulés de la contraction des activités dans les pays d'accueil des migrants et d'arrêt partiel ou total des activités, impacteront négativement sur les revenus liés aux transferts mais aussi sur les emplois des camerounais de l'étranger. Ces fonds devraient être revus à la baisse en 2020.

En effet, une enquête rapide menée début juin par l'OIM sur l'impact de la pandémie sur les transferts de fonds de la diaspora a permis de constater un réel impact sur les envois. Certains membres de la diaspora n'ont plus les mêmes capacités pour faire parvenir l'argent et soutenir les besoins courants ou occasionnels de leurs familles, ayant eux-mêmes été contraint de travailler à temps partiel voire ayant perdu leur emploi. La peur de sortir faire une transaction et la méconnaissance d'autres canaux de transmission quand les institutions de transferts étaient fermées dans leur pays de résidence a également été un facteur déterminant de la réduction de la fréquence et des montants envoyés. Malgré la situation dans leur pays de résidence, la plupart des membres de la diaspora interrogés ne comptent toutefois pas revenir au Cameroun dans les prochains mois et n'en ont parfois pas les moyens. Les bénéficiaires de la diaspora, dont près de 40 pour cent des personnes interrogées ont affirmé ne plus rien recevoir depuis le début de la pandémie, ont été d'autant plus touchés par ces effets qu'ils n'ont pas pu exercer leur emploi à temps ou perdu leur emploi et dû trouver de nouveaux moyens de subvenir à leurs besoins. Certains ont développé de nouvelles activités génératrices de revenus et été contraints de travailler davantage ou de cumuler plusieurs emplois, mais la majorité des personnes interrogées ont dû réduire leurs dépenses courantes, Une minorité a dû réduire le nombre de repas par jours ou vendre certains de leurs biens. Les bénéficiaires des fonds de l'étranger méritent une attention particulière dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté et d'aide aux personnes vulnérables touchées directement par cette pandémie.

2.2 Les effets socioéconomiques et environnementaux

2.2.1 Entreprises, emploi et déplacement forcé

Emploi et Entreprises : Au-delà de la crise sanitaire, la pandémie de la COVID-19 s'est transformée en choc pour l'économie et les entreprises, affectant aussi bien l'offre que la demande nationale. Du côté de l'offre, le déclin de l'activité économique et les contraintes pesant sur la circulation des biens et des personnes ont une forte incidence sur l'industrie manufacturière et les services. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales affectent directement la production des biens et services. Traditionnellement, le commerce extérieur Camerounais se focalisant avant tout sur les pays de l'UE et la Chine en tant que principaux partenaires commerciaux durement touchés par la crise, l'économie du Cameroun en subit rapidement les conséquences négatives.

Comme la plupart des économies du monde, le Cameroun devrait connaître une récession en 2020 soit 1,1% (estimation du mois d'avril) en liaison avec la baisse de l'activité économique dans les secteurs tournés vers l'extérieur. Selon une simulation des effets de la crise par un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) mettant en interaction les différents agents économiques sous certaines hypothèses, le secteur le plus affecté par la baisse de la production au Cameroun sera le secteur tertiaire, avec une déviation par rapport au scénario de référence de -4,4 points. Le secteur primaire devrait également connaître un recul de l'activité avec une diminution de 3 points par rapport à la situation de référence. Quant au secteur secondaire, il devrait être beaucoup plus résilient avec une déviation de -1,9% par rapport à la situation de référence.

En outre, les résultats de l'enquête socio-économique conduite par l'INS durant le mois d'avril-mai 2020 sous la bannière du MINEPAT et du MINFI, sur l'ensemble du territoire sur un échantillon de plus de 1310 ménages et 770 entreprises, y compris les unités de production informelles (UPI), montrent que la crise de la COVID-19 a notamment créé un dysfonctionnement dans la conduite des activités des entreprises. Ainsi, près de 80% des chefs d'entreprises dans le secteur formel estiment connaître un ralentissement moyen ou important de leur activité. Dans le secteur informel, ce ralentissement se situe à près de 82%. De manière générale, 82,6% des chefs d'entreprises ont déclaré connaître une baisse de leur production. Toutefois, cette situation est plus prononcée dans les entreprises du secteur formel que du secteur informel. Le chiffre d'affaires quant à lui s'est inscrit en baisse pour près de 95,5% des entreprises, parmi lesquelles près de la moitié révèle connaître une baisse de plus de 50% de leur chiffre d'affaires.

Plusieurs filières concernées par cette baisse d'activité sont en effet pourvoyeuses d'emplois. Selon l'étude économique et financière des entreprises en 2017, publié par l'INS (2019), le transport et l'entreposage contribuent pour 8,3% à la création d'emplois, l'hébergement et la restauration (2,2%) l'agriculture (7,7%), l'industrie du bois sauf fabrication des meubles (1,8%), les industries extractives (0,5%). Ainsi pour pallier les effets néfastes de cette crise, l'enquête des effets socio-économique du COVID-19 révèle que dans l'ensemble 64,5% des entreprises ont réduit leurs heures de travail, 50,1% ont eu recours à la mise en chômage technique de certains employés, 45,3% ont procédé à la réduction des salaires et 58,2% ont revu leurs effectifs d'employés à la baisse. La réduction des effectifs d'employés est relativement plus présente dans les PME du secteur moderne avec près de 62,2% des entreprises concernées. De plus, cette perte d'emploi concerne aussi bien le personnel temporaire que le personnel permanent. Cela est assez prononcé dans certaines branches d'activités. En effet, on enregistre une perte d'emploi de plus de 50% dans les branches telles que l'éducation, l'hébergement et la restauration, la sylviculture et la construction, qui ont déjà fortement souffert des crises sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et de la lutte contre la secte terroriste Boko Haram dans les régions septentrionales.

De manière générale, des risques importants d'arrêt d'activité pèsent sur la quasi-totalité des entreprises ; la baisse de la demande intérieure, les difficultés d'approvisionnement, d'écoulement des produits et de financement extérieur sont les principaux canaux de transmission des effets de la COVID 19 sur l'activité des entreprises. La transmission des effets entraîne la baisse de la production, du volume de travail, du chiffre d'affaires et des effectifs. Cette situation impactant négativement sur la productivité et la performance globale des entreprises les contraint à adopter des réductions de salaire ou des postes de travail

avec des pertes d'emplois, comme mesure de maintien de leurs activités et de résilience économique. Aussi, 53% de chefs d'entreprises préconisent la levée des mesures de restriction sur les activités économiques. Les UPI (59%) et les PME (44%) souhaitent la levée de la restriction des activités sur les bars, la restauration et les transports, alors que les grandes entreprises (33%) souhaitent la levée de la restriction sur la fermeture des frontières. En ce qui concerne les mesures relatives à la relance de l'économie, les chefs d'entreprises mettent en relief la nécessité : (i) de revoir la politique fiscale (40% des entreprises), soit en suspendant la collecte de l'impôt pendant cette période, le non-paiement de certains impôts ; soit en apportant des subventions à certaines activités jugées sinistrées ; (ii) de leur accorder des aides financières (28%).

Encadré 1 : Synthèse méthodologique de l'enquête entreprise

L'enquête s'est principalement intéressée aux unités de production qui opèrent sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, l'échantillon constitué prend en compte aussi bien les Grandes, les Petites et Moyennes Entreprises du secteur formel, que les unités de production informelles.

La base de sondage utilisée pour le secteur formel est le répertoire des entreprises modernes de l'Institut National de la Statistique. Celle des unités de production informelles est le répertoire obtenu à l'issue de la dernière enquête sur la cartographie des PME.

Pour tenir compte du paysage économique national, l'échantillon des entreprises retenues a pris en compte aussi bien la répartition suivant les régions du pays que la distribution par branche d'activité. Par ailleurs, afin de mieux saisir les réalités des entreprises des régions du Littoral et du Centre installées en dehors des deux métropoles très dynamiques de Yaoundé et de Douala, il a fallu subdiviser lesdites régions en quatre modalités dans la distribution géographique à savoir "Littoral hors Douala", "Centre hors Yaoundé", "Yaoundé" et "Douala".

Ainsi, l'enquête s'est déroulée auprès de 770 entreprises réparties sur l'ensemble du territoire national, dont près de la moitié dans les deux grandes métropoles du pays (Yaoundé et Douala). Toutefois, cette distribution géographique est inégalement répartie suivant le type d'entreprise. Les Grandes Entreprises (GE) se retrouvent essentiellement (90%) dans les régions du Centre et du Littoral.

En ce qui concerne les secteurs d'activités, le secteur tertiaire est le plus représenté (74,6%) avec une prédominance de la branche commerce et distribution (35,1%). Le secteur secondaire occupe la deuxième position avec près de 20% des entreprises et une prépondérance des industries manufacturières. Les branches agriculture, élevage et pêche ainsi que sylviculture y sont également représentées. Cependant, l'enquête nécessiterait une approche plus approfondie en ce qui concerne les questions du genre et âge des acteurs, pour mieux déceler des mesures de relance de l'économie. L'actuelle nomenclature en outre laisse très peu visible la situation dans le secteur informel, en particulier en ce qui concerne les industries culturelles et créatives, qui constituent un de volants potentiel de la relance économique structurante et basée sur les aspects endogènes.

2.2.2 Secteurs économiques

Il ressort du rapport du PNUD de mars 2020 sur les effets socioéconomiques potentiels du COVID-19 au Cameroun que cette pandémie pourrait coûter au continent africain plus d'un point de pourcentage du PIB (de 1,8 % à 3,2 %). Au niveau international, les implications négatives de cette pandémie pour les économies sont la rupture directe des chaînes d'approvisionnement mondiales, le fléchissement de la demande finale des biens et services importés, l'arrêt complet des flux touristiques, la détérioration de la confiance des entreprises et des consommateurs, la panique sur les marchés financiers et la forte chute des prix des matières premières.

Secteurs touchés : Au Cameroun et pour ce qui est du commerce international, l'effet du COVID-19 se fait sentir sur : i) la baisse ou l'annulation de la demande mondiale des principaux partenaires économiques

du pays tels que la Chine, l'Italie, la France et l'Union Européenne ; ii) les baisses des prix des principales matières premières exportées notamment le prix du pétrole brut et les matières premières agricoles particulièrement l'huile de palme, le cacao, le coton et le café. Cette baisse affectera ainsi certains secteurs comme ceux des hydrocarbures, l'agriculture industrielle d'exportation, le tourisme et le forestier. Pour ce dernier secteur, les restrictions sur les déplacements et les mesures de confinement empêchent la mise en œuvre des activités des projets qui demandent un contact physique avec les bénéficiaires et/ou des rassemblements de plus de 50 personnes, aussi entraînent un faible accès des communautés forestières vulnérables aux services de santé et éducation. Il est noté des difficultés d'acheminer les produits forestiers des zones rurales vers les zones urbaines, la réduction sur le marché de la transformation et de l'offre en bois légal entraînant une flambée des prix des produits et des intrants. La pandémie induit les baisses ou pertes des revenus des ménages, les difficultés pour les entreprises d'honorer leurs obligations fiscales, le stress ou les effets psychologiques résultant du confinement, l'augmentation du chômage, la réorientation de nombreux financements des partenaires des ONG.

Sécurité alimentaire : Les données du Cadre harmonisé montre que plus de 4 857 749 personnes dans les dix régions utiliseront des stratégies d'adaptation en cas de crise ou d'urgence pour assurer la sécurité alimentaire au niveau des ménages en raison des restrictions mises en place pour contrôler la propagation de COVID-19. La tendance à la propagation de COVID-19 indique que les villes urbaines sont plus exposées, en particulier dans les régions du Littoral, du Centre, du Sud, du Sud-Ouest et de l'Ouest. L'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire est ressenti à plusieurs niveaux et certainement les plus vulnérables (dont les PDI et réfugiés) sont plus touchés par le moindre choc sur le marché.

Pendant le temps des restrictions dans les activités économiques l'accès aux aliments était limité par le manque des moyens, pas ou moindre revenu, une baisse de pouvoir d'achat. Surtout les femmes et les plus vulnérables dans les zones urbaines ont eu un temps difficile. Au niveau d'approvisionnement des marchés est à noter qu'il n'y a pas eu un manque de la nourriture, les commerces et transport des produits alimentaires des zones de productions vers les marchés des consommateurs a pu continuer presque normalement (il n'y a pas eu des cordons médicaux ou confinement total ; seulement certains produits importés sont parfois arrivés avec un retard, causé par des délais dans le transport international. FEWSN et a noté une légère augmentation de prix de certains produits alimentaires sur le marché, l'augmentation aux mois de mai est d'environ 1.2% selon le groupe de travail sécurité alimentaire (sous lead de MINADER).

Le taux d'inflation pour le premier trimestre 2020 est de 2,6 %, ce qui représente le taux le plus élevé depuis 2013. Cette situation est principalement due à l'impact de la pandémie COVID-19 et aux mesures d'atténuation connexes mises en œuvre par le gouvernement ainsi que par les ménages qui ont stocké des aliments en préparation, gonflant ainsi la demande (Source : INS, 2020). La situation devrait se normaliser dans les mois à venir puisque le gouvernement a levé les règles de confinement, permettant la fonctionnalité des activités économiques clés.

En tenant compte de la saisonnalité, une augmentation de 6,3 % en glissement annuel a été enregistrée en mars 2020 pour le riz (prix de détail). Le prix réel du riz a augmenté de 5 % en mars 2020, par rapport à la même période l'année dernière. Au cours du premier trimestre 2020, le prix de détail du riz le plus élevé a été enregistré sur le marché de Bamenda, dans la capitale de la région du Nord-Ouest. Ce prix est 36 % plus élevé que le prix de détail du riz sur le marché de Douala, où le prix le plus bas a été signalé. En plus du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le prix du riz serait également le plus élevé dans la région du Nord.

2.2.3 Secteurs sociaux

En raison de l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19, les acteurs travaillant dans les secteurs sociaux au Cameroun sont fortement sollicités afin d'apporter une assistance aux populations affectées par cette crise sanitaire qui contribue à accroître les vulnérabilités. Vivant déjà dans un contexte difficile et précaire, les personnes en situations de déplacement forcé sont d'autant plus touchées. Le respect des mesures barrières afin de prévenir et atténuer la propagation de la COVID-19, y compris à travers une distanciation sociale, a créé des défis pour développer une réponse adaptée en leur faveur et requis une réorganisation des services fournis par les acteurs dans le domaine social afin d'apporter plus d'assistance

à distance, ce qui est notamment apparu peu évident en milieu rural du fait que les moyens technologiques d'information et de communication y sont moins disponibles.

Éducation et formation professionnelle : L'environnement social bien qu'en progression, reste à être amélioré pour soutenir son développement à cause du relatif faible niveau des indicateurs sociaux. Par ailleurs, la variabilité de la croissance de l'économie et des finances publiques de l'Etat a eu des conséquences négatives sur le financement du secteur de l'éducation et de la formation. Le secteur demeure sous financé compte tenu de la cible visée de 22,0% en 2020 concernant les ressources budgétaires de l'Etat, fixées par le DSSEF (2013-2020). La part du budget global accordée au secteur de l'éducation et de la formation est de 14,6% en 2018 contre 16,1% en 2013. Le financement de l'éducation pèse également sur les familles ; respectivement 9% et 10% des dépenses totales de l'éducation dans le primaire et le secondaire sont couvertes par les familles. A ce contexte peu favorable, s'ajoute les crises humanitaires et sécuritaires qui impactent négativement le système éducatif et aggravent le niveau de pauvreté des familles. En effet, la déperdition des effectifs d'élèves observée du préscolaire au secondaire ces dernières années est liée entre autres à l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et les autres crises qui affectent le système éducatif.

Au niveau national, les effectifs du primaire, du secondaire général et de l'enseignement secondaire technique ont baissé de 3,6%, 4,7% et 8,5% entre 2016-2017 et 2017-2018. Les effectifs des élèves sont passés respectivement de 4 346 000, 1 548 782 et 358 862 en 2016/2017 à 4 191 992, 1 476 216 et 328 382 en 2017/2018. Il est à noter que le dispositif de formation professionnelle reste faiblement développé et majoritairement dominé par le privé (3 apprenants sur 4 sont scolarisés dans les centres privés). La majorité des étudiants dans l'enseignement supérieur (81%) est orientée vers les filières associées aux lettres, sciences humaines et sciences sociales.

Soutenant les efforts internationaux pour contrer la propagation rapide de la pandémie de la COVID-19, le Gouvernement du Cameroun a mis en place plusieurs mesures restrictives sur les regroupements et les déplacements de population incluant entre autres la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires. L'entrée en vigueur de cette importante décision gouvernementale le 18 Mars 2020 a affecté la scolarisation de **7,2 millions** d'élèves et étudiants inscrits dans les établissements publics et privés implantés sur le territoire national dont environ **4,5 millions** d'enfants du primaire avec **47% de filles**. Cette mesure touche également **1,8 millions** d'élèves de l'enseignement secondaire général et technique et **40,000** apprenants de la formation professionnelle. L'enseignement supérieur n'échappe pas à cette crise liée à la COVID-19 qui affecte le cursus universitaire de plus de **347,000** étudiants. Par ailleurs, l'impact relativement limité de la crise sur le supérieur risque à terme d'exacerber les inégalités dans la société camerounaise, dans la mesure où les enfants issus des couches relativement aisées qui sont majoritaires dans les niveaux terminaux du système sont préservés, alors que ceux des couches les plus vulnérables en pâtissent dans les premières années d'enseignement au niveau primaire ou secondaire. En outre, les opportunités d'apprentissage des enfants vulnérables vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord touchées par les conflits sont perturbées par la fermeture des structures d'éducation non formelle. L'interruption de l'enseignement en classe a de graves conséquences sur les capacités d'apprentissage des enfants et la qualité de l'éducation. Les enfants issus des familles les plus pauvres courent beaucoup plus de risques de ne pas retourner à l'école que ceux des ménages les plus nantis. Plus la fermeture des établissements scolaires dure, plus cela a un impact sur les enfants d'une manière générale, mais en particulier sur les plus vulnérables, et surtout les jeunes filles, qui verront leur chance de retour dans le système éducatif s'amenuiser considérablement. L'impact de la fermeture des établissements scolaires va largement au-delà du spectre scolaire et expose les enfants et les adolescents aux multiples risques liés au travail des enfants, le mariage précoce, les grossesses non désirées, l'exploitation et les abus sexuels, les violences à l'égard des filles, le travail domestique, l'enrôlement des enfants par les groupes armés, les chocs économiques etc. Par ailleurs on estime que plus d'un million d'élèves inscrits dans les classes d'examen sont confrontés à de sérieuses inquiétudes et à l'incertitude d'achever avec succès l'année scolaire en cours et la prochaine année dépendant de la dynamique conjoncturelle liée à l'évolution de la pandémie de la COVID-19.

L'impact de la COVID-19 s'accroît dans les zones déjà touchées par les crises sécuritaires des régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Extrême-Nord, ainsi que de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. Dans ces régions, on dénombre près de 1,8 million d'enfants d'âge scolaire qui sont dans le besoin de soutien d'urgence pour accéder à l'éducation, dans un contexte marqué par les conflits armés, la violence, les inondations, le choléra et les épidémies de rougeole. Ces multiples crises ont considérablement affaibli le système éducatif confronté à des défis structurels et accru la vulnérabilité des filles, des jeunes femmes, des enfants déplacés et handicapés augmentant les risques de décrochage et exposant davantage les enfants aux risques de protection tels que le travail des enfants, le mariage précoce, les grossesses non désirées, le recrutement par les groupes armés etc. Au regard des nombreuses conséquences liées à la fermeture des établissements qui vont largement au-delà du spectre scolaire, il est indispensable de fournir une réponse plurielle appropriée pour réduire l'impact de la COVID-19 sur le système éducatif. A cet effet, le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires et à travers le LEG, a élaboré et adopté un plan national de riposte à l'impact de la COVID-19 dans le secteur de l'éducation et de la formation. Ce plan vise principalement à assurer l'achèvement de l'année scolaire, l'organisation des examens de fin d'année et la préparation de la réouverture des établissements scolaires dans un environnement sanitaire sûr et protecteur. Le plan national de riposte vise également à renforcer la résilience multirisque du système éducatif face aux crises.

Le pays a décidé le 30 avril 2020 d'assouplir les mesures de restriction prises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 avec un respect obligatoire des mesures barrières, notamment le port du masque de protection et la distanciation sociale y compris dans les établissements scolaires et universitaires dont la réouverture partielle est fixée pour le 1er juin 2020. L'éducation à distance résulte une des recommandations sortant de l'enquête auprès des ménages. Une enquête plus approfondie sera nécessaire afin de bien éclaircir certains aspects, parmi lesquels, par exemple :

- la question de maîtres communautaires et enseignants vacataires
- Situation des parents et paiement des frais scolaires – impact sur l'accès à l'éducation (LNB)
- La situation des écoles privées
- La question de l'ajustement du budget des écoles à la suite de la COVID-19 et leurs conséquences dans le moyen et long terme.

2.2.4 Environnement et changement climatique

Au Cameroun, les cinq secteurs concernés par les émissions de Gaz à effet de serre (GES) sont (i) l'énergie, l'industrie, l'agriculture, l'utilisation des terres et les déchets. Les émissions les plus importantes concernent l'agriculture (37 %) et l'utilisation des terres (changement d'affectation des terres et forêts) (51 %) et dans une moindre mesure l'énergie (combustion des combustibles fossiles (7%) (MINEF 2005).

Globalement, la pandémie de la COVID-19 a engendré une baisse des émissions de GES causée par le confinement de la population, la diminution de l'activité économique mondiale, de l'activité industrielle, des transports de toutes natures et des échanges. Toutefois, cette baisse attendue des émissions devrait rester temporaire et largement insuffisante. En ce sens et selon le PNUE, le monde doit diminuer ses émissions mondiales de gaz à effet de serre de 7,6 % par an entre 2020 et 2030 pour limiter l'augmentation des températures à 1,5°C, fixé par l'Accord de Paris.

Concernant les émissions des GES dans le secteur de l'énergie, contrairement à plusieurs pays où les populations ont été contraintes à un confinement total, entraînant une réduction très significative des transports et de la production industrielle, au Cameroun, la crise due au COVID-19 n'a pas entraîné de grandes mesures pouvant réduire de manière significative les émissions des GES. En effet, depuis le démarrage de la crise, les activités de transport inter et intra – urbain ont continué plus ou moins

normalement. En ce qui concerne les émissions dans le secteur des forêts, en considérant la chute des prix et le ralentissement dans l'activité d'exploitation forestière, de transformation et de vente de bois due à l'annulation des commandes, on devrait s'attendre, à court à une augmentation des stocks de carbone dans les forêts et une meilleure résilience de ces écosystèmes. Toutefois, l'augmentation des stocks de carbone pourrait être de courte durée car dès la reprise des activités, les commandes pourront exploser entraînant un abattage plus intense des arbres et une hausse de la production.

Dans le même ordre d'idée et suivant les investigations de la FAO, la biodiversité n'est pas épargnée par la COVID-19. Contrairement à certains pays comme le Gabon, au Cameroun, il n'a pas eu d'interdit formel du gouvernement pour la consommation de la viande de brousses. Dans les zones rurales, les populations dépendant principalement de la viande de brousse comme source de protéines. La crise alimentaire due à la COVID-19 risque ainsi d'accroître la dépendance des populations à la faune sauvage et donc impacter négativement la biodiversité. De même, la crise alimentaire due à la COVID-19 risque également d'accroître la dépendance des populations aux autres ressources forestières entraînant une surexploitation de celles-ci notamment à travers l'exploitation forestière illégale (bois et charbon de bois).

Par ailleurs d'après une enquête réalisée au Cameroun à l'initiative de la FAO, plus précisément auprès des prestataires du programme FAO FLEGT de l'impact COVID-19 sur leurs activités, les communautés forestières et la gouvernance forestière, il ressort qu'à cause de cette pandémie, la réduction des contrôles forestiers par l'administration et de l'observation indépendante des forêts par les organisations de la société civile (OSC) mandatées a occasionné une potentielle augmentation de l'exploitation forestière illégale. Du fait de la réduction de la surveillance, conséquence de la fermeture totale ou partielle des sites de conservation on peut prévoir que les activités de braconnages et de trafic illicite aient connu une recrudescence depuis le déclenchement de la COVID-19. Cette situation a notamment été mise en évidence par une étude menée par l'UNESCO sur les sites du patrimoine mondial. Au Cameroun où le braconnage est un fléau avec des tentacules sous-régional, il y a de fortes craintes que la réduction de la lutte anti-braconnage induite par les restrictions liées à la COVID-19 accentue le braconnage des espèces emblématiques telles que les éléphants, les grands singes mais aussi d'autres espèces comme le pangolin. Ces phénomènes risquent d'avoir un impact accru dans les zones transfrontalières, où la surveillance est en général plus diluée, du fait notamment de la porosité des frontières et de la faible présence des États (Cameroun, Gabon, Tchad, RCA) dans les régions transfrontalières.

Enfin on note qu'involontairement, les changements d'adaptation face au COVID-19 sont bénéfiques pour certaines composantes environnementales, à l'exemple de l'air et de l'eau. La forte diminution des trafics routier et aérien et des activités industrielles pendant la période de confinement a eu un impact positif sur la qualité de l'air dans la mesure où elle a réduit les niveaux de pollution. Les oxydes d'azote, émis par les activités anthropiques et dont l'impact est néfaste à la fois sur la santé des populations et sur l'environnement, ont chuté, rendant la qualité de l'air meilleure. Cette amélioration de la qualité de l'air est cependant ponctuelle.

Pour ce qui est des ressources en eau, la période de confinement induite par la pandémie liée au COVID-19 a eu des impacts positifs sur les eaux superficielles qui sont dans de nombreux pays des exutoires de la pollution urbaine. Un autre aspect à garder à l'esprit parmi les risques, est cependant la nécessité de promouvoir une utilisation efficace de l'eau et un lavage intelligent des mains avec du savon comme mesures de prévention pour lutter contre la propagation de la COVID-19, pour vous protéger et protéger les autres.

Dans le contexte actuel et la réduite préparation vis-à-vis des phénomènes extrêmes, telles les pluies, les effets de la COVID-19 sur les populations locales, risque d'aggraver la vulnérabilité des communautés, des PDI et de refugier aux risques naturels, aux effets du changement climatique et leur capacité à faire face aux inondations et catastrophes. Une attention particulière à la prévention et la préparation de communautés, spécialement celles plus vulnérables, doit ainsi être intégrée d'ores et déjà, en amont de la saison de pluies.

2.2.5 Gouvernance, paix et sécurité, cohésion sociale

Gouvernance, conflits et corruption : Au Cameroun, la gouvernance d'Etat a favorisé l'émergence d'institutions nationales qui ont contribué à asseoir des bases d'un développement économique et social. Toutefois, la problématique de la gouvernance va au-delà du simple fait de mettre en place des institutions, il est un questionnement sur la performance de ces institutions à assurer le bien-être des populations. En dépit des efforts engagés par le Gouvernement, la performance des institutions camerounaises reste marquée par leur faible capacité à offrir les services publics dans des conditions optimales et de façon inclusive. L'inégalité perçue dans la distribution et la capacité de livraison des biens publics est un grief commun dans toutes les situations de conflit. Les tensions politiques couplées aux conflits dans les régions Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême Nord, et Est avec la présence des réfugiés contribuent à un environnement sécuritaire instable qui impacte négativement les perspectives de développement économique et social. En outre, le dysfonctionnement des mécanismes de contrôle institutionnel couplé à des processus décisionnels trop centralisés sont les principaux défis qui facilitent l'existence et la perpétuation de la corruption (avec 44% de la population citant la corruption comme un facteur qui mine la confiance du public dans les institutions nationales) et alimentent les frustrations du public, appelant à la réactivité politique et à la participation à la prise de décision au niveau local. L'émergence d'une gouvernance locale maîtrisée et efficace passe sans nul doute par une bonne prise en compte des enjeux de la décentralisation. Le déclenchement de la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a mis en évidence la nécessité de gouvernements locaux plus réactifs. En décembre 2019, le Cameroun a adopté un nouveau Code général des pouvoirs régionaux et locaux. Le code prévoit le transfert de compétences aux communes et aux régions.

De manière globale, la pandémie de la COVID-19 a contrarié la réactivité des systèmes locaux à répondre aux besoins habituels de base des populations. La pandémie a un effet néfaste sur les collectivités territoriales décentralisées (CTD), révélant les vulnérabilités de leurs systèmes et de leurs services de santé. Ses effets ont touché tous les secteurs de la société, limitant la fourniture de services de base, tels que la santé et l'éducation, paralysant l'économie et mettant en péril la cohésion sociale en exacerbant les conflits internes déjà existants. Considérant la logique actuelle de décentralisation de la prévention et de la riposte contre cette pandémie, au regard du mode de contamination désormais communautaire, la gouvernance au niveau local place les collectivités au centre des interventions qui les touchent (planification, conception, et mise en œuvre). Il s'agit donc de faire jouer aux CTD un rôle de premier plan en tant qu'institutions de proximité, donner une priorité à l'offre des services locaux et susciter l'engagement des communautés. L'objectif ultime est d'améliorer l'état de préparation des collectivités et le dispositif de réponse d'urgence en soutenant l'action menée au niveau national par des interventions adaptées aux contextes locaux, tout en préparant l'avenir et le relèvement économique et social local.

Cohésion sociale : Dans le cadre de l'Agenda 2030, L'inclusion sociale est intégrée sous le **principe directeur de « ne laisser personne par compte »**, souligne la nécessité d'inclure, dans les bénéficiaires de l'action publique, toutes les populations, toutes les couches sociales, notamment les plus déshéritées, vulnérables et exposées aux chocs (climatiques, économiques, financiers etc.). Ces couches sociales vulnérables sont surtout représentées au Cameroun par les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les populations autochtones, les enfants en conflit avec la loi, les réfugiés etc.

Le Cameroun est une mosaïque sociale et culturelle dominée par les jeunes et les femmes, une démographie vigoureuse composée de plus de 240 ethnies et langues ayant des identités culturelles plus ou moins spécifiques. Cependant, l'important **dynamisme** démographique entretient une urbanisation rapide et mal maîtrisée et exerce une très forte pression sur les infrastructures sociales et sur le marché de l'emploi. Plus de la moitié (52%) de la population vit en milieu urbain, notamment dans les deux grandes métropoles que sont Douala et Yaoundé (UNDAF 2018-2020). En dépit de leur énorme représentation dans la pyramide des âges et de la composition de la population camerounaise, les questions d'inclusion et d'intégration socio-économique, étroitement liées au problème de l'engagement civique, continuent de tenir cette jeunesse à l'écart des mécanismes de participation. Parmi sa population, estimée à plus de 20 millions d'habitants, on compte environ 10% de personnes identifiées comme **peuples autochtones**, sur la base de

critères préétablis. Ces peuples se répartissent en deux grands groupes à savoir les peuples de la forêt généralement appelés « Pygmées » et les Mbororos. La culture et le mode de vie constituent des éléments essentiels sans lesquels les peuples autochtones n'existeraient pas en tant qu'entité distincte des autres couches de la population.

Bien qu'à présent une enquête détaillée manque, les restrictions de circulation et les mesures sociales vont très probablement avoir sur le moyen terme un impact important, encore tout à mesurer, sur la cohésion sociale, le vivre ensemble, et la transmission intergénérationnelle. Il est probable que cette situation résultera avoir des impacts plus forts dans les contextes urbains, ou en raison de la densité démographique, les relations interpersonnelles sont soumises davantage à un changement de pratiques.

Culture, diversité culturelle et créativité : Le multiculturalisme qui abonde est un témoignage de la diversité culturelle et créative du pays, qui peut être observée à travers les modes de vie, les folklores, les festivals, les arts et l'artisanat, l'architecture, le patrimoine, la religion et d'autres habitus. Les artefacts historiques, objets, matériaux d'importance culturelle, religieuse et historique qui abondent au Cameroun sont rassemblés dans 31 musées. Deux biens naturels inscrits (Réserve de faune du Dja et Trinational de la Sangha) sur la Liste du patrimoine mondial et 18 biens naturels et culturels sur la Liste indicative du patrimoine mondial, constituant également des ressources importantes pour le tourisme et les loisirs. Le respect et la promotion de la diversité culturelle font partie intégrante de la cohésion sociale et des sociétés inclusives. Par définition (UNESCO 2005 Convention), elle renvoie à la multiplicité des formes d'expression des cultures des groupes et des sociétés. Ces expressions culturelles se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux, ainsi que de génération en génération. La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les nombreuses formes par lesquelles le patrimoine culturel s'exprime, s'enrichit et se transmet, mais aussi à travers différents modes de création, production, diffusion, distribution et jouissance artistiques, quels que soient les technologies et les moyens utilisés. Cette diversité culturelle et créative est une ressource économique encore inexploitée pour faire éclore le potentiel des jeunes ainsi que la croissance au Cameroun. L'autonomisation des jeunes grâce aux opportunités sociales et économiques que les industries culturelles et créatives peuvent offrir est au cœur de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifié par le Cameroun. Il s'agit notamment d'aider les jeunes entrepreneurs à accéder à une formation professionnelle pour améliorer les compétences artistiques et créatives qui peuvent favoriser des secteurs créatifs plus dynamiques.

Dès son préambule, la Constitution camerounaise du 18 janvier 1996 reconnaît la diversité culturelle et linguistique au sein de l'unité du pays et Vision 2035 inscrite dans le DSCE met en évidence le lien entre culture et éducation scolaire, avec la promotion des valeurs communes et la sauvegarde des identités nationale. Les lois nationales garantissent l'accès à la protection et à la sauvegarde du patrimoine culturel, sous ses formes tangibles et intangibles, et la créativité, y compris les droits d'auteur et les droits voisins. Cependant, le régime général d'obligations relatives aux droits des artistes reste fragile, sans loi sur le statut des artistes, conformément à la recommandation de l'UNESCO concernant le statut des artistes (1980), qui appelle les États membres à améliorer les conditions professionnelles, sociales et le statut économique des artistes par la mise en œuvre de politiques et de mesures liées à la formation, à la sécurité sociale, à l'emploi, aux conditions de revenu et d'impôt, à la mobilité et à la liberté d'expression. En matière de protection, de sauvegarde et de promotion du patrimoine culturel, de la créativité et de la diversité culturelle, le Cameroun a ratifié la plupart des conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture, ainsi que celle sur l'accès et les droits à la culture et le droit d'auteur et les droits voisins. Le processus de ratification du deuxième Protocole à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (UNESCO, 1954) est en cours.

La pandémie actuelle de la COVID-19 a d'ores et déjà un impact soudain et substantiel sur les arts et le patrimoine culturel au Cameroun. Cela affecte le droit fondamental d'accès à la culture, les droits sociaux des artistes et des professionnels de la création. Des sites du patrimoine mondial sont vides, des événements culturels annulés, des institutions culturelles fermées, des pratiques culturelles communautaires suspendues, un risque accru de pillage de sites culturels et de braconnage dans des sites naturels, des artistes et le secteur du tourisme culturel fortement touché. L'accès à la culture, au patrimoine immatérielle et expressions culturelles est partie intégrante du capital humain, du bien-être et de la qualité de vie. Avec la perte de vies humaines, et surtout des personnes âgées, de risques de perte et de césure de la transmission

des savoirs faire et des traditions qui ont un rôle fondamental en tant que collant des sociétés inclusives et respectueuses de la diversité culturelle.

La pandémie a touché l'ensemble de la chaîne de valeur créative - création, production, distribution et accès - et a considérablement affaibli le statut professionnel, social et économique des artistes et des professionnels de la culture, déjà précaire en raison du faible régime général des **obligations et droits de l'artiste** qui demeure un secteur encore très lacunaire (pas encore établi, réglé par une loi relative à l'artiste et aux professions artistiques, conformément à la Recommandation de l'UNESCO relative à la condition de l'artiste, 1980).

Les mesures de confinement prises ont eu un impact direct sur la capacité du secteur à créer et distribuer de nouvelles expressions artistiques et de nouveaux contenus culturels au-delà de l'environnement numérique, réduisant ainsi la diversité des expressions culturelles. Les artistes dans notre sous-région et les professionnels créatifs figurent parmi les plus touchés par la crise du fait de la fragilité du secteur, composé en majorité de travailleurs indépendants et de petites et moyennes entreprises et inscrits dans l'économie informelle ou l'économie « des petits boulots ». Les institutions culturelles, grandes et petites, ont perdu des recettes et la crise entraîne la perte financière immédiate tout en menaçant d'avoir un effet à long terme sur les arts. Les structures les plus impactées sont les entreprises informelles et toutes les PME et entrepreneurs indépendants de tous les secteurs culturels et créatifs (art vivants, édition, techniciens audio/vidéo, patrimoine...). En même temps, la crise limite considérablement les possibilités pour le public d'accéder aux biens et services culturels et d'en profiter. Pour les groupes vulnérables qui souffrent déjà d'un accès inégal à la technologie, y compris les femmes et les peuples autochtones, le « fossé numérique » existant aggrave encore leur manque d'accès à la culture. La crise actuelle risque d'approfondir l'inégalité d'accès à la culture et de limiter la diversité des expressions culturelles, tant en milieu urbain que rural. Toute chose qui met en mal l'accès à la culture de différentes manières et dans différents contextes, droit fondamental de tout citoyen du monde, mais aussi l'exclusion d'une partie des acteurs culturels n'ayant pas toujours la possibilité d'avoir accès à internet et aux diverses facilités et opportunités du numérique. Il faut tout de même souligner que malgré ce contexte difficile pour les acteurs de la culture, de nombreux artistes de la région soutiennent la lutte, se mobilisent et sensibilisent le public face à la COVID-19.

Stigmatisation et marginalisation, désinformation, et discours de la haine: Le manque de sensibilisation et d'information sur la COVID-19 peut également affecter et affaiblir la cohésion sociale et stimuler la violence, la discrimination, la marginalisation et la xénophobie. La coexistence pacifique entre différents groupes et personnes telles que les réfugiés, les DPI, les rapatriés et les communautés d'accueil a été un défi dans les situations humanitaires. La pandémie de COVID-19 risque d'aggraver et d'augmenter le nombre d'épisodes de stigmatisation et de discrimination parmi les communautés d'accueil et de réfugiés, les déplacés internes et les rapatriés.

Stigmatisation et marginalisation (personnes vulnérables, PDI et réfugiés) Inégalités de bien-être et détérioration rapide des moyens de subsistance (jeunes et femmes, etc.)

- MOST, approche transformation sociale (SHS)
- Approche de droits – bioéthique (SHS)
- Aspect intergénérationnel – disruption des pratiques sociales de transmission intergénérationnel / 'impact sur le vivre ensemble

Réfugiés : La Pandémie de la COVID-19 dans les régions dorsales Est abritant les réfugiés centrafricains, survenue dans un contexte de diminution d'assistance a eu un impact majeur sur les réfugiés et la population locale du fait du ralentissement des activités économiques résultant des restrictions de la libre circulation des personnes et des biens imposées dans le cadre des mesures barrières (limitations des déplacements non nécessaires, fermetures des frontières, etc.). Cette crise affectant les deux communautés est susceptible d'amplifier la compétition aux ressources déjà rares et de faire rejaillir le sentiment de rejet des réfugiés ; ce qui pourrait avoir un impact majeur sur la cohésion entre les communautés réfugiées et la population locale les abritant dans les sites et villages. Le risque de criminalité pour la survie affectera également la

paix et la sécurité dans les villages. Dans un tel contexte, le soutien des autorités locales dans la sensibilisation et l'encadrement des populations et des comités mixtes - qui sont des structures de gouvernance mixte mises en place à l'arrivée de réfugiées - sera très important afin de réguler les rapports et gérer les crises de cohabitation entre les deux communautés pour la paix et la sécurité dans leurs villages et sites d'installation.

Déjà à travers les priorités définies par le HCR pour prévenir le COVID-19 portant sur la santé et le WASH, le HCR a apporté tout le soutien aux autorités et populations locales dans le renforcement des infrastructures de prise en charge sanitaire ; l'accès à l'eau et infrastructure de lavage des mains et distributions des masques de protection. Ces mesures sont de nature à consolider la paix, la sécurité et la cohésion sociale entre les communautés et faciliter la bonne gestion des populations par les autorités locales. Avec la persistance de la pandémie, il faudra faire un peu plus que consolider les acquis mais également apporter un soutien qui pourrait être le financement des projets d'intérêt commun économique pour renforcer la paix, la sécurité, la cohésion sociale entre les réfugiés et la population hôte et faciliter l'intégration des réfugiés. Ceux-ci seraient moins perçus comme un fardeau ou vecteur de la pandémie dans les villages mais bien plus comme des acteurs de paix et de développement dans les communautés.

2.3 Les effets sur les conditions de vie des ménages

2.3.1 Revenus, emploi et secteur informel (y compris déplacement forcé réfugié secteur informel)

Chômage et sous-emploi : Au Cameroun, la prédominance de l'économie informelle et le sous-emploi, ainsi que la persistance des emplois précaires et du chômage urbain sont des éléments susceptibles d'amplifier les effets négatifs du coronavirus sur le niveau de l'emploi, et partant, le revenu des ménages. Si l'emploi indépendant est généralement peu sensible aux ralentissements économiques et agit comme un régulateur socio-économique, les restrictions actuelles à la circulation des personnes et des biens sont de nature à freiner ce type de mécanisme d'adaptation. Le secteur informel, qui emploie près de 90 % de la population active, dont 92% des jeunes âgés de 15-34 ans, est négativement affecté par la COVID-19 conduisant ainsi à une grave détérioration de la qualité et de la quantité d'emplois au niveau national. Ainsi, la CEA (2020) estime que les pertes d'emplois sont importantes, en particulier dans le secteur informel où la protection de l'emploi est plus faible.

L'enquête sur les effets socio-économiques du Coronavirus conduite par l'Institut National de la Statistique (INS) en Avril-Mai 2020 montre qu'une grande proportion des ménages enquêtés, soit 62,7 %, ont connu une dégradation considérable de leur niveau de vie du fait de la COVID-19. En effet, bien que de la grande majorité des personnes enquêtées n'aient pas perdu leur emploi au moment de l'enquête, on relève tout de même, qu'elles connaissent dans l'ensemble un fort ralentissement de leur activité (soit 74%) ; ce qui va probablement se traduire par une pression supplémentaire sur la durabilité des emplois déjà précaires. De plus, le ralentissement de l'activité économique pourrait à terme conduire à des licenciements dans le secteur formel ou alors à la mise au chômage temporaire/partiel de certains employés. Cette situation pourrait pousser les personnes concernées à se tourner vers des opportunités de revenus de subsistance pour pallier le chômage, accroissant ainsi la taille de l'emploi informel dans l'économie. En guise d'anticipations des effets négatifs de cette pandémie, certaines mesures d'adaptation et de résilience ont été prises par une frange non négligeable des ménages enquêtés, parmi lesquelles, le recours au stockage des denrées alimentaires afin de limiter les sorties et éviter la pénurie (35%), ou stocker des médicaments ou des produits pour la prévention ou le traitement du coronavirus (16%).

Par ailleurs, une simulation des effets de la crise selon le Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) évoqué plus haut a révélé que le taux de chômage au Cameroun connaîtrait un accroissement par rapport à la situation de référence de près de 163% ; ce en considérant un scénario dans lequel la crise s'étend sur l'année 2020. Ce scénario prend aussi en compte le respect des mesures de confinement par les acteurs économiques.

Revenu et pouvoir d'achat : L'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'emploi va inéluctablement entraîner de larges pertes de revenu pour les travailleurs, consécutives au ralentissement de l'activité économique évalué en termes de perte d'heures de travail et de baisse des rémunérations de la main-d'œuvre. D'après le Rapport Social Mondial du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies de 2020, les inégalités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays développés et dans certains pays à revenu intermédiaire parmi lesquels le Cameroun. L'étude montre que 1% des plus riches sont les grands gagnants d'une économie mondiale en mutation, et par conséquent, pourront bénéficier de la crise de la COVID-19. Tandis qu'à l'autre extrémité de l'échelle, 40% des plus pauvres gagnaient moins d'un quart des revenus dans tous les pays étudiés.

L'enquête socio-économique réalisée par l'INS révèle que la crise de la COVID-19 a entraîné une baisse de revenu pour 65 % des ménages enquêtés, les poussant à solliciter désormais l'assistance des tiers pour répondre à leurs besoins. Par ailleurs, selon les résultats du MEGC, l'impact du COVID-19 sur les revenus des ménages se traduit par une baisse de revenu de -14,55% pour les ménages urbains et de -14,77% pour les ménages ruraux, par rapport au scénario de référence. Ces évolutions induisent, en termes nominaux, une perte évaluée à près de 26,4 milliards FCFA pour les ménages ruraux et près de 58,2 milliards FCFA pour les ménages urbains. A noter que la perte de revenus du travail va se traduire par une plus faible consommation de biens et de services, ce qui est préjudiciable à la pérennité des entreprises et à la résilience des économies.

Pour les ménages dont le revenu reste inchangé comme les salariés ou les retraités, une augmentation des prix engendrerait une perte de pouvoir d'achat. L'impact du Coronavirus réduit le pouvoir d'achat des ménages en ce sens que les revenus du travail sont généralement fixés à l'avance pour plusieurs périodes successives, et en l'absence de mécanisme compensateur qui rehausse le montant à verser pour donner suite à l'augmentation effective du prix du panier de courses, le pouvoir d'achat du travailleur se retrouve réduit. En outre, la diminution des revenus devrait être suivie par celle de l'épargne des ménages, mais plus que proportionnellement. Ce recul devrait être plus prononcé au niveau des ménages ruraux. En effet, on enregistre une baisse de l'épargne des ménages ruraux de près de 138%, tandis que les ménages urbains connaissent une diminution moins importante de l'ordre de 14%.

Toutes les activités qui sont globalement exercées dans l'économie informelle furent affectées négativement par les mesures de couvre-feu appliquées en Avril par le Gouvernement dans le cadre de la riposte à la propagation du COVID-19, avec des risques de perte de revenus des travailleurs. En dépit de sa capacité à absorber et à intégrer socialement les travailleurs, le secteur informel compte un plus grand déficit de travail décent. Le Covid-19 a eu pour effet de dégrader la situation générale de l'emploi dans le secteur informel. Selon les résultats préliminaires de l'Enquête sur les effets socio-économiques du Covid-19 au Cameroun, 90,5% des unités de production informelles (UPI) enquêtées estiment être négativement impactées par le Covid-19, du fait principalement de la baisse de la demande intérieure. Cet impact négatif s'est matérialisé par une baisse de leur production (selon 79,4% d'entre eux), de leur chiffre d'affaires (95%) ainsi que de leurs prix de production (44%) et une réduction des effectifs employés (52,1%). Dans ce contexte difficile, les UPI ont été contraintes de développer de nouvelles stratégies et prendre certaines mesures en vue non seulement de s'adapter, mais également de faire face à la crise. Mais 2/3 affirment ne pas pouvoir poursuivre leurs opérations au-delà de 3 mois sans les aides de l'Etat. Même dans l'hypothèse où la pandémie serait globalement maîtrisée au bout de trois mois, 44% des UPI projettent un arrêt partiel ou total de leurs activités. Ce qui montre l'urgence de soutenir le secteur informel.

Toutefois, des observations empiriques suggèrent que certains UPI ont saisi les opportunités de marché dans le cadre de la riposte contre la COVID-19. Il s'agit de la fabrication et vente des masques et des gels hydroalcooliques. Les mesures de distanciation sociale ont probablement accru les paiements et transferts via les opérations de téléphonie mobiles. Il faut aussi reconnaître que les mesures de couvre-feu n'ont pas été maintenues durant de longues semaines, ce qui pourrait conduire à nuancer les perceptions des UPI interrogées dans le cadre du sondage.

Déplacement forcé : Au Cameroun est signataire de la Convention de 1951 sur les réfugiés sans aucune restriction légale, y compris en matière de législation du travail et de sécurité sociale (article 24). En

jouissant de certains droits, comme l'emploi salarié et le travail indépendant, les réfugiés sont traités de la même manière que les nationaux. Le droit des réfugiés au travail est également régi par une loi nationale sur le statut des réfugiés (loi 2005/006 du 27 juillet 2005) régissant l'emploi des réfugiés, ce qui signifie qu'en ce qui concerne le droit à l'emploi, rémunéré ou non, et sans exonération d'impôts et de taxes, ainsi qu'en ce qui concerne les prestations de sécurité sociale liées à l'exercice d'un emploi, les personnes reconnues comme réfugiées bénéficient du même traitement que celui accordé aux nationaux Art. 10: (1). Bien que les réfugiés aient le droit de travailler, ce sont les difficultés pratiques et les obstacles procéduraux à l'obtention d'un emploi formel, plus que le cadre juridique lui-même. Ces défis comprennent la non-acceptation des documents des réfugiés, un taux de chômage élevé parmi la population du pays hôte et une situation socioéconomique précaire voire difficile au Cameroun. Pour différentes raisons de ne pas avoir accès à un emploi formel, un nombre important de réfugiés entrent sur le marché informel, qui est exploiteur et précaire, ainsi qu'insuffisant pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Ils sont engagés dans un mécanisme d'adaptation négatif pour survivre, augmentant ainsi le risque de protection pour eux. Le droit au travail n'est pas respecté car les réfugiés sont exploités et maltraités par des employeurs privés.

Le HCR, l'OIT et ses partenaires utilisent une approche plus large des moyens de subsistance et du droit des réfugiés au travail. Le plaidoyer pour le droit des réfugiés au travail est particulièrement difficile dans de telles circonstances, étant donné les questions sensibles telles que la pénurie d'emplois parmi les membres de la population hôte. Le plaidoyer conjoint fondé sur des données factuelles au Cameroun, avec de sérieux défis socio-économiques, se concentre non seulement sur la protection des réfugiés mais aussi sur le bien-être de la population locale. Au regard de cette situation, la pandémie de coronavirus a aggravé de nombreux problèmes de longue date auxquels étaient déjà confrontés les réfugiés, les personnes déplacées internes et les apatrides menaçant tant leur santé, leur sécurité que leurs moyens de subsistance dont l'accès à l'emploi salarié ou à l'auto-emploi. Ils sont désormais encore plus vulnérables du fait des conséquences socioéconomiques néfastes de la crise sanitaire car l'accès aux moyens de subsistance a considérablement été réduit voire disparu.

En ce qui concerne les déplacés internes, notamment dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, la grande majorité de ceux qui travaillent occupent un emploi dans le secteur agricole ou d'ouvrier non qualifié. La situation sécuritaire dans ces régions empêche déjà une grande partie d'entre eux d'accéder à leurs terres, et des déplacements pendulaires d'aller-retours dans leurs localités d'origine, où les conditions sécuritaires ne leur permettent plus de vivre, sont régulièrement observés pendant le calendrier agricole. La restriction des mouvements de population par le gouvernement et la peur générée par la crise sanitaire ont donc probablement contraint les ménages déplacés dépendants du secteur agricole à réduire considérablement leur activité.

En outre, du fait de la quarantaine et du confinement, de nombreuses prestations de protection sociale sont mises en péril. Les femmes et les jeunes filles sont davantage exposées à la violence sexiste, aux mauvais traitements et à l'exploitation, et éprouver des difficultés à accéder aux prestations de protection et d'assistance. Par exemple, les résultats de l'évaluation des impacts de COVID-19 sur les moyens de subsistance en milieu urbain, 79% des réfugiés ont perdu leur emploi et 93% des réfugiés sont confrontés à un problème pour couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens.

2.3.2 Sécurité alimentaire

La situation sanitaire liée à la Covid-19 rime avec pénuries, augmentation des prix des biens alimentaires, importations ralenties ou encore difficultés d'acheminement. En Afrique, fin 2019, 73 millions de personnes étaient déjà en insécurité alimentaire, un chiffre qui pourrait bien augmenter. Il est à noter que les mesures de mitigation destinées à freiner la propagation du virus (fermeture tôt de commerces, fermeture des frontières, fermetures des écoles, etc.) ont perturbé la chaîne d'approvisionnement des denrées alimentaires et la disponibilité locale. Cela a provoqué une difficulté d'accès à l'alimentation, à l'emploi et aux revenus pour les populations les plus vulnérables. Ces restrictions concernant le mouvement des personnes à l'intérieur des pays peuvent entraver les services logistiques liés à l'industrie alimentaire, perturber l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et affecter la disponibilité de nourriture. Les

impacts sur le travail agricole et sur l'approvisionnement d'intrants seront problématiques pour la production alimentaire, ce qui aura pour effet de compromettre la sécurité alimentaire de tous en faisant payer un lourd tribut aux personnes les plus pauvres. Il en est de même dans les sociétés forestières au Cameroun où le COVID19 augmentent l'insécurité alimentaires des personnes qui en dépendent. Tel que souligné dans le premier paragraphe, la baisse ou l'annulation de la demande mondiale des principaux partenaires économiques du pays y compris ceux du secteur forestier engendre la perte économique et la baisse des profits par les communautés forestières entraînant de ce fait des pertes économiques et par ricochet augmentent leur insécurité alimentaire. Le Cameroun étant par ailleurs importateur net des intrants agricoles.

De plus, les données et informations utiles et pertinentes issues de l'enquête conjointe (MINADER, FAO, PAM, ACF) sur la sécurité alimentaire menées en février 2020 et des informations mises à disposition par les services décentralisés du MINADER, le Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales (MINEPIA) et l'Institut national de Statistiques (INS) du Cameroun, valorisées dans le cadre de l'analyse Cadre Harmonisé ont montré une détérioration de la sécurité alimentaire au Cameroun avec des risque d'aggravation de la situation dans le contexte de la crise sanitaire en cours. L'insécurité alimentaire affecte plus de 19% de la population totale du Cameroun et plus particulièrement les enfants et les femmes. De plus, la pandémie de COVID-19 devrait avoir une incidence négative sur la production agricole dans la plupart des zones touchées.

Dans cette perspective, la FAO soutient la production agricole dans les zones touchées par la Covid 19 afin de minimiser les effets négatifs de la propagation de la pandémie et d'améliorer l'état nutritionnel des populations les plus vulnérables, tout en fournissant aux décideurs les dernières analyses disponibles, nécessaires à la prise de décision. L'intervention de la FAO est centrée sur la : i) minimisation des impacts négatifs de l'épidémie et améliorer l'état nutritionnel des populations les plus vulnérables en fournissant des intrants agricoles clés (semences, pesticides, engrais, équipement agricole, etc.) et des conseils techniques aux ménages agricoles (en mettant l'accent sur les femmes) et les jeunes) ; ii) Fourniture d'un soutien technique pour assurer une production alimentaire durable, la conservation des aliments et la réduction des pertes après récolte grâce à la transformation et à la valeur ajoutée et assurer la sécurité alimentaire tout en améliorant l'accès des ménages à des aliments nutritifs.

2.3.3 Genre et les groupes vulnérables

Etant donné que les hommes, les femmes, les garçons et les filles ont des rôles différents au sein de leurs communautés, y compris parmi celles en situations de déplacement forcé au Cameroun, la pandémie de COVID-19 les affecte de façon différente. Les femmes et les filles apparaissent plus à risque du fait que ce sont elles qui, généralement, ont des activités de soin envers les membres de leurs familles, y compris les personnes malades et âgées, et sont ainsi plus susceptibles d'attraper la COVID-19. En raison du fait que beaucoup de femmes travaillent dans le secteur informel, notamment parmi les femmes réfugiées et demandeuses d'asile, elles sont plus à risque de voir leurs revenus diminuer et de s'engager dans des activités comme le sexe de survie. En effet, d'après une évaluation rapide effectuée par ONU Femmes et le BUCREP, il ressort que 63% des femmes ont connu une baisse ou perte de leurs revenus du fait des mesures de préventions. Aussi, étant les principales pourvoyeuses de soins au sein des ménages les femmes ont consacré davantage de temps aux tâches ménagères non rémunérées e

Par ailleurs, les violences sexuelles et sexistes, en particulier les violences domestiques, tendent à augmenter en raison du confinement (36%)¹, touchant en premier lieu les femmes et les enfants. Les personnes vivant avec un handicap, les personnes âgées, des groupes d'enfants comme les enfants non accompagnés ou ceux en situations de rue, les populations nomades ou très mobiles comme le sont un certain nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées internes, etc. font également partie des groupes dont la vulnérabilité s'est accentuée en raison de la pandémie de COVID-19.

¹ Enquête Gender-COVID ONU Femmes BUCREP 2020

Comme l'a montré l'enquête menée auprès des ménages et des entreprises, les ménages et populations déjà vulnérables avant la crise sanitaire ont globalement été plus fortement atteints par les effets socio-économiques qu'elle a engendrés. Parmi eux, les populations migrantes (réfugiés, déplacés internes, retournés...) ont été particulièrement touchés.

Les migrants camerounais en voie de réintégration et de réinsertion économique au Cameroun ont vu leur situation économique déjà fragile se détériorer, en raison d'une perte importante de revenus et de l'impact psycho-social très fort qu'implique la peur de faillite d'un commerce récemment mis sur pied ou de perte d'un emploi récemment obtenu. Sur 100 personnes interrogées, 84 affirment que leur situation s'est fortement voire très fortement détériorée², en raison du manque de clients, de la difficulté à s'approvisionner et de la hausse des prix, notamment dans le secteur de l'élevage où l'augmentation du prix des intrants a été couplée à la division par près de moitié des prix des produits de l'élevage, mais aussi pour les activités journalières sans protection sociale exercées notamment sur les chantiers ou dans les restaurants. L'arrêt des formations professionnelles dispensées auprès des migrants, en raison des mesures de distanciation sociale, a suscité chez certains une inquiétude supplémentaire en contribuant à retarder leur réintégration économique³. La stigmatisation et le changement de perception par la communauté des migrants récemment rentrés au Cameroun depuis l'étranger a parfois été observée depuis l'apparition du COVID-19.

Les populations vivant dans les régions en crise, bien que moins exposées à la pandémie, ont néanmoins été rudement mises à l'épreuve par l'impossibilité pour les acteurs humanitaire d'accéder à ces zones et de délivrer une assistance adaptée à leurs besoins. La peur de contracter le virus et la fermeture des écoles a par ailleurs provoqué des dizaines de milliers de retours de personnes originaires des régions anglophones déplacées dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre vers leurs localités d'origine et notamment vers le Nord-Ouest, augmentant la pression sur les communautés hôtes déjà exposées à des conditions d'hébergement et de vie très précaires et à une situation sécuritaire très dégradée malgré l'annonce d'un cessez-le-feu au début de la crise.

Si peu de personnes ont réellement conscience de la pandémie dans la région de l'Extrême Nord, elle a néanmoins des impacts directs et indirects.

La restriction des déplacements frontaliers entre le Tchad et le Cameroun aux camions de marchandises a contraint les personnes ayant l'habitude de traverser la frontière quotidiennement pour la vente de produits issus du commerce informel à réduire voire arrêter leur activité. La pénurie et la hausse des prix des denrées alimentaires et autres produits de première nécessité, marquées dans le Logone-et-Chari et dans le Mayo-Sava, ainsi que la réduction ou la fermeture de nombreux services de base (écoles, marchés, lieux de culte...) ne permet ni aux populations hôtes ni aux populations déplacées, réfugiés ou retournées de subvenir à leurs besoins. A cela s'ajoute les répercussions considérables qu'auront l'arrêt de l'assistance humanitaire, en raison des restrictions de déplacements, sur les populations migrantes et les populations hôtes. La stigmatisation des populations réfugiées et déplacées risque également de porter un coup à la cohésion sociale déjà fragilisée dans la région et de favoriser le risque d'isolement de personnes déjà fragilisées. Les ex-combattants de Boko Haram ayant récemment intégré le Centre de transition temporaire de Meri ne peuvent pas bénéficier d'un processus de réintégration aussi libre et suivi que d'ordinaire et sont contraints de vivre sans avoir de contact avec la communauté hôte.

En matière de genre, une étude menée conjointement entre ONU Femmes et le BUCREP montre que les mesures restrictives prescrites par le Gouvernement ont accentué les inégalités de genre existantes déjà au sein de la population. En effet, sur le plan économique, 63% des femmes ont connu une baisse ou une perte de leurs revenus et même de leur emploi. La charge des tâches domestiques non rémunérées ont augmenté chez 68% de femmes tandis que les hommes ont plus consacré leur temps de confinement aux travaux

² Selon une enquête pilote réalisée par le bureau régional de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Burkina Faso au Nigéria et au Cameroun du 20 avril au 1er mai.

³ Ces données sont issues d'entretiens de soutien psychosocial menés au cours du mois d'avril par l'OIM auprès de migrants de retour au Cameroun avant la pandémie.

intellectuels. Concernant la cohésion au sein des ménages, on note une augmentation des violences domestiques de l'ordre de 36 %. Ces violences sont principalement psychologiques (17%) verbales (33%) et économique (22%).

Les femmes ont aussi été économiquement plus touchées que les hommes, car majoritaires dans le secteur informel surtout du petit commerce, l'arrêt des activités lié à la COVID-19 ainsi que la méfiance des populations, le respect des mesures barrières à amener à un arrêt complet d'activité chez plusieurs femmes les exposant ainsi à davantage de vulnérabilité et de violence financière au sein des ménages.

2.3.4 Pauvreté, vulnérabilité et inégalités

Avant la pandémie de Covid-19, beaucoup de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées internes au Cameroun, aussi bien en milieu urbain que rural, étaient déjà vulnérables et vivaient dans la précarité en raison de la situation de déplacement forcé dans laquelle ils se trouvent. La pandémie a contribué à accentuer les effets néfastes sur le plan socio-économique. Les risques liés à la perte de revenu, la stigmatisation et l'exclusion sociale, la séparation familiale, les violences sexuelles et sexistes (en particulier les violences domestiques et les mariages précoces et forcés), le travail des enfants, la diminution d'accès aux services appropriés, etc. se sont en effet accrus et ont augmenté les vulnérabilités et les inégalités préexistantes

2.4 Les défis et besoins de redressement

2.4.1 Les défis

2.4.1.1 Défis immédiats :

Dans l'immédiat, il est question Comme défis à relever immédiatement pour lutter contre la propagation de la pandémie notamment en

i) *Sauvant les vies humaines à travers :*

- Le renforcement du dispositif du système de santé (surveillance épidémiologique, veille sanitaire, amélioration des capacités de laboratoires, etc.), y compris l'approvisionnement et la gestion de la chaîne d'approvisionnement de médicaments et d'équipements indispensables pour le traitement des infections au Corona Virus ;
- La poursuite de la campagne nationale de sensibilisation auprès de la population, avec la participation des autorités décentralisées, de la société civile et des acteurs locaux en vue de renforcer le respect des mesures barrières par les populations, y compris les mesures d'hygiène et d'assurer une information capillaire et efficace, en faisant appel aux médias traditionnels et social médias (formation des journalistes et production de programmes) ;
- La consolidation et la gestion des chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires ; la disponibilité et l'accès aux produits alimentaires par la consolidation et la gestion des chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires ;
- Le soutien alimentaire et/ou des transferts monétaires aux ménages les plus affectés par la crise, y compris les bénéficiaires des transferts de fonds de la diaspora qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins de base, ainsi qu'aux groupes de populations vulnérables comme les enfants de la rue, les orphelins, les enfants hospitalisés, les déplacés internes, les réfugiés, les migrants de retour au Cameroun, les travailleurs du secteur informel, les travailleurs agricoles, les artisans, les petits transporteurs, les étudiants, les jeunes au chômage, les enfants de la rue, les prisonniers et combattants, etc. ;

- L'intensification de la surveillance épidémiologiques et des tests laboratoires de sorte que les porteurs du virus puissent être rapidement identifiés et pris en charge de manière systématique afin de rompre la chaîne de transmission.
- L'encouragement et le support de la recherche scientifique, l'échange scientifique entre institutions spécialisées, centres de recherches et universités, pour l'identification de solutions locales, prototypage et test de matériel médical à bas prix de prévention à la COVID-19 (masques, ventilateurs par imprimante 3D), pour rejoindre une vaste couverture et en particulier les groupes plus démunis.

ii) *Sauvant et soutenant le secteur productif, via :*

- La poursuite de l'apurement de la dette intérieure, y compris l'apurement du stock de crédit de TVA, notamment aux entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise, en privilégiant les factures inférieures à 150 millions de F CFA pour atteindre le maximum d'entreprises, en particulier les PME et TPE ;
- En accordant des facilités fiscal-douanières aux entreprises (exonération d'impôts et taxes, report des contrôles fiscaux et rallongement des délais de dépôts des documents fiscaux, annulation des pénalités de retard...) pour soutenir les entreprises affectées par la crise
- la création des cadres de concertation entre le Gouvernement et les principaux acteurs économiques afin d'atténuer les effets de la crise et de favoriser une reprise rapide de l'activité économique ;
- le renforcement de la production agricole vivrière et pastorale avec un accent sur les produits susceptibles de réduire la dépendance alimentaire (acquisition des intrants et soutien des acteurs de la chaîne d'approvisionnement) ;
- les négociations avec le secteur bancaire pour alléger le respect des obligations des engagements des PME et TPE.
- La formation technique et professionnelle qualifiante, répondant aux défis actuels et préparant les jeunes et les femmes à entrer dans le marché de l'emploi et de l'auto-emploi ;
- La mise au point des plateformes de formation technique, compétences de la vie et accompagnement dans l'introduction à l'emploi, ainsi que de programmes de radios communautaires, qui serviront de moyen de renforcer les compétences des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables en matière de moyens de subsistance, de stimuler l'emploi, de soutenir les moyens de subsistance et d'améliorer la fourniture de services sociaux, en vue de réduire la détérioration des moyens de subsistance due au COVID-19;
- L'étude de solutions innovantes dans les partenariats public-privé, en faisant levier sur les systèmes de micro-crédits et autres solutions.

iii) *Sauvant et soutenant le secteur social, via :*

La continuité de l'enseignement de base pour les élèves du public affectés par la crise de la COVID-19, préparer la réouverture des établissements scolaires et l'organisation des cours dans un environnement sanitaire sûr et protecteur et le renforcement de la résilience du système éducatif face aux crises transformées en opportunité

- Assurer la continuité de l'enseignement de base pour les élèves du public tout en favorisant l'accès équitable de tous les enfants, garçons et filles, réfugiés, déplacés internes et enfants vulnérables des zones défavorisées

2.4.1.2 A court et moyen terme :

A court terme, les principaux défis sont :

- (i) *Sur le plan sanitaire*, la nécessité de renforcer l'offre du système de santé en infrastructures et la formation des personnels de santé.
- (ii) *Au niveau économique*
 - L'optimisation de la gestion des finances publiques pour renforcer les moyens de lutte contre la propagation de la pandémie du Corona Virus tout en garantissant le service de la dette ;
 - Le soutien budgétaire temporaire et ciblé, sous forme des transferts monétaires, pour protéger les couches des populations les plus vulnérables ;
 - L'accompagnement du secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois y compris ceux du secteur informel ;
 - L'accélération des réformes visant à améliorer le climat des affaires ;
 - La mobilisation intensive des ressources intérieures et extérieures pour soutenir la riposte budgétaire ;
 - Le soutien de la demande avec la mise en place d'une politique monétaire et budgétaire plus favorable à la croissance et à la préservation des emplois.
- (iii) *au plan social*, la poursuite des efforts visant à assurer la sécurité alimentaire des populations d'une part, et l'adoption des mesures de résilience en faveur des communautés rurales.

Dans le domaine de l'éducation

- Assurer la préparation de la reprise des cours et l'organisation des apprentissages au sein des établissements scolaires de l'enseignement de base dans un environnement sanitaire, sûr et protecteur
- Préparer la période post-crise COVID-19 à travers le renforcement de la résilience du système éducatif face aux crises
- Assurer le suivi-évaluation des apprentissages et de la riposte contre la COVID-19 dans le secteur de l'éducation

2.4.1.3 A Moyen et long terme :

Les défis à moyen et long terme s'inscrivent dans le processus d'opérationnalisation de la deuxième phase de la Vision à l'horizon 2035, en renforçant dans la stratégie 2020-2030, les aspects sur le développement du capital humain en général, et du système de santé singulièrement ; pareillement, l'option de la transformation structurelle adoptée devra être complétée par des politiques audacieuses de résilience sociale à l'effet de réduire à un niveau acceptable les inégalités et la pauvreté à l'horizon de la stratégie.

Sur le plan sanitaire, (i) Il est important d'intégrer de manière plus systématique dans les programmes de santé, la question de la préparation aux crises sanitaires, ainsi que celle de la gestion de leurs impacts économiques et sociaux ; (ii) mutualiser les efforts, en contribuant à renforcer des écosystèmes locaux de

santé, et à soutenir les chaînes d'approvisionnement pour réduire au maximum les effets délétères des crises sanitaires sur d'autres actions essentielles de lutte contre les endémies telles que le paludisme, la tuberculose, le VIH, les hépatites virales, le diabète et l'hypertension ; (iii) de renforcer davantage le système de santé et de formation des personnels de santé ; (iv) le renforcement des dispositifs de surveillance et de prévention de l'apparition des crises sanitaires en général et des maladies zoonotiques, en particulier⁴ ; (v) Renforcement de la recherche sur les risques sanitaires et autres risques liés à la viande de brousse.

1. *Sur le plan économique*, de promouvoir la diversification horizontale et verticale et accélérer le processus de transformation productive, tout en renforçant les réformes en vue de l'amélioration du climat des affaires.
2. *Sur le plan social*, d'opérer une migration durable du secteur informel vers le secteur formel ; d'intensifier la professionnalisation des enseignements de nature à accélérer l'employabilité des jeunes ; veiller à préparer les communautés plus vulnérables déjà affaiblies par l'impact de la COVID-19 à faire face aux risques des phénomènes climatiques extrêmes, et en particulier des inondations, par la mise en place de système d'alerte précoce au niveau communautaire ; veiller à une protection de la biodiversité, des espèces protégées et des ressources naturelles, qui sont essentielles pour le développement durable de sociétés. etc.

2.4.2 Les opportunités

Bien que les effets de la pandémie de Coronavirus soient très préjudiciables pour l'économie camerounaise, cette offre des opportunités pour revisiter le modèle économique camerounais et le rendre compatible avec son ambition d'être un pays émergent dans un contexte d'incertitude et de montée des risques. En outre, cette crise a révélé les faiblesses des structures socio-collectives et économiques, en mettant en exergue les problèmes d'infrastructures sanitaires, la dépendance des marchés à l'égard des biens et services importés, la déconnexion de nos structures socio-économiques du numérique, l'importance de la demande intérieure dans le PIB, etc. Cette pandémie est aussi une occasion pour le Cameroun de tirer les enseignements utiles de la Chine et d'autres pays asiatiques (Corée du Sud, Singapour, Japon, etc.) qui ont été parmi les premiers à être touchés par la maladie à la COVID-19, et qui ont su la contenir dans des délais raisonnables et trouver des solutions adaptatives pour la reprise des activités socioéconomiques.

La dynamique d'innovation autour de l'économie numérique devrait être densifiée pour saisir les opportunités offertes par les TIC, comme accélérateurs du développement durable. Cela suppose que les infrastructures d'accompagnement soient en place et que le cadre juridique et institutionnel soit adapté à cet effet. D'après l'UNESCO, les initiatives déjà lancées dans le cadre de la riposte pédagogique et de la mise en place d'un système d'apprentissage en ligne, ont clairement montré les défis de TIC et les opportunités dans ce domaine pour rejoindre les plus grands nombres de bénéficiaires dans une approche LNB.

En définitive, une question fondamentale pour la résilience et la rénovation du modèle de production est de repenser l'organisation de notre système économique, en mettant davantage l'accent sur le principal pilier de la Stratégie Nationale de Développement post-DSCE, à savoir la transformation structurelle de l'économie afin de réorienter notre système de production vers la satisfaction de nos besoins essentiels et ceux de la sous-région.

Au demeurant, l'éducation et la santé devraient être la base sur laquelle asseoir cette refondation de notre modèle de développement économique et social. Il s'agit de former par milliers des ressources humaines

⁴A l'interface entre homme, animal et environnement.

de qualité capable de produire et d'opérationnaliser le savoir, à même de « domestiquer » le processus de développement.

En définitive afin de renforcer la résilience de l'économie camerounaise et assurer une relance adéquate de la croissance économique durable et équitable pour l'ensemble des camerounais, la pandémie du COVID-19 offre l'opportunité de :

- Exploiter au maximum l'offre locale dans le cadre du plan de riposte (production agricoles et alimentaires, industries médicales...);
- Renforcer et structurer le système productif local (structuration chaînes de valeurs locales, organisation et accompagnement du secteur productifs, exploitation des sources de financement durables...), les compétences locales, y en incluant les savoirs faire traditionnels
- Exploiter des nouvelles opportunités (promotion de la digitalisation et de l'innovation, recherche et développement, exploitation de la zone de libre-échange continentale...)
- Accélérer la mise en œuvre des différentes stratégies élaborées, notamment le Plan Directeur d'Industrialisations (PDI); la stratégie nationale des exportations; la stratégie nationale de la compétitivité de l'économie camerounaise; la stratégie nationale du développement des clusters; les stratégies de développement des filières porteuses de croissance; la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR);
- Accorder davantage l'attention aux zones rurales et mobiliser les acteurs régionaux. Il s'agira de tenir compte des avantages comparatifs et des atouts de chaque région pour exploiter leur potentiel de croissance, et envisager des investissements ciblés dans les infrastructures;
- Mettre en place et maintenir un dispositif national d'alerte rapide des crises.

3 Les mesures prises au niveau national

3.1 Mesures sanitaires

La riposte sanitaire du Gouvernement depuis le début de la pandémie s'est articulée autour du renforcement du système de santé, notamment l'acquisition du matériel médical dédié à la lutte contre le COVID, l'aménagement des espaces supplémentaire destinés à l'accueil des malades l'identification (test de masse), la prise en charge et le traitement rapide des cas avérés, mais aussi l'action préventive à travers la sensibilisation de masse sur le respect des règles d'hygiène de base et le port de masque, la recherche active des cas suspects, et enfin la décontamination systématique des zones à risque.

A moyen terme le Gouvernement envisage l'accélération de l'amélioration et la réhabilitation des plateaux techniques des hôpitaux et centres hospitalier, mais aussi le renforcement des effectifs en personnels de santé en quantité et qualité, à travers notamment : (i) le recrutement dans le sous-secteur public; (ii) le renforcement des capacités du personnel en ce qui concerne la prise en charge des cas; (iii) le renforcement de la présence des agents de santé communautaire qualifiés; (iv) la fidélisation des personnels de santé à leurs postes de travail en tirant profit de la décentralisation; mais aussi en instaurant le paiement de primes (de risques, sujétion, mobilité) dans les motivations selon l'évolution de la crise et sa sévérité, surtout pour encourager la prise et maintien de postes dans les zones les moins desservies. Il s'agit aussi de renforcer l'offre locale en produits pharmaceutiques à travers notamment des appuis aux structures locales de fabrication desdits produits.

3.2 Les Mesures socioéconomiques

3.2.1.1 Mesure de résilience économique et financière

Dans ce cadre, le Gouvernement prévoit une série des mesures administratives, fiscales, douanières et financières en direction des entreprises et des acteurs du secteur informel pour préserver l'activité économique, l'emploi et partant la croissance économique. L'objectif visé étant la réponse à la crise, la stabilisation de l'activité et la relance de la croissance, la préservation de la viabilité budgétaire du Gouvernement et du tissu économique ainsi que l'assurance de l'appui aux filières de croissance pour maintenir l'offre à un niveau compatible avec la demande.

Les principales mesures d'urgence du Gouvernement ont concerné les assouplissements et exonérations fiscal-douanières (suspension temporaire de paiement d'impôts et taxes, report des délais de respects d'obligations fiscales et douanières, report des contrôles fiscaux et moratoires, déductibilités des dépenses liées à la lutte contre le COVID...), les discussions avec le secteur bancaire pour accorder des moratoires sur les échéances bancaires pour les entreprises impactées, notamment les PME et les TPE ;

A moyen terme, le Gouvernement envisage entre autres :

- i. l'acquisition d'intrants pour la production agricole vivrière et pastorale, notamment les produits susceptibles de réduire la dépendance alimentaire ;
- ii. la poursuite de l'apurement de la dette intérieure, notamment aux entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise, en privilégiant les factures inférieures à 150 millions de F CFA pour atteindre le maximum d'entreprises, en particulier les PME et les TPE ;
- iii. la mise en place d'un Fonds de relance économique au profit du secteur productif ;
- iv. la mise en place d'un cadre de concertation avec les principaux acteurs économiques afin d'atténuer les effets de la crise et de favoriser une reprise rapide de l'activité économique ;
- v. l'accélération des réformes sur le climat des affaires (Doing Business) notamment concernant les mesures relatives à la taxation des entreprises et le commerce international ;
- vi. la promotion de l'innovation technologique pour la transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage pour une diversification locale de l'offre, source de création d'emplois divers ;
- vii. la promotion des énergies alternatives/renouvelables dans la transformation et la gestion des déchets.

3.3 Mesure de résilience sociale

Ces mesures visent à alléger les difficultés auxquelles les ménages et les populations vulnérables auront à faire face, du fait de nombreuses restrictions instituées dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Il s'agit notamment de l'extension du programme des filets sociaux et des mesures de prise en charge des factures d'eau et d'électricité et d'autres mesures additionnelles comme l'installation des points d'eau/stations de lavage des mains pour les ménages sans accès à l'eau, et l'utilisation des réseaux communautaires pour l'organisation des campagnes de sensibilisation.

De façon urgente, l'Etat a procédé au renforcement du contrôle des prix des produits de grande consommation, à la mise en place d'un ensemble d'actions visant à la continuité éducative à travers la formation à distance (en ligne, par télévision et par radio) pour les élèves en classe d'examen, des cycles primaire et secondaire, au soutien des établissements en vue de l'exigence du maintien des personnels et de la masse salariale, la distribution des outils et supports pédagogiques en milieu rural en tirant avantage de la décentralisation et la sensibilisation des parents et communautés, la dotation des communes en kits de

lavage des mains à placer dans des endroits public, des masques de protection à distribuer aux personnes vulnérables (comme les prisonniers, les réfugiés, les déplacés, les paysans, les artisans, les revendeurs, les motos taximen, les enfants de la rue, les travailleurs sociaux, les personnels médicaux, les personnels de sécurité ou de police communale...), des kits de désinfection des places publiques, de kits de systématisation de la surveillance épidémiologique (prise systématique des températures aux entrées et sorties des communes ainsi que des places publiques) et la mise en place de plateformes en ligne pour les étudiants du supérieur.

A moyen terme, Le Gouvernement envisage sur le plan social de :

- D'étendre le projet des filets sociaux actuels aux ménages vulnérables du fait de la COVID-19 (transferts monétaires)
- Mettre en place des programmes "argent contre travail" ou transferts d'argent ou de subvention des produits de première nécessité (les vivres, l'eau, le savon, les produits désinfectants et de protection et l'électricité) pour préserver le niveau de vie minimum ;
- Soutenir les activités génératrices de revenus liés au numérique et aux applications digitales innovantes pour les jeunes, notamment en zones urbaines ;
- Adapter ou étendre les programmes de protection sociale en réponse à la COVID-19, en ce qui concerne les ménages. Des adaptations ou extensions du programme de filets de protection sociale ou des cantines scolaires seraient nécessaires. Si les écoles restent fermées, les programmes de cantines scolaires peuvent être, par exemple, réorientés vers les transferts monétaires aux populations les plus vulnérables ;
- Engager les plus vulnérables dans les travaux de sensibilisations ou d'autres types de travail sécuritaire ; tel est par exemple le cas des chauffeurs de mototaxis et autres couches des populations vulnérables, qui peuvent être engagés dans des actions de sensibilisation, de travail HIMO ou de transport de distribution de vivre ;
- Mettre en place des mesures pour favoriser les achats directs au niveau des producteurs ;
- Mettre en place des mesures de soutien alimentaire aux ménages particulièrement vulnérables. Cette notion de personne vulnérable intègre aussi les déplacés internes conséquemment aux crises sécuritaires actuelle.
- Recourir aux solutions technologiques d'enseignement à distance, à travers l'utilisation des TICs ;
- Mettre en œuvre des stratégies d'apprentissage en ligne et la mise à jour des contenus numériques et le développement de plateformes d'apprentissage ;
- Appuyer les besoins en connectivité numérique des universités, écoles, et centres de formation (liaisons physique internet, subventions aux abonnements internet, équipements informatiques, formations IT) ;
- Procéder à la distribution des outils et supports pédagogiques pour maintenir l'apprentissage, notamment, dans les zones urbaines sous-structurées et en milieu rural en tirant avantage de la décentralisation ;

- Renforcer la formation/recyclage des enseignants à l'utilisation des TIC pour la transmission des connaissances ;
- Renforcer le système WASH dans les écoles (acquisition des seaux, du savon, des boîtes à images et affiches, etc.) pour prévenir le choléra, la COVID-19 et autres épidémies ;
- Accompagnement des communes dans la lutte contre la COVID-19.

3.4 Autres mesures de résilience sociale

Au-delà des mesures économiques et sociales, le Gouvernement envisage :

- ✓ **Dans le cadre de la recherche et de l'innovation** : de renforcer la recherche médicale y compris la médecine traditionnelle, la production de semences améliorées et d'un meilleur encadrement des producteurs pour ce qui est des cultures de grande consommations (riz, blé, maïs, etc.) ou de produits substitués (manioc, patate, etc.), de supporter les start-ups (par ex, via des concours) pour le développement rapide d'applications digitales innovantes adaptées aux nouvelles contraintes, de lancer un dispositif pour la mise à niveau en termes de e-Commerce et livraison à la maison pour les PME en concertation avec des structures comme le Fonds National d'Emploi, les Chambres de commerce et faitières des secteurs formels et informels et les prestataires de formation professionnelle ;
- ✓ **En matière d'approvisionnement stratégique** : de garantir la sécurité alimentaire, d'apporter un soutien économique aux PME et acteurs informels du secteur alimentaire, de mettre en place un système de veille visant à garantir la disponibilité des stocks des produits de grande consommation, ainsi que d'un approvisionnement régulier des marchés, et le contrôle des prix, de mettre en place d'un dispositif plus efficace pour les incitations et la production locale des produits de consommation courante.

4 Appuis des Nations Unies, des partenaires techniques financiers et de la communauté nationale

4.1 Théorie de changement

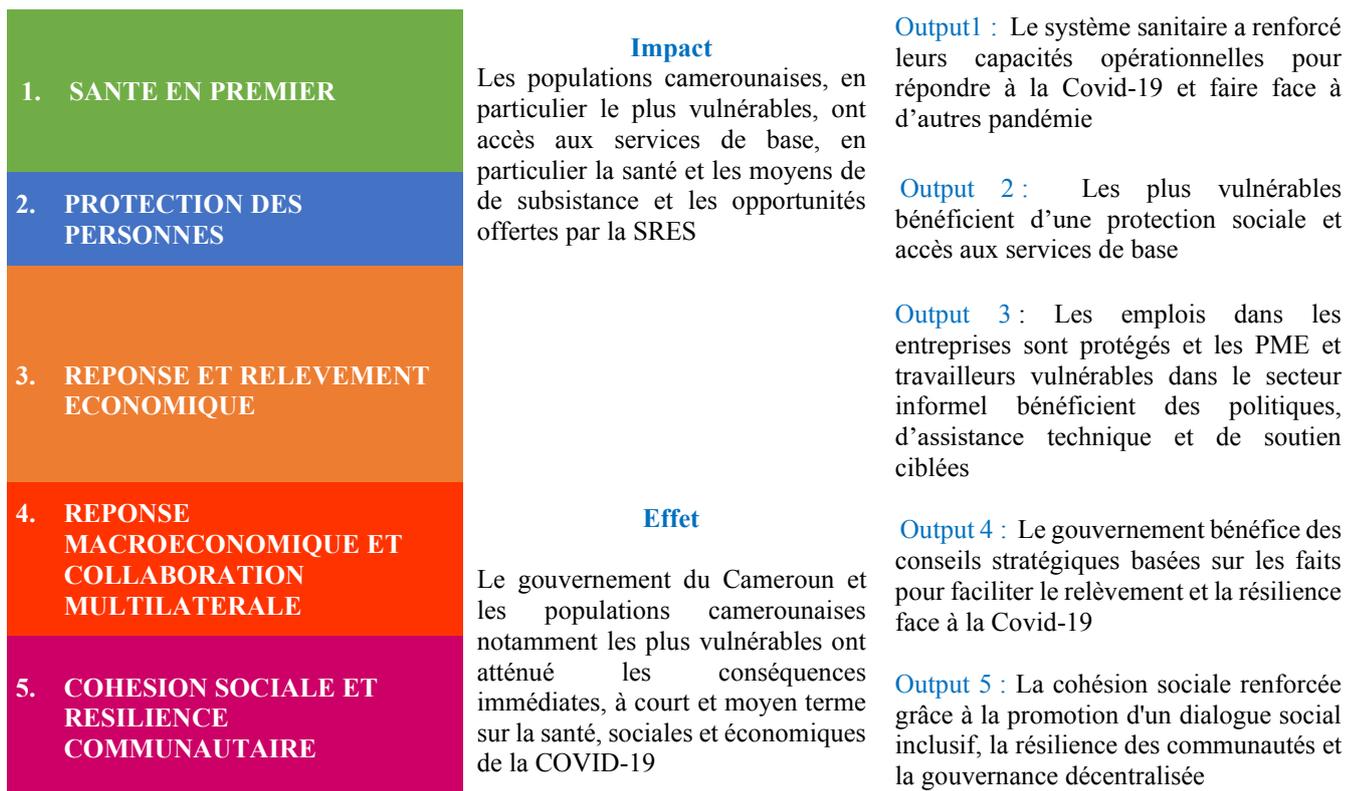
La théorie du changement est axée sur l'urgence sanitaire ainsi que des interventions pour traiter l'impact social et économique pour accompagner le Gouvernement du Cameroun dans la mise en œuvre de sa « stratégie de riposte face à la Covid-19 et de résilience économique et sociale » (SRES). Si des actions d'urgence pour protéger le système de santé, les populations vulnérables et les entreprises sont faites et des politiques publiques pertinentes sont mise en œuvre pour renforcer le système sanitaire et réduire la vulnérabilité économique et sociale, l'impact socioéconomique de la crise de la COVID -19 sera fortement atténué. En outre, ce plan de réponse vise à réduire la vulnérabilité du pays à la pandémie en mettant l'accent sur les populations en particulier les femmes, les jeunes pour lesquelles cette situation d'urgence aggrave des problèmes préexistants, la pauvreté, les inégalités et les vulnérabilités.

Les Nations unies au Cameroun ont commencé par protéger le système de santé pendant la période du Covid-19 crise et continuera le renforcer ; en même temps, elles vont :

- Aidez à protéger les populations notamment les plus vulnérables grâce à la protection sociale et l'accès aux services de base ;

- Protéger les emplois, les petites et moyennes entreprises les entreprises, et les travailleurs vulnérables dans le secteur informel par le biais des appuis à la relance des activités, y compris le renforcement de la responsabilité des entreprises vis-à-vis de leur main-d'œuvre ;
- Renforcer la résilience sociale par la promotion de la cohésion sociale, le dialogue social et la résilience des communautés.

La théorie du changement repose sur la collaboration les avantages du système des Nations unies pour élargir le partenariat et développer une réponse cohérente aux Crise de Covid-19.



4.2 Les axes d'intervention

Conformément aux réponses globales des Nations Unies pour rendre opérationnel les domaines critiques soulignés dans le rapport du Secrétaire Général de l'ONU : "**Responsabilité partagée, solidarité mondiale : répondre aux conséquences socio-économiques de la Covid-19**", ce cadre de réponse socio-économique comporte des actions regroupées en cinq axes de travail. Elles appuient les actions du gouvernement décrites dans sa SRES et vise notamment à protéger les besoins et les droits des personnes vivant sous la contrainte la pandémie, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes et personnes vulnérables et marginalisés notamment les femmes et les jeunes qui risquent d'être laissés pour compte. Ces cinq volets sont les suivants liés par une forte durabilité environnementale, l'égalité des sexes et les droits de l'homme, et une Il est impératif de reconstruire en mieux. Construire un meilleur, L'avenir post-pandémique exigera des mesures sociales et économiques des interventions aujourd'hui pour plus de résilience à l'avenir chocs. Le tableau suivant donne la correspondance entre les piliers du préSENTA plan des NU et les piliers du plan de réponse du gouvernement (SRES)

Piliers Plan NU

Piliers Plan du gouvernement (SRES)

1. SANTE EN PREMIER	Pilier 1 Riposte sanitaire
2. PROTECTION DES PERSONNES	Pilier 3 Approvisionnement stratégique Pilier 5 Résilience sociale
3. REPONSE ET RELEVEMENT ECONOMIQUE	Pilier 2 Résilience économique et financière Pilier 4 Renforcement de la recherche et de l'innovation
4. REPONSE MACROECONOMIQUE ET COLLABORATION MULTILATERALE	Pilier 2 Résilience économique et financière
5. COHESION SOCIALE ET RESILIENCE COMMUNAUTAIRE	Pilier 5 Résilience sociale SRES

4.2.1 Pilier 1. La santé d'abord : Protéger les services et le système de santé pendant la crise

4.4.1.1 Une réponse pour soutenir et renforcer la résilience du système de santé

La pandémie de COVID-19 représente une contrainte supplémentaire pour un secteur de la santé déjà aux prises avec un environnement économique qui contraint l'offre (salaires dans le secteur de la santé, équipement, médicaments) et la demande (capacité des personnes à investir dans une vie saine) de santé. Cette crise aura un impact négatif à la fois sur l'offre et sur la demande (les patients ne peuvent pas voyager en raison des exigences de confinement ou ont peur de se rendre dans les cliniques par crainte d'attraper le virus ou d'être transférés dans des centres d'isolement). Certaines études sur l'impact potentiel de la COVID-19 sur le VIH, la tuberculose et le paludisme dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire conclut que dans les milieux à forte charge, les décès liés au VIH, à la tuberculose et au paludisme sur 5 ans risquent d'augmenter.

Face à ces défis pour le système de santé, il est important d'accompagner le gouvernement dans sa réponse qui s'articule autour du renforcement du système de santé, notamment l'identification, la prise en charge et le traitement rapide des cas avérés, mais aussi l'action préventive à travers la sensibilisation de masse sur le respect des règles d'hygiène de base et le port de masque, la recherche active des cas suspects, et enfin la décontamination systématique des zones à risque. Dans ce cadre, le Système des Nations Unies (SNU) envisage :

Objectif 1	Fournir un soutien analytique et politique, ainsi que des conseils techniques rapides
Il s'agit d'accompagner le Gouvernement à mettre en place une stratégie de réponse cohérente, concerté et holistique reposant sur une coordination multisectorielle et interdisciplinaire	
Objectif 2	De mettre en œuvre un programme et un soutien technique
Cet objectif constitue l'ossature principale des réponses. Les axes d'intervention concernent: i) la détection précoce des cas suspects ou d'un cluster de cas, ii) la confirmation biologique, l'isolement des cas et une prise en charge adéquate, iii) l'identification, la recherche active et le suivi des personnes contacts, iv) la mise en place de mesures de prévention et de contrôle des infections dans les milieux de soins et au sein de la communauté, v) l'interruption de la transmission du Covid-19 dans les principaux foyers et éviter sa propagation vers les autres régions, et vi) la sensibilisation de la population et la communication sur les risques.	
Objectif 3	Soutenir le suivi et à l'atteinte des populations vulnérables
Le principal défi est l'engagement à l'amélioration l'information sur la santé et l'accès aux services essentiels en particulier pour les adolescents et les jeunes, les femmes enceintes et les femmes s'occupant de nouveau-nés et de jeunes enfants, les survivants de la violence sexiste, les femmes ayant besoin de services de planification familiale, les femmes handicapées et les femmes vivant avec le VIH/sida, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et celles qui sont confrontées à des barrières culturelles ou linguistiques	

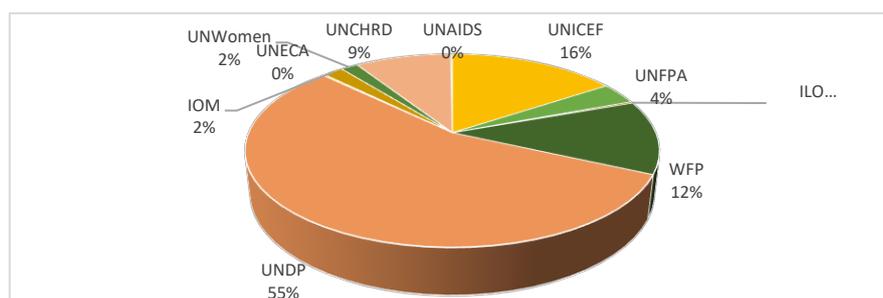
Dès le début de la crise, le SNU déploie des mesures urgentes pour aider le Gouvernement à renforcer et permettre au système de santé de rester résilient, notamment à travers l'aide à la mise en place d'un centre nationale de coordination de la réponse sanitaire, l'identification, la prise en charge et le traitement rapide des cas avérés, l'acquisition du matériel médical d'urgence (masques, respirateurs, tests...) mais aussi l'action préventive à travers la sensibilisation de masse sur le respect des règles d'hygiène de base et le port de masque, la recherche active des cas suspects, la multiplication des laboratoires de teste te la mise en place des centres d'accueil et de suivi des malades dans presque toutes les régions en support aux hôpitaux classiques, la formation et le renforcement des capacités des personnels de santé et enfin la décontamination systématique des zones à risque. Cet appui intègre une approche genre avec une prise en compte des services et des systèmes de soins de santé en fonction du sexe, y compris qui a accès à quels services (et l'identification des obstacles et des possibilités de renforcement).

Au-delà de l'appui stratégique, les actions opérationnelles ont concerné l'opérationnalisation centre national des urgences sanitaires, les dotations en équipements de protection individuelle (EPI). De même pour soutenir le plan d'intervention national, le SNU a mis à profit l'infrastructure, les actifs et l'expertise de sa chaîne d'approvisionnement existante dans le pays pour servir la communauté humanitaire au sens large, en fournissant l'épine dorsale logistique de la réponse à la crise COVID-19. Les services de la chaîne d'approvisionnement et du transport aérien sont mis à la disposition des partenaires humanitaires et sanitaires pour permettre aux intervenants sanitaires et humanitaires de fournir des secours de manière efficace et efficiente en fonction des besoins, en assurant la flexibilité nécessaire pour transférer le fret et le personnel humanitaire.

4.2.1.2 Coût et gouvernance du pilier

1. La santé d'abord : Protéger les services et le système de santé pendant la crise		
Agences des NU	Partenaires	Besoins financiers (US\$)
<ul style="list-style-type: none"> • PNUD • UNICEF • UNFPA • UNHCR • OIM • BIT • UNWomen • UNCHRD • UNAIDS • UN habitat... 	<ul style="list-style-type: none"> • MINSANTE • MINCOM • Banque Mondiale • AFD • Fonds Mondial • Japon • DFID • Universités • OSC 	46 697 561

TOTAL BUDGET pilier 1	Total	Disponible	A mobiliser
UNICEF	7 320 000	200 000	7 120 000
UNFPA	1 669 604	1 447 604	222 000
ILO	120 000	90 000	30 000
WFP	5 750 000	-	5 750 000
UNDP	25 877 393	25 877 393	-
UNECA	100 000	25 000	75 000
IOM	864 572	167 059	697 513
UNWomen	745 000	158 000	587 000
UNCHRD	4 178 992	616 107	3 562 885
UNAIDS	72 000	72 000	-
Total	46 697 561	28 653 163	18 044 398



4.2.2 Pilier 2 – Assurer la protection des personnes durant la crise à travers une meilleure protection sociale et un accès facile aux services de base

4.2.2.1 Des interventions urgentes pour protéger les personnes et maintenir la continuité de l'accès de services de base

La pandémie, du fait de l'intensification de ses effets économiques affectant tous les secteurs économiques, constitue un défi important pour la population camerounaise qui est déjà confronté à d'autres problèmes comme la précarité de l'emploi, la faiblesse du niveau de revenu, les inégalités multiformes et les risques d'insécurité alimentaire dans certaines localités. La contraction de ces secteurs pourrait entraîner d'importantes pertes d'emplois, tant du secteur formel qu'informel. Ces pertes d'emplois et de revenus constituent une menace pour la sécurité. Par ailleurs, les effets sur l'emploi et le revenu de la population contribueront à accroître l'incidence de la pauvreté monétaire déjà élevée. Cette situation pousse les ménages à opérer des ajustements au niveau des dépenses pour assurer les charges et dépenses incompressibles. La pandémie pourrait accentuer les inégalités déjà importantes au sein de la population en poussant certains ménages parmi les plus vulnérables au désinvestissement pour faire face aux dépenses occasionnées par la pandémie étant donné que la plupart de la population n'ont pas accès à un système de protection sociale.

Afin de réduire les incertitudes et mitiger les risques sociaux inhérents à cette crise, des mécanismes de protection de la vie humaine en assurant la continuité de l'accès aux services de base. Il est question de renforcer le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix en utilisant la réponse d'urgence comme tremplin pour aider à atteindre les objectifs de rétablissement à plus long terme à l'échelle. Dans le cadre de ce pilier, des efforts seront déployés pour soutenir la poursuite, l'adaptation, l'extension et l'intensification des services afin de mieux reconstruire. Pour le SNU, il est question de :

Objectif 1	Renforcer et élargir la protection sociale
Face à ces nouvelles vulnérabilités et à l'aggravation des vulnérabilités existantes, il s'agit de contribuer à accroître le nombre de personnes bénéficiant d'une aide à la protection sociale axé sur le renforcement du système et des capacités (sensibilité au genre et inclusion des femmes en tant que participantes et décideurs, et non seulement en tant que bénéficiaires). Il est aussi question de soutenir les réponses du gouvernement (extension du programme filets sociaux, argent contre travail...) ainsi que par l'expansion des programmes d'urgence existants qui sont étroitement alignés sur le plan de réponse du gouvernement.	
Objectif 2	Maintenir les services essentiels en matière d'alimentation et de nutrition
Le but ici est d'améliorer et de garantir la production et la disponibilité des produits alimentaires afin d'assurer de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'autosuffisance et de la résilience aux chocs et menaces climatiques pour les groupes vulnérables. Il s'agit de renforcer les capacités, de promouvoir	

les moyens de subsistance et l'autonomisation socio-économique (soutien des communautés et des femmes en tant que gestionnaires de l'alimentation, avec des compétences essentielles pour aider à renforcer la résilience des ménages). Une attention particulière sera accordée aux interventions telle la diversification alimentaire, le renforcement des chaînes de valeur agricoles, l'agriculture intelligente face au climat et la réduction des pertes après récolte. Un autre objectif clé consistera à fournir une aide alimentaire "en nature" ou des transferts monétaires aux femmes, aux déplacés et aux personnes handicapées	
Objectif 3	Assurer la continuité et la qualité des services d'eau et d'assainissement
Les défis majeurs sont d'accroître la disponibilité et l'utilisation de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène durables et résilients particulièrement dans les écoles et autres lieux publics pour lutter contre la propagation de la Covid, et aussi de renforcer la capacité des communautés locales à évaluer et à gérer les risques pour le bon fonctionnement des services locaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement	
Objectif 4	Assurer un apprentissage soutenu pour tous les enfants, de préférence dans les écoles
Les priorités ici sont entre autres l'augmentation du nombre d'enfants bénéficiant de modalités d'apprentissage à distance et alternatives (développement et renforcement de la mise en œuvre de l'apprentissage radiophonique interactif à distance pour soutenir les enfants les plus marginalisés, les plus ruraux et les moins scolarisés). Il est aussi question de renforcer les capacités techniques et adaptatives des enseignants afin de proposer efficacement des méthodes d'apprentissage alternatives et à distance et de soutenir l'apprentissage continu des enfants en utilisant les médias à la maison pour un système éducatif plus inclusif et plus résistant.	
Objectif 5	Soutenir les victimes de la violence sexiste (GBV).
Le but pour le SNU est de faire bénéficier un nombre croissant de personnes touchées par les GBV des services de prévention et de lutte contre la violence liée au sexe dans le cadre de la Covid-19. L'approche consistera également à soutenir les politiques nationales de lutte contre la violence liée au sexe, y compris les services de prévention et d'intervention, en mettant l'accent sur les femmes et les filles handicapées. Pour soutenir ce travail, l'initiative visera à accroître les lignes d'assistance téléphonique et en diffusant des connaissances sur les services et les informations relatifs à la violence liée au sexe, mais aussi pour renforcer les campagnes de sensibilisation et les campagnes médiatiques visant à prévenir la violence à l'égard des femmes. Les partenaires seront formés à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et aux voies d'orientation appropriées pour le signalement et la réponse à tout cas.	

De façon spécifique, pour **le renforcement et l'élargissement de la protection sociale**, le SNU envisage d'accompagner le processus d'élargissement du programme « filet sociaux » du Gouvernement à des personnes devenues vulnérables du fait de la pandémie et particulièrement les ménages dont le chef est une femme. Au-delà de ce programme, le système met place des programmes de cash-transfer en faveur des ménages pauvres dans les zones les plus défavorisées. Par ailleurs, des actions d'appui à la mise en place des institutions d'opérationnalisation du système de couverture santé universelle, notamment pour faciliter l'accès aux soins des personnes affectées par le COVID-19 et d'accompagnement des acteurs du secteur informel (particulièrement des femmes et jeunes) contribuent à la résilience des populations affectées.

Pour les **questions d'alimentation et de nutrition**, les interventions du SNU vont dans le sens de l'appui à la production agricole et piscicole, les transferts monétaires pour soutenir les ménages à risque de malnutrition et sous nutrition.

Relativement à l'assurance de **la continuité et la qualité des services d'eau et d'assainissement**, les actions concernent principalement la construction/entretien de forages, l'augmentation de l'approvisionnement en eau, l'installation de points de lavage des mains, la fourniture de savon, la sensibilisation de la communauté et l'embauche de techniciens en infrastructures WASH dans les localités y compris les camps de réfugiés. A cela s'ajoutent les actions de sensibilisation et de promotion de l'hygiène des populations à travers les médias.

La réponse en matière d'**éducation** s'articule autour de :

- L'appui à la mise en des plateformes d'apprentissage en ligne pour les élèves des classes d'examen ;
- Renforcement de l'aapprentissage électronique, apprentissage mixte et transition numérique du système d'enseignement supérieur ;
- La distribution du matériel scolaires au ménages et groupes vulnérables ;
- L'amélioration de l'environnement d'apprentissage protecteur (y compris le programme WASH à l'école) surtout lors de la reprise des cours en octobre

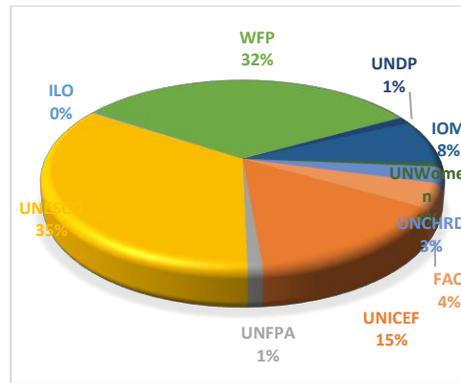
Les actions de **lutte contre les VBG** s'inscrivent dans la continuité de l'approche mise en œuvre par le SNU dans une démarche conjointe et qui vise à (i) améliorer l'accès aux informations et aux services de prévention de toute forme de VGB, y compris les exploitations et abus sexuels, (ii) renforcer le système de protection des populations contre les VBG, les exploitations et abus sexuels et les violences domestiques et (iii) renforcer les mécanismes d'assistance et de prise en charge des cas de VBG

4.2.2.2 Coût et gouvernance du pilier

2. Protection des personnes : protection sociale et services de base		
Agences des NU	Partenaires	Besoins financiers (US\$)
<ul style="list-style-type: none"> • UNICEF • UNESCO • FAO • PAM • ONUFEMME • HCR • PNUD • OIM • UNCHRD • UNFPA 	<ul style="list-style-type: none"> • MINPROFF • MINEE • MINEDUB • MINESEC • MINESUP • OSC 	41 129 270

Budget pour le pilier 2

TOTAL BUDGET	Total	Disponible	A mobiliser
UNICEF	6 280 000	2 065 000	4 215 000
UNFPA	434 410	410 210	24 200
UNESCO	14 247 200	12 137 150	2 110 050
ILO	115 000	40 000	75 000
WFP	13 284 366	7 000 000	6 284 366
UNDP	500 000	150 000	350 000
IOM	3 137 949	3 137 949	-
UNWomen	259 000	14 000	245 000
UNCHRD	1 171 345	1 171 345	-
FAO	1 700 000	650 000	1 050 000
Total	41 129 270	26 775 654	14 353 616



4.2.3 Pilier 3 – soutenir le relèvement économique : emploi, entreprises et secteur informel, recherche et innovation, entrepreneuriat et d'innovation sociale

4.2.3.1 Des actions pour soutenir l'emploi, les PME et le secteur informel et encourager la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat

La pandémie COVID-19, s'est progressivement mué d'une crise sanitaire pour devenir un choc économique avec des impacts sur le marché de l'emploi. Cette crise affecte à la fois l'offre (production et distribution de biens et de services) mais aussi sur la demande (consommation et investissement). Les PME et le secteur informel ont été parmi les segments de l'économie les plus affectés par cette crise avec des effets sur la productivité, l'accès au marché et la perte des revenus aggravant leur risque de survie. Dans un environnement où les PME et les TPE représentent plus 99 % du tissu des entreprises, 34 % du PIB Global et totalisent près de 60 % de l'emploi, les effets de la pandémie représente un gros risque pour la stabilité économique et sociale, l'atteinte des objectifs de développement durables avec des risques d'aggravation d'inégalités et d'exclusion.

Il est important, dans ces conditions, pour le SNU d'accompagner le Gouvernement dans le relèvement économique et la préservation de l'emploi en soutenant les PME et les acteurs du secteur informels. Il est par ailleurs urgent pour les Nations Unies de contribuer à la promotion et au soutien du dialogue social en vue de réformes institutionnelles et politiques et de solutions durables pour protéger les emplois, les petites et moyennes entreprises et les travailleurs du secteur informel des principaux impacts dommageables de COVID-19. Il s'agit particulièrement de :

Objectif 1	Soutenir les entreprises, y compris l'économie informelle, pour la continuité des activités et la création d'emplois
Les principaux défis concernent (i) la nécessité de soutenir le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois y compris ceux du secteur informel, (ii) la mise en place des mécanismes d'appui et de soutien les entreprises en difficulté, (iii) la promotion de la diversification horizontale et verticale et accélérer le processus de transformation productive, (iv) l'opération d'une migration durable du secteur informel vers le secteur formel, et (v) d'inciter les entreprises locales à profiter des opportunités qu'offre la Covid pour gagner des parts de marché intérieure.	
Objectif 2	Préserver les emplois des secteurs formel et informel, notamment pour les jeunes et les femmes, en renforçant leur autonomisation pour une meilleure résilience aux chocs économiques
La préservation de l'emploi passe par le renforcement et la prévention de la discrimination et l'exclusion. Le défi est d'agir sur la demande visant à soutenir les entreprises, les emplois et les revenus en raison de l'infection ou d'une activité économique réduite essentielles pour stimuler une reprise économique riche en emplois et renforcer la résilience grâce à des systèmes de protection sociale solides et universels qui peuvent servir de stabilisateurs économiques et	

sociaux automatiques face aux crises. L'accent étant mis sur les groupes vulnérables dont les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap

Objectif 3 Promouvoir et soutenir le dialogue en vue de réformes institutionnelles et politiques et de solutions durables et innovantes

Le relèvement de l'économie passe par la nécessité d'appuyer un dialogue social inclusif et multipartite pour trouver des solutions, afin d'approfondir les réformes institutionnelles et politiques à tous les niveaux de gouvernement et de rétablir la confiance dans les institutions et les gouvernements. Grâce au dialogue et à l'action concertée des gouvernements et de toutes les principales parties prenantes, des politiques et des programmes peuvent être conçus et mis en œuvre pour faire face à la crise sanitaire immédiate et pour atténuer les effets de certaines de ces mesures sur l'emploi et les revenus. Ces actions peuvent garantir la sécurité et la santé (assurer un retour au travail en toute sécurité), étendre la couverture de la protection sociale, aider les entreprises (y compris les PME) à s'adapter à l'avenir du travail, éviter la faillite et maintenir les travailleurs dans leur emploi et garantir les revenus des personnes. Cela permettra à son tour de stimuler la demande et la reprise économique.

Dans le cadre de la réponse du SNU qui s'appuie sur l'idée dans l'esprit de « *build back better* », il est question de **sauvegarder l'emploi et maintenir les activités des entreprises et renforcer la résilience des PME** à travers la promotion de la transformation locale et le développement de nouvelles activités économiques dans les secteurs productifs aux fins de créer de nouveaux emplois et l'amélioration des performances opérationnelles des PME, des acteurs du secteur informel et des collectivités locales. Il s'agit particulièrement des interventions intégrant les financements directs (grants) ou indirects (garantie de financement...) des PME et coopératives des secteurs à fort potentiels productifs et de création d'emploi, le renforcement des capacités pour l'exploitation des nouvelles opportunités et la recherche des financements, la mise en place des plateformes de e-commerce et de paiement digital par les startups up et pour faciliter la rencontre entre producteurs, consommateurs et fournisseurs.

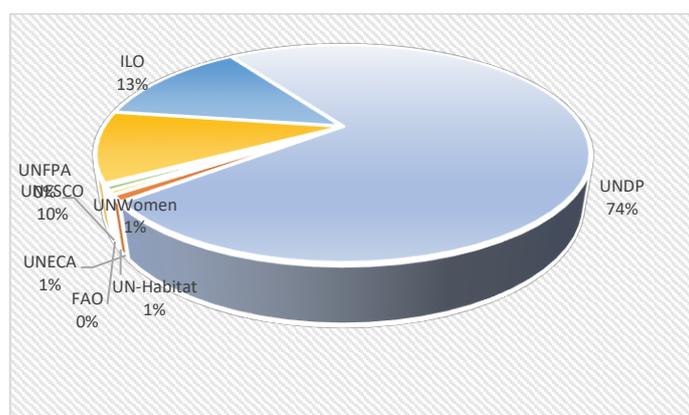
En matière de **préservation d'emploi**, les actions vont dans le sens de la mise en place des projets à haute intensité de main d'œuvre, l'appui aux PME pour améliorer l'employabilité (y compris des actions de « cash for work ») et particulièrement les jeunes et les femmes, l'appui à l'entrepreneuriat.

Pour ce qui est de **la promotion du dialogue**, il est question de s'attaquer aux facteurs de blocage structurels de développement des PME et de mutations du secteur informel. Les interventions vont dans le sens de l'accompagnement pour l'amélioration du climat des affaires, des plateformes de dialogues entre les différents acteurs de la vie économique et sociale (PME, OSC, Gouvernement, Groupement patronaux...).

4.2.3.2 Coût et gouvernance du pilier

3. Relèvement économique : emploi, entreprises et secteur informel		
Agences des NU	Partenaires	Besoins financiers (US\$)
<ul style="list-style-type: none"> • PNUD • BIT • UNFPA • UNESCO • UNECA • UN-Habitat • ONUFEMME • FAO 	<ul style="list-style-type: none"> • MINEPAT • MINFI • MINMIDT • MINPROFF • MINEE • MINEFOP • MINPMEESA • CTD • CVUC • OSC 	30 648 000

TOTAL BUDGET	Total	Disponible	A mobiliser
UNFPA	50000	50000	
UNESCO	3210000	1030000	2180000
ILO	4030000	1055000	2975000
UNDP	22620000	750000	21870000
UNECA	320 000	100 000	220 000
UN-Habitat	168000	52500	115500
UNWomen	200000	81727	118273
FAO	50000	50000	
Total	30 648 000	3 169 227	27 478 773



4.2.4 Pilier 4-Macroéconomie et collaboration multilatérale

4.2.4.1 Un accompagnement concerté pour booster la relance économique inclusive

La pandémie de la Covid a eu d'importantes répercussions macroéconomiques et budgétaires. Il s'agit entre autres d'une baisse significative des recettes budgétaires, une dégradation importante des comptes macroéconomiques, une baisse des financements extérieurs, une perturbation des échanges intracommunautaires, une fragilisation de la stabilité externe et financière, un risque de montée des tensions inflationnistes, une dégradation du comportement des agents économiques (ménages, entreprises et l'Etat).

La situation critique actuelle exige des politiques audacieuses et un volontarisme économique avéré pour limiter les effets négatifs induits de cette crise sanitaire et préserver les acquis, procéder à une relance de l'activité économique grâce à un environnement macroéconomiques stable et libérer des contraintes structurelles. Par ailleurs un des enjeux est de saisir l'opportunité de cette crise pour anticiper sur le changement de paradigme économique qui se dessine à l'horizon avec l'émergence de l'économie numérique, qui devrait suppléer progressivement les modèles basés sur l'économie réelle et l'économie financière.

Objectif 1	Apporter les services d'analyse et de conseil et d'assistance techniques sur les questions macroéconomiques
Le but des actions dans le cadre de ce segment concerne la mise en place des plateformes multi acteurs pour le suivi de la Covid et l'adoption concertée des politiques de réponse, l'accompagnement dans l'élaboration du plan de riposte socioéconomique du gouvernement	

Objectif 2	Appuyer le processus de maîtrise et de rationalisation des dépenses budgétaire pour les aligner sur les priorités de développement économiques et social
Il est question ici d'appuyer le gouvernement dans la maîtrise et la rationalisation de la dépense publique	
Objectif 3	Conduire les analyses d'impact socio-économique pour mieux renforcer l'élaboration des politiques de réponse, y compris dans le cadre des interventions d'urgence
L'objectif ici de comprendre tous les impacts de la crise afin d'aider le Gouvernement à élaborer des politiques et les interventions ne laissant de coté aucun aspect	

Dans le **cadre de l'appui et l'assistance techniques sur les questions macroéconomiques**, le SNU insiste sur la nécessité de l'implication de tous les acteurs économiques dans l'élaboration des politiques économiques. L'efficacité des politiques économiques gagnerait à une adhésion des forces économiques aux décisions, ce qui nécessite une meilleure participation aux processus d'élaboration des politiques. Les actions du SNU vont dans le sens de la poursuite des efforts d'amélioration du cadre de coordination des bailleurs et partenaires au développement, l'accompagnement des réformes du climat des affaires, la mise en place des plateformes de dialogues multi-acteurs (Gouvernement, PTF, secteur privé, société civile), le renforcement des capacités des organisations de la sociétés civiles sur les questions macroéconomiques

Pour **les questions budgétaires**, il s'agit pour le SNU de renforcer les capacités au niveau de la chaîne PPBSE (planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation) des investissements publics et de s'assurer que l'investissement public est affecté aux secteurs et projets appropriés. Il sera également question de de travailler sur la promotion de la transparence budgétaire garante de l'équité, de la participation citoyenne et de la redevabilité.

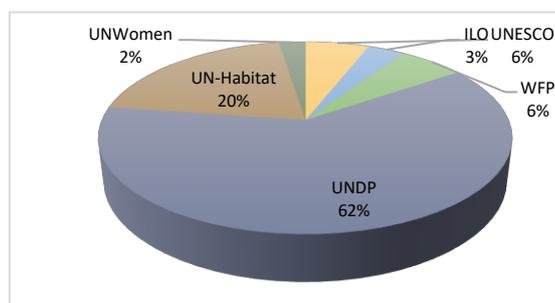
Le SNU accompagne le Gouvernement dans **la réalisation des études d'impacts** de la Covid afin de comprendre toutes les implications socioéconomiques afin de mieux structurer la réponse du Gouvernement. De même, les agences accompagnent le Gouvernement dans la mise en place des **outils d'analyses et des outils d'alertes des crises et de renforcement de la résilience face aux chocs**.

3.2.4.2 Coût et Gouvernance du pilier

4. Macroéconomie et collaboration multilatérale		
Agences des NU	Partenaires	Besoins financiers (US\$)
<ul style="list-style-type: none"> • PNUD • UN-Habitat • BIT • UNICEF • ONUFEMME • UNESCO 	<ul style="list-style-type: none"> • MINEPAT • MINFI • MINH DU • MINAC • MINSANTE • MINPROFF • FEICOM • BUCREP • INS • OSC 	2 014 200

TOTAL BUDGET	Total	Disponible	A mobiliser
UNESCO	120 000	60 000	60 000

ILO	70 000	20 000	50 000
WFP	121 200	26 500	94 700
UNDP	1 245 000	230 000	1 015 000
UN-Habitat	408 000	110 000	298 000
UNWomen	50 000	20 000	30 000
Total	2014200	466500	1547700



4.2.5 Pilier 5 - Promouvoir la cohésion sociale et la résilience communautaire

4.2.5.1 Des actions immédiates et à court terme pour maintenir la confiance des citoyens et garantir la cohésion sociale

Le maintien de la confiance des citoyens à l'égard des mesures édictées contre la Covid-19 joue un rôle important dans l'efficacité des réponses globales. L'émergence inattendue du coronavirus ainsi que ses conséquences incertaines engendrent beaucoup d'incertitudes. L'information et la sensibilisation du public contribue au maintien de la confiance des populations et par la suite le renforcement de la cohésion sociale. Au-delà de ces actions d'information, des actions de consolidation de la gouvernance décentralisée, des stratégies de réponses basées sur les données probantes et ciblées selon les groupes socioéconomiques sont nécessaires pour renforcer la résilience communautaire.

Objectif 1	Renforcer le dialogue social inclusif, le plaidoyer et les engagements politiques
Les défis majeurs concernent le dispositif à mettre en place des cadres de dialogues inclusif et participatif avec (i) les communautés et les collectivités pour une meilleure appropriation et une adhésion au respect des mesures administratives, sanitaires, sociales et sécuritaires du gouvernement afin de contenir la propagation de la pandémie et (ii) les principaux acteurs économiques afin d'atténuer les effets de la crise et de favoriser une reprise rapide de l'activité économique	
Objectif 2	Renforcer la résilience communautaire, la participation et l'accès équitable au service public
Les principaux défis seront relatifs (i) aux renforcement des capacités du gouvernement, des secteurs socioéconomiques et des bénéficiaires de ces secteurs qui seront impactés par la Covid-19, (ii) à la nécessité d'accélérer les réformes visant à améliorer le climat des affaires, (iii) aux réaction faces à des nouvelles vulnérabilités des groupes défavorisés créés par la Covid 19 et (iv) aux mécanismes de réaction de la société face aux peurs et anxiétés causées par la Covid-19 et aux ajustements comportementaux indispensables	
Objectif 3	Soutenir la gouvernance, notamment les droits fondamentaux et à l'Etat de droit
Les défis les plus urgents sont relatifs à l'exécution harmonieuse des mesures de prévention de la propagation de la pandémie, (i) en assurant la transparence et la redevabilité dans la gestion publique, et (ii) en observant une approche basée sur le droit qui garantisse le respect des droits fondamentaux à la santé, à la communication et la protection égale par les lois	

Dans le **cadre du renforcement du dialogue social inclusif, le plaidoyer et les engagements politiques**, le SNU appuie le gouvernement et les collectivités locales à travers les actions de sensibilisation et de

formation sur la prévention contre la Covid-19, la lutte contre la stigmatisation des groupes vulnérables et les campagnes de promotion de la paix, promotion du multiculturalisme et du vivre ensemble / et de sensibilisation contre les messages de haine et de radicalisation, la mise en place des cadres de concertation entre les autorités publiques, les communautés, le secteur privé et les collectivités pour échanger sur les réponses et les actions déployées pour lutter contre la propagation de la maladie.

En matière de **renforcement de la résilience communautaire, la participation et l'accès équitable au service public**, les actions du SNU, à travers les accompagnements des collectivités locales et communautés vulnérables, la formation des groupes à risque, l'appui au gouvernement pour l'amélioration du climat des affaires, contribuent à accroître les capacités des communautés à protéger les acquis du développement et à obtenir de meilleurs résultats en matière de bien-être face aux chocs et aux tensions, leur permettant ainsi de contribuer à la croissance économique.

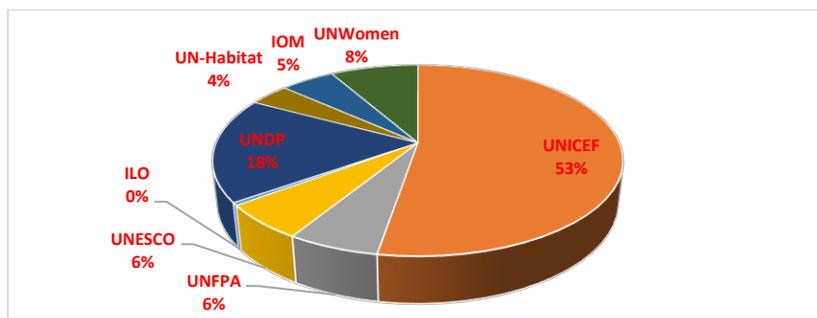
Concernant **le soutien à la gouvernance, notamment les droits fondamentaux et l'état de droit**, le SNU accompagnera le processus de mise en œuvre des approches de transparence dans la gestion des ressources utilisées pour limiter l'impact socioéconomique du Covid. Ceci se fera à travers le renforcement des capacités des médias de service public et des diffuseurs nationaux, le renforcement des capacités et le soutien technique aux organisations syndicales pour une campagne de sensibilisation et de mobilisation visant à promouvoir la participation et la représentation des femmes dans la prise de décision, y compris celles qui adressent la COVID-19.

4.2.5.2 Coût et Gouvernance du pilier

Cohésion sociale et résilience des communautés		
Agences des NU	Partenaires	Besoins financiers (US\$)
<ul style="list-style-type: none"> • PNUD • UNICEF • HCR • UNESCO • OIM 	<ul style="list-style-type: none"> • MINDDEVEL • MINPROFF • MINJEC • MINCOM • CVUC • ONG et OSC • Médias, institutions universitaires 	5 889 04

Budget pour le pilier 5

TOTAL BUDGET	Total	Disponible	A mobiliser
UNICEF	3 100 000	870 000	2 230 000
UNFPA	360 000	359 700	300
UNESCO	349 592	297 059	52 533
ILO	27 000	10 000	17 000
UNDP	1 043 777	933 777	110 000
UN-Habitat	224 000	57 500	166 500
IOM	299 672	175 670	124 002
UNWomen	485 000	55 000	430 000
Total	5 889 041	2 758 706	3 130 335

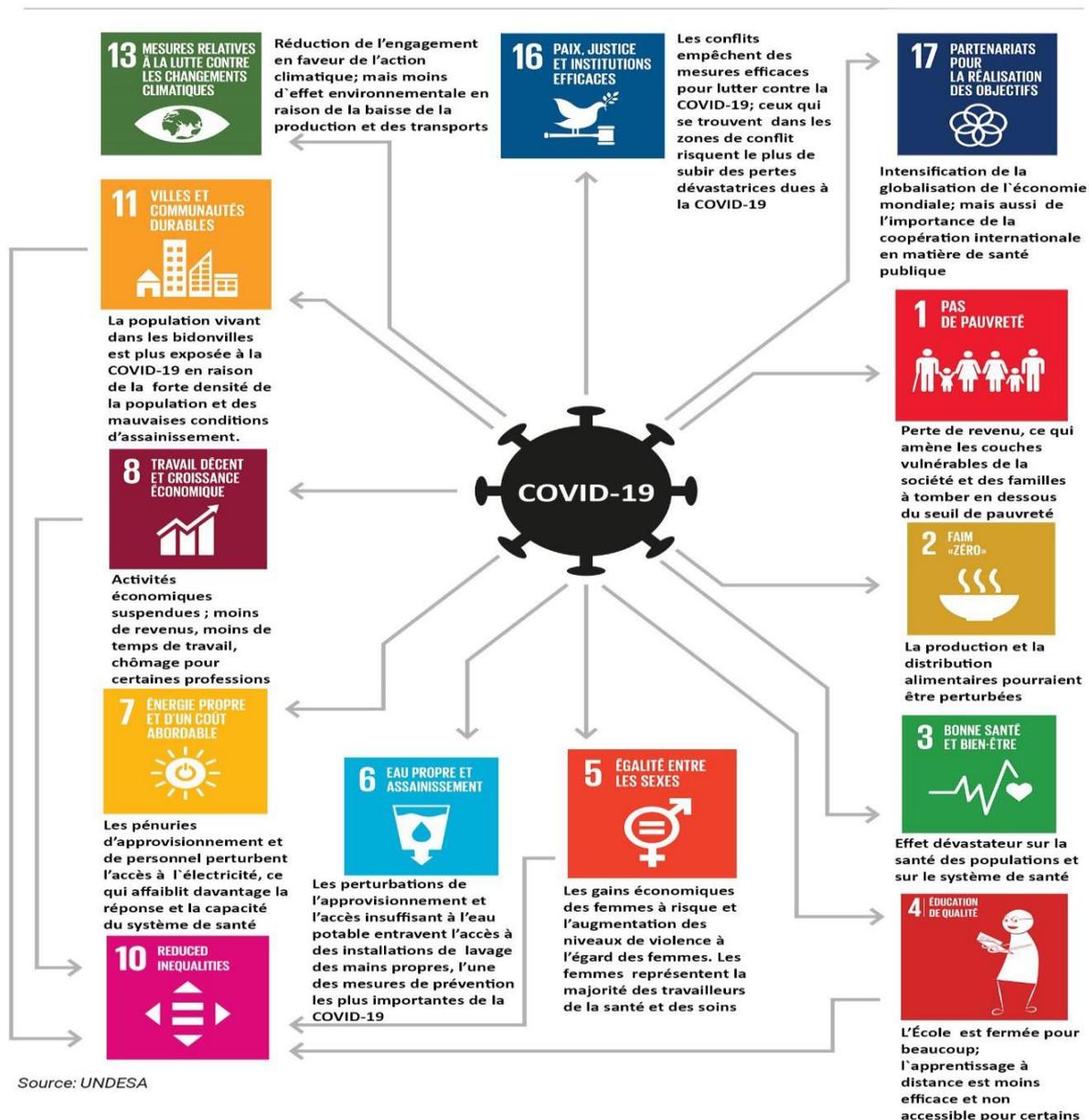


4.3 Cadre de relance socio-économique

4.3.1 Cadre d'intervention et de mise en œuvre

4.3.1.1 Liens avec les ODD

La Covid-19 a eu des impacts sur l'ensemble des ODD et pourrait affecter leur chance d'être réalisés en 2030.



Le plan de réponse socio-économique du Système des Nations unies inscrit son action dans le respect des principes de développement inclusif et durable préconisés par l'Agenda 2030 pour l'Afrique et dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, et plus particulièrement les objectifs 1, 3, 8, 10 et 17 visant à réduire la pauvreté et les inégalités, promouvoir une croissance économique durable et l'accès à un travail décent et à la santé, de manière coordonnée et adossée au Plan de riposte du Gouvernement camerounais.

Parmi les défis majeurs pour atteindre ces objectifs au Cameroun est celui de rendre la croissance plus inclusive. La croissance camerounaise de la dernière décennie reste non inclusive et ne réduit pas de manière significative la pauvreté ou les inégalités. D'importantes disparités régionales subsistent et la croissance ne crée pas d'emplois formels et décents. Comme l'explique le Rapport national sur le développement humain 2019 (PNUD 2019), le taux de pauvreté n'a diminué que de 2,4 points de pourcentage en 7 ans, passant de 39,9 % en 2007 à 37,5 % en 2014 (avec une augmentation du nombre de pauvres au cours de ces deux périodes). L'indice GINI a augmenté de 13% sur la même période, reflétant une aggravation des inégalités de consommation au sein de la population. Sur le plan spatial, les écarts de pauvreté se sont creusés entre les zones rurales et urbaines. Alors que l'incidence de la pauvreté a considérablement diminué dans les zones urbaines, passant de 12,2 % en 2007 à 8,9 % en 2014, dans les

zones rurales, elle a augmenté de 55,0 % à 56,8 %. On constate également un appauvrissement de certaines régions du pays, notamment celles du nord du Grand Nord et du Nord. Une grande partie de la population camerounaise est laissée pour compte sur le plan économique. Si la croissance camerounaise reste non inclusive, il sera difficile d'atteindre un grand nombre des ODD.

La Covid-19 a révélé encore ces inégalités notamment dans l'accès aux services de base. L'inégalité d'accès aux nouvelles technologies a défavorisé certaines couches de la population dans l'accès à l'éducation durant la période de confinement. La perte de revenus des ménages comme l'enquête socioéconomique sur les effets de la Covid-19 sur les ménages ont rendus vulnérables certains ménages. Les réponses que les Nations Unies apportent visent à protéger les vulnérables pour rendre la croissance plus inclusive et éviter l'accroissement des inégalités.

En s'engageant à mettre en œuvre les ODD et l'Agenda 2030, le plan de réponse socioéconomique s'engage également à « ne laisser personne pour compte » (« leave no-one behind ») et à œuvrer dans le respect de la dignité des personnes les plus touchées par la crise et au profit de l'ensemble du spectre socio-économique, grâce à des mesures différenciées et adaptatives sur le long terme. Comme l'ont montré les conclusions de la phase 1 du plan de réponse socio-économique au Cameroun, l'impact de la crise sanitaire touchera en premier lieu les ménages et groupes vulnérables, qui n'ont pas à leur disposition les outils nécessaires pour y faire face. Le plan de réponse cherche à mettre en œuvre une réponse intégrée et inclusive, sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble de la population, à commencer par les plus vulnérables. La réponse coordonnée visera sur le court, moyen et long terme à porter assistance et à favoriser le développement de moyens d'existence viables pour l'ensemble de la population camerounaise, indépendamment du genre, de l'âge, de l'ethnie, du profil socio-économique ou de la localisation géographique et en veillant à inclure tout particulièrement les personnes handicapées, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les populations migrantes, les ex-combattants, les populations vivant en zone rurale.

4.3.1.2 Prise en compte des questions de droits de l'homme

Sur le **plan de la promotion des droits de l'homme**, les actions du SNU s'inscrivent dans la promotion des normes et d'autres instruments juridiques pour assurer autant la préservation de la dignité de la personne en proie avec le COVID19 (pour éviter toute forme de stigmatisation et d'exclusion dans son environnement familial et professionnel), mais également la promotion des droits des travailleurs à la préservation de leur emploi, de leur contrat de travail et de leurs revenus et pouvoir d'achat dans un contexte de crise sanitaire, en prenant des mesures appropriées qui s'appliquent dans les plans de continuité des affaires des entreprises et des services publics.

Le SNU dispose de tout un arsenal d'instruments juridiques et normatifs qui feront l'objet de partage, d'internalisation, de sensibilisation à l'intention des porteurs d'obligation que sont notamment les pouvoirs publics, les leaders communautaires, les organisations d'employeurs et des travailleurs, les organisations de la société civile, les médias, les animateurs des radios communautaires. Un accent sera particulièrement accordé aux femmes dans le respect de ses normes et droits du fait qu'elles sont relativement plus présentes dans les secteurs d'activité les plus exposés à la contamination par le virus.

L'exercice du droit visant à promouvoir une justice sociale et une équité, recommande également d'identifier les groupes plus vulnérables face à la pandémie. A cet effet, le SNU apportera l'appui-conseil nécessaire au Gouvernement dans la vulgarisation des normes en matière de protection sociale pour les personnes vulnérables de l'économie informelle à travers l'opérationnalisation du processus de ciblage des PIN, les objectifs recherchés et d'extension à une échelle importante, du système de couverture en santé et sécurité sur les lieux de travail pendant la pandémie du COVID19.

Les actions de promotion des droits de l'homme par le Système des Nations Unies visent également le plaidoyer permanent pour la remise de peines des prisonniers, le renforcement des capacités techniques des défenseurs de droits de l'homme et, le renforcement du dispositif d'assistance gouvernementale dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 en milieu carcéral en application du principe de

'Leave No One Behind' ainsi que la lutte contre toutes les formes de stigmatisation. Les prisons de Yaoundé, Douala, Bamenda, Buéa, Mbalmayo et Maroua ont reçus à cet effet d'important lot de matériels de protection et d'hygiène. Le SNU entend poursuivre cette initiative les autres régions afin de contribuer à la préservation des prisonniers de la Covid-19 et plus généralement, contribuer de façon permanente à la réalisation de la paix, de la sécurité internationale, de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

4.3.1.3 L'intégration des préoccupations environnementales dans la réponse du SNU

L'élaboration du Plan de Réponse du Système des Nations Unies au Cameroun répond à la nécessité de renforcer les efforts déjà entrepris par le pays pour réussir une transition vers une économie de production et de consommation soucieuse de préserver le capital naturel notamment l'écosystème aquatique et terrestre. Dans cette perspective, les actions coordonnées des Agences du Système des Nations Unies viseront prioritairement l'appui-conseil à l'exécution satisfaisante des initiatives en cours et contribueront à la mise en place d'un dispositif institutionnel adéquat en vue de garantir des modes de production et de consommation durables, s'appuyant sur une gestion rationnelle des ressources naturelles et un système d'information utile pour l'harmonisation et la capitalisation des acquis entre les différents acteurs.

La crise alimentaire redoutée dans le contexte de la Covid-19 risque d'accroître la dépendance des populations aux ressources naturelles, notamment celles en lien avec la foresterie ; entraînant de fait une surexploitation de celle-ci notamment à travers l'exploitation forestière illégale (bois de chauffe, charbon de bois). Sur cette base, l'objectif recherché consistera à poursuivre les actions structurantes déjà amorcées, notamment (i) le soutien et la promotion des activités de gestion durable des forêts, y compris les populations dépendant des ressources forestières (Projet Forêt Communale et FLEGT de la FAO) et, (ii) l'appui à la restauration des écosystèmes dégradés (Projet READINESS de la FAO).

Par ailleurs, la résurgence de certaines maladies zoonotiques et non zoonotiques considérées comme problèmes de santé planétaire se justifie en grande partie par une mauvaise gouvernance internationale dans la gestion des ressources naturelles. Dans cette perspective, la nécessité de changer de paradigme est plus que jamais impérative dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Il importe dès lors que les programmes d'investissements publics, le budget de l'Etat, soient plus sensibles au financement de la durabilité environnementale et de l'écosystème naturel au Cameroun. La finalité étant de renforcer les capacités nécessaires afin de prévenir, détecter et réagir rapidement aux épidémies des maladies zoonotiques et non zoonotiques. A cet effet la FAO, à travers le Centre d'Urgence pour la Lutte contre les Maladies Animales Transfrontalières (ECTAD), devra densifier ses actions en la matière et jouer ainsi un rôle essentiel dans la protection des hommes et des animaux contre les menaces sanitaires.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a mis en évidence la nécessité d'accorder une attention particulière à la lutte contre les effets des changements climatiques en assurant une mobilisation de financement plus conséquente, destinée à mettre en œuvre des initiatives de préservation du capital naturel. A cet effet, le soutien au développement des PME vertes et durables est à considérer comme axe prioritaire. Sur cette base, le SNU prévoit de soutenir le processus d'identification et de mise en place des conditions favorables à la formulation de programmes de promotion de l'emploi décent dans l'économie verte, en renforçant aussi les capacités des acteurs et des institutions nationales sur le sujet.

Le SNU contribuera à préserver l'environnement dans le contexte du COVID19, en mettant en œuvre les activités phares suivantes : (i)Elaborer un diagnostic des possibilités d'emplois décents pour les jeunes dans l'économie incluant l'économie verte, (ii) Elaborer et mettre en œuvre des projets de petite échelle de promotion des emplois décents pour les jeunes dans l'économie verte intégrant une approche HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre), (iii) Soutenir l'opérationnalisation du Programme national de promotion des emplois verts au Cameroun (PPEVC), (iv) renforcer les capacités des populations vulnérables sur des sites pilotes protégés pour tester les mécanismes de financement durable pour la conservation de la biodiversité intégrant la dimension du COVID19, (v) Soutenir le développement de l'économie verte et des énergies renouvelables dans l'accompagnement des ménages ruraux et des start-ups.

4.3.1.4 La prise en compte du genre dans la réponse du SNU

Au-delà de son impact pour l'heure inestimable sur la santé et l'économie, la pandémie de la COVID-19 vient également exposer et exacerber les différentes formes d'inégalités existantes au sein du tissu social. Pour les femmes, les mesures de confinement et de quarantaine augmentent les tensions au sein des ménages et, par voie de conséquence, les risques de violences domestiques qu'elles subissent, parfois prises au piège avec un partenaire violent (UNFPA, Mars 2020). Sur le plan socioéconomique, les conséquences de la crise sont nettement plus marquées pour les femmes et les groupes vulnérables, y compris les réfugiés, les IDPs, les personnes handicapés ou vivants avec des maladies chroniques. En effet, la pression de la crise sur les ressources déjà rares entrave les opportunités économiques accessibles aux populations vulnérables déjà marginalisées.

Le Plan de réponse socioéconomique à la COVID-19 du Système des Nations Unies au Cameroun qui se veut une réponse équitable et inclusive, rappelle l'urgence de poursuivre les efforts de prise en compte de la dimension genre et des vulnérabilités dues aux inégalités sociales, politiques et économiques. Dans cette perspective, les actions combinées et coordonnées des agences viseront en priorité au renforcement des initiatives sensibles au genre en cours mais également accorderont une attention particulière aux besoins des femmes, des minorités et des populations fragilisées par la pandémie, qui sont placées au cœur des interventions sur l'ensemble des 5 piliers de la réponse.

Au niveau du pilier 1 « Santé : protection des services et système de santé », l'intervention du SNU intègre les questions de genre à travers, d'une part, l'atténuation des effets négatifs du COVID-19 sur l'utilisation des services de santé sexuels et reproductives, avec un accent particulier sur la prise en charge des femmes enceintes et des enfants. A cet effet, l'intervention prévoit entre autres, la production et la dissémination d'un guide national de la prise en charge de la Covid-19 chez le couple mère-enfant, l'aménagement des maternités des formations sanitaires pour les rendre complètement fonctionnelles dans les régions d'intervention, l'aménagement d'espaces d'isolement dans les maternités pour l'accueil des femmes enceintes positives au COVID-19, le soutien à la mise à disposition de services et packages de santé maternelle, néonatale, infantile et adolescent pendant et après l'épidémie de COVID-19 (vaccination systématique, prise en charge des maladies infantiles, fourniture de soins de qualité et ICCM par les agents de santé communautaires et amélioration de la qualité). D'autre part, le SNU prévoit de renforcer le système de santé en vue de soutenir la fourniture des soins de santé adéquats et la gestion des cas, parmi les communautés vulnérables, y compris les malades du VIH, les IDP, les réfugiés, les handicapés et les personnes âgées. La provision des soins de santé au niveau des prisons fera également l'objet de suivi approprié.

Le pilier 2 « Protection des personnes : protection sociale et services de base » est au cœur des actions sensibles au genre prévues dans le présent plan de réponse. Le SNU entend appuyer le ciblage des groupes vulnérables notamment affectés par la COVID-19 pour une action plus ciblée et plus efficace pour soutenir la résilience et le relèvement de ces populations. Le plan du SNU prévoit la prise en compte des groupes vulnérables à travers la mise en œuvre de diverses opérations de cash transfer monétaire en direction des personnes les plus vulnérables se trouvant en situation d'insécurité alimentaire du fait de la COVID-19. Les cibles des cash transfer sont de ce fait les personnes sans source de revenus et ayant besoin d'assistance pour assurer leur subsistance quotidienne qui incluent les femmes, les personnes handicapées, les IDPs, les malades chroniques, les personnes ayant perdu leurs emplois à cause de la COVID-19, etc. Il est également prévu des transferts en nature sous forme de distributions de nourriture ou d'intrants de base. Plus spécifiquement à l'endroit des femmes, les actions de protection sociale consisteront à appuyer les activités de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG) à travers le renforcement des capacités des femmes et des organisations de femmes, l'accompagnement psychosocial des survivantes, la distribution de kits de dignité et de services VBG pour sauver des vies. Le plan du SNU veillera également, entre autres, à soutenir la prévention à travers des campagnes d'information et de sensibilisation sur la COVID 19, le renforcement des capacités des femmes/filles sur la mitigation des risques de transmission de la COVID-19, la distribution de matériel sanitaire et de protection aux femmes et aux filles, l'équipement des centres pour l'autonomisation des femmes.

Pour ce qui est du pilier 3 « Relèvement économique : emploi, entreprises et secteur informel », la réponse du SNU intègre les questions de genre et groupes vulnérables en mettant un accent particulier sur l'appui à la réintégration économique des populations vulnérables et des femmes. De ce fait, les interventions visent à soutenir l'entrepreneuriat féminin et les activités socio-économiques autour des chaînes de valeur induites par la COVID-19. Pour un meilleur ciblage de l'action, il est prévu la réalisation d'une enquête portant sur l'impact de la COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes conduisant des micro petites et moyennes entreprise (MPMEs) dans le secteur informel et qui sont les plus exposées aux effets économiques de la crise. L'intervention prévoit également l'accompagnement des survivantes des VBG à travers un appui socioéconomique.

A travers le pilier 4 « Macroéconomie et collaboration multilatérale », la prise en compte de la problématique du genre est également effective. Pour accompagner l'action gouvernementale, le SNU prévoit la mise en place d'une plateforme nationale de coordination sur la COVID-19 qui impliquerait au niveau local les organisations de femmes et les représentants des groupes vulnérables, pour une meilleure prise en compte des questions de genre dans la réponse nationale à la pandémie. Par ailleurs, il est prévu le renforcement des capacités des institutions nationales, des ONG, et des agences du SNU elles-mêmes sur les questions de l'intégration du genre.

Le pilier 5 « Cohésion sociale et résilience des communautés » quant à lui promeut la pleine participation et l'implication des femmes et des groupes vulnérables à travers une approche communautaire de la gestion de la pandémie. Des actions de sensibilisation au niveau des communautés, en collaboration avec les femmes députés et maires de leurs localités auront sans doute un fort impact. De même, le plan de réponse du SNU veillera à mettre à contribution les détenus des prisons à la production des équipements de protection, et à assurer la prévention à l'intérieur des prisons.

4.3.2 Mécanismes financiers et de coordination

En dehors des interventions spécifiques de chaque agence, le mécanisme de mobilisation et de gestion de fonds pour l'accompagnement du gouvernement passe aussi par la mise en place d'un fonds commun. Ce mécanisme vise à mobiliser les financements additionnels en dehors des appuis budgétaires qui rentrent directement dans le budget de l'Etat. Le Fonds commun des Nations unies vise à soutenir la stratégie de riposte au COVID-19 afin de limiter l'impact de la pandémie (Voir annexe pour les détails sur la structure du Fonds).

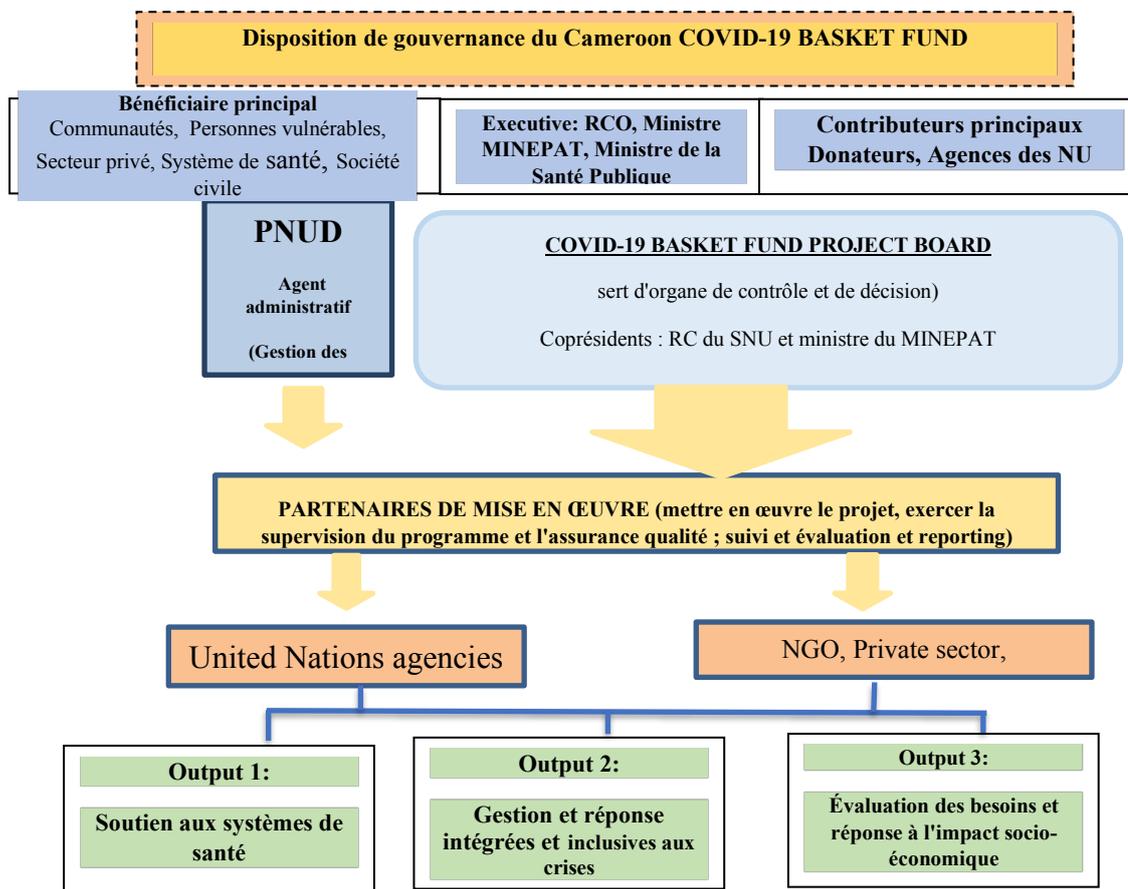
Les Nations unies souhaitent encourager les investissements dans les principaux piliers identifiés dans le plan gouvernemental et soutenir les interventions socio-économiques des groupes vulnérables, en particulier les efforts visant à renforcer la surveillance, les tests, l'isolement, la recherche des contacts, les équipements de protection individuelle pour le personnel médical, les désinfectants pour les installations médicales, la communication des risques, l'engagement de la communauté, la gestion clinique des patients souffrant de maladies graves (COVID-19). Le "Basket Fund" financera également des mesures socio-économiques, telles que des transferts d'argent ou la distribution de nourriture aux groupes vulnérables.

Le Basket Fund est conçu comme un mécanisme financier transitoire prévu pour une période initiale d'un an. Il se veut donc une structure souple, à déboursement rapide, avec des procédures simplifiées visant à réduire les coûts de transaction. Il s'agira donc d'une structure souple, à déboursement rapide, avec des procédures simplifiées et selon une configuration à géométrie variable capable de répondre à l'urgence de la situation et de satisfaire les besoins immédiats et les conditions d'engagement du PTF.

La stratégie commune des Nations Unies utilise un arrangement de fonds commun pour soutenir la mise en œuvre rapide du plan national d'intervention de la COVID-19 du Cameroun dans les 10 domaines fonctionnels ; et les donateurs et partenaires individuels concluent un protocole d'accord bilatéral ou un accord de contribution avec le fonds commun pour établir la base des relations et de la coopération.

Afin d'assurer une action cohérente et coordonnée entre les entités des Nations unies en promouvant l'esprit de l'approche "ONE UN", les mécanismes suivants ont été mis en place :

- Groupes thématiques inter-agences : ODD, suivi-évaluation, communication, Nexus humanitaire – développement
- Groupe impacts humanitaire Covid-19
- Groupes socioéconomique Covid-19 conduite par PNUD/UNECA



4.3.3 Mécanismes de suivi et évaluation

Parce que le temps est un facteur essentiel, il est impératif que nous évaluions, programmons et répondons presque simultanément plutôt que séquentiellement. Cette réponse et le plan de relance a été conçu dans cette optique, en utilisant un certain nombre de sources et de boucles de rétroaction pour réviser et actualiser en permanence les priorités du programme. La mise en œuvre du cadre socio-économique du SNU pour faire face au Covid-19 fera l'objet d'un suivi régulier pour renseigner l'Equipe de pays des Nations Unies (UNCT), le Gouvernement et les partenaires au développement des progrès réalisés, identifier les éventuels obstacles et prendre les décisions adéquates pour atteindre les objectifs stratégiques de ce cadre de réponses. Le système de suivi et évaluation du cadre de réponses du SNU face au Covid-19 devra aussi permettre de tirer des leçons en termes de capacité de gestion de crises et capacité de résilience des systèmes. Ces leçons et l'outil de Suivi-Evaluation vont représenter des éléments robustes et durables pour assurer la résilience face à des crises futures. Le système de suivi-évaluation va en premier lieu utiliser les données des sources administratives (ou données de routine) issues des systèmes d'information des ministères sectoriels à l'instar des ministères de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, etc. Il va aussi organiser des collectes de données périodiques, particulièrement pour le suivi et l'évaluation de la vulnérabilité, comme l'enquête sur la pauvreté des ménages, mais aussi des enquêtes rapides. .

Annexes

Annexe 1 : Matrice des activités du plan de réponse socioéconomique Covid du SNU

Pillar 1 : Health First: Protecting Health systems and services during the crisis								
Expected Result 1.1: Providing analytical and policy support, and rapid technical guidance	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Capacity building at Points of Entry, infection prevention and control	Far North and East	01/07/2020	30/09/2020	IOM		864 572	167 059	697 513
Support the production of knowledge material on the impact of COVID-19 on People Living with HIV	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	CNLS	25 000	5 000	20 000
Support ELECAM on Preventing COVID-19 during Vote registration processes	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	Elecam	20 000	3 000	17 000
Produire et disséminer le guide national de la PEC de Covid-19 chez le couple mère enfant	Nationale	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté (DSF)	25 000	8 000	17 000
Révision et production des matériels de communication COVID-19 (en collaboration avec l'équipe de communication d'UNFPA et le COUSP)	Nationale	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté (DSF)	20 000	20 000	0
Recherche rapide : Effets du COVID-19 sur l'utilisation des services de santé sexuels et reproductives au niveau des structures hospitalières Centrales et Régionales au Cameroun, y compris sur l'impact du Covid-19 chez les femmes enceinte	Nationale	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté (DSF)	80 000	25 000	55 000
Produce and distribute GBV/SRH IEC materials with lifesaving messages in all affected communities (including COVID 19 prevention informations)	Régionale (NW and SW, EN)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD ALVF LUKMEF	48 000	18 000	30 000
Update and disseminate referral pathway for the North West Region including COVID-19 prevention informations	Régionale (NW and SW, EN)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD ALVF LUKMEF	45 000	0	45 000
Cash transfers to affected households	Subregional	09/01/2020	31/12/2020	UNICEF	MINEPAT, MINDEVEL, OSC	500 000	-	500 000
Promotion of income-generating activities within affected households	Subregional	10/01/2020	31/12/2021	UNICEF	MINEPAT, MINDEVEL, OSC	300 000	-	300 000
Supporting the development of the pharmaceutical industry and sharpening its capacity to repond to the covid 19 ans other recurrent diseases, as part of PDI.	Cameroon	oct-20	déc-21	UNECA	WHO, UNDP	100 00	25 000	75 000
Expected Result 1.2: Programme implementation and technical support	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 25000 Test kits for COVID-19, 20 ventilators, 20 defibrillators, 50000 Suits, 100 volumetric pumps, 100 pulse oxymeters, 2400 infrared thermometers	National	March 2020	April 2020	UNDP	World Bank, Ministry of Health, UNDP	2 300 000	2 300 000	0
Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 3000000 chururgical masks, 1100000 gloves, 25000 gowns, 30000 overshoes	National	March 2020	April 2020	UNDP	Global Fund, Ministry of Health, UNDP	1 772 467	1 772 467	0
Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 1200 infrared thermometers, 10 Defibrillators, 100 pulse oxymeters, 1200000 chururgical masks, 80000	National	April 2020	May 2020	UNDP	UNDP-RBA, Ministry of Health, UNDP	2 157 271	2 157 271	0

gowns, 250000 overshoes, 1000000 gloves, 50 volumetric pumps, 10 ventilators								
Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 600 oxygen extractors 10L/m, 10 ventilators, 100 multiparameter monitors, 20 Autoclave 90L with accessoires, 50 Defibrilators, 900000 churgical masks, 100000 masks FFP2, 70000 overcoats, 250000 overshoes, 1200 infrared thermometers	National	May 2020	July 2020	UNDP	AFD, Ministry of Health, UNDP	3 680 427	3 680 427	0
Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including resuscitation equipment for severe cases (200 Patient monitor, 150 Pulse oximeters, 200 Concentrator O2, 200 ventilators, 100 BiPAP, 100 CPAP); medical imagery (5 Scanners, 30 Mobile radio devices), rolling stocks (25 Ambulances, 100 motorcycles, 8 vehicles 4x4, 30 double cabin pick-ups), other medical equipment (1000 electric blood pressure monitors, 1000 stethoscopes, 500 front laser thermometers)	National	June 2020	On-going	UNDP	IDB, Ministry of Health, UNDP	15 967 228	15 967 228	0
Transport/warehouse management and asset replenishment such as providing mobile storage structures	All	juil-20	déc-20	PAM		625 000,00	-	625 000,00
Deployment of specialized team for installation and maintenance		juil-20	déc-20	PAM		120 000,00	-	120 000,00
Utilization of current UNHAS fleet and existing routes and destinations to support the Covid-19 response	ALL	juil-20	sept-20	PAM		3 000 000	-	3 000 000
Procurement of remote data collection material and equipment	Régionale (NW and SW)	01/04/2020	05/01/2021	UNFPA	INS	45 000	15 000	30 000
Achat des kits d'offre de PF et de protection en contexte COVID 19 (région non UNFPA)	Nationale	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté (DSF)	30 000	30 000	0
Acquisition locale de 1000 baby boxes à adapter au contexte / Contenu	Nationale	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté	320 000	320 000	0
Aménager les Maternités des FOSAs y compris HRG, de Référence bénéficiaires d'Equipements du PASMNI pour les rendre complètement fonctionnelles. (Réparation ou acquisition des pompes à eau, des groupes électrogènes...ect) dans les régions d'intervention	Régionale (Ad, Centre, Est, EN, Nord, NW and SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	570 107	570 107	0
Communiquer et sensibiliser sur la Covid-19 dans les régions d'intervention	Régionale (Ad, Centre, Est, EN, Nord, NW and SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	85 595	85 595	0
Aménagement d'espaces d'isolement dans les maternités pour l'accueil des femmes enceintes positives au COVID-19 (poste lave main, masque, paravent, lits, etc....)	Régionale (Ad, Centre, Est, EN, Nord, NW and SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	65 000	65 000	0
Elaboration des messages (utilisation des maternités dans le contexte du COVID-19) pour émissions radio en langues locales et diffusion dans la région (radios communautaires)	Régionale (Ad, Centre, Est, EN, Nord, NW and SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	38 400	38 400	0
Formation du personnel à l'utilisation des protocoles et directives nationales de prise en charge de la femme enceinte, des mères et des nouveau-nés pour prendre en compte l'infection au coronavirus	Régionale (Ad, Centre, Est, EN, Nord, NW and SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	81 356	81 356	0
Fournir des Intrants en vue d'assurer les activités de Prévention des Infections y compris le COVID 19 en milieu hospitalier et une prise en charge des cas de COVID 19 dans les unités de Planning Familial pour la région de l'Est	Régionale (Adamaoua, Centre, Est, EN, Nord)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINSANTE	125 000	125 000	0
Planifier et mettre en œuvre des allocations éclairées des produits dans les FOSA (2 allocations éclairée à conduire dans l'année)	Régionale (Adamaoua)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	Minsanté	20 000	20 000	0

Mise en place d'un dispositif spécialisé pour l'accompagnement en santé mentale (psychologique et si besoin psychiatrique) en situation de COVID 19, des mères en CPN et CPON et leurs familles dans les régions de l'EN, du Nord, de l'AD, de l'Est, du CE par UNIPSY	Régionale (EN, du Nord, de l'AD, de l'Est, du CE)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	UNIPSY	23 091	23 091	0
Formation en PSP pour COVID-19 et PSP pour VBG des prestataires et Intervenants communautaires	Régionale (EN, du Nord, de l'AD, de l'Est, du CE)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	UNIPSY	3 055	3 055	0
Support to health centres through supply of medical equipments, drugs and health staff capacity building. Continuous sensitizations towards refugees against covid19.	National	From June		UNHCR	FAIRMED, AHA, IMC	3 562 885		3 562 885
Support maternal, neonatal, child and adolescence health services and packages during and following the COVID-19 outbreak (routine vaccination, case management of childhood illnesses, and HIV, supply for quality care, and ICCM by community health workers and quality improvement)	subnational	31/7/2020	continue	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs UNFPA, ONUSIDA, academics	2 000 000	150 000	1 850 000
Support case management, care and treatment of COVID-19, pneumonia and diarrhea at the community level (incl. training and supply for diagnosis) and the national level (incl. technical assistance to national authorities)	subnational	31/7/2021	continue	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA, ONUSIDA, savant society, academics	2 000 000	0	2 000 000
Minimize potential spread and reduce morbidity and mortality of COVID-19 in communities.	subnational	31/7/2022	31/12/2020	UNICEF	WHO, MoH, UNFPA, ONUSIDA, MINCOM, CSOs	500 000	0	500 000
Expected Result 1.3: Support on tracking and reaching vulnerable populations	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Awareness raising campaigns on COVID19 in violent extremism affected regions in the far north	National	mai-20	June 2020	UNDP		20 000	20 000	0
Diffusion dans les formations sanitaires appuyées, les directives de l'OMS sur la continuité des services VIH dans le contexte de la COVID-19	Centre, Littoral, Est	Avril 2020	Decembre 2020	UNAIDS	OMS	7 000	7 000	0
Sensibilisation des personnels des sites de prise en charge des PVVIH (personnel soignant, APS, ACRR, etc.) sur l'application des mesures barrières contre le COVID-19, la protection des soignants et des malades et la réduction de la stigmatisation	Centre, Littoral, Est	Avril 2020	Decembre 2020	UNAIDS		6 000	6 000	0
Production et mise en ligne de 03 microprogrammes de sensibilisation sur la prévention des IST, VIH/Sida et des grossesses précoces et non désirées chez les Adolescents/jeunes y compris les mesures de prévention de la COVID-19 à travers les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, twitter et YouTube)	National	Avril 2020	Decembre 2020	UNAIDS				0
Production et diffusion de la brochure sur l'impact du COVID-19 sur les PVVIH	National			UNAIDS		15 000	15 000	0
Sessions de sensibilisation et de renforcement des capacités de 5 associations de dispensation communautaires des ARV sur les mesures préventives du COVID-19 à Douala et Bafoussam	Douala et Bafoussam	Mai 2020	Août 2020	UNAIDS		5 000	5 000	0
Production et diffusion de la brochure sur l'impact du COVID-19 sur les PVVIH	National	Mai 2020	Août 2020	UNAIDS		5 000	5 000	0
Commande de 2500 tests COVID-19 GeneXpert	National	Mai 2021	Août 2021	UNAIDS		34 000	34 000	0
Provision of multi-purpose cash to strengthen the capacities of households to prevent COVID-19 9 (DI via MTN) for 11,588 beneficiaries (USD 218,369)	Urban areas(Yde/Dla)	From march		UNHCR	MOD	595 260	595 260	0
Support for Elderly via PI (USD 15,844) (PI, Union express)	Urban areas(Yde/Dla)	From march		UNHCR	MOD	20 847	20 847	0
Supporting provision of health supplies for adequate health care and case management including women, children and vulnerable communities.	subnational	31/7/2020	31/12/2020	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA,	500 000	0	500 000

					ONUSIDA, academics, HCR			
support women, girls and vulnerable groups in humanitarian settings	subnational	31/7/2021	31/12/2021	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA, ONUSIDA, academics, HCR	500 000	0	500 000
support care of disabilities and marginalized people in the community.	subnational	31/7/2022	31/12/2022	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA, ONUSIDA, academics, HCR	500 000	0	500 000
Monitor health providing in prisons	subnational	31/7/2023	31/12/2023	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA, ONUSIDA, savant society, academics, HCR, CICR	300 000	0	300 000
Support provision of vaccination in sub-urban areas of Douala and Yaounde.	subnational	31/7/2024	31/12/2024	UNICEF	WHO, CHAI, MoH, Mincom, CSOs, UNFPA, ONUSIDA, academics, HCR, CICR	1 220 000	50 000	1 170 000

Pillar 2 : Protecting People: Social Protection and Basic Services

Expected Result 2.1: Scale up and expand resilient and pro-poor social protection systems	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Cash transfer Operations to support Decentralized Territorial Communities (CTD) in 5 regions - Center, Littoral, SW, NW, FN	National	June 2020	August 2020	UNDP	MINDDEVEL, CVUC	150000	150 000	-
Appuyer le ciblage des personnes vulnérables notamment affectés par le COVID-19, dans au moins quatre communes	national	août 2020	déc-20	ILO	MINAS	50 000	15 000	35 000
Realiser une étude pour la détermination des prestations de sécurité sociale de court terme pour les travailleurs de l'économie informelle, à travers la CNPS	national	août 2020	déc-20	ILO	MINTSS, CNPS	20 000	10 000	10 000
Réaliser une estimation des coûts des programmes de protection sociale pour faire face aux impacts du COVID-19	national	aout 2020	sept-20	ILO	MINTSS, MINSANTE, MINAS, CNPS	15 000	5 000	10 000
Appuyer la mise en place des institutions d'opérationnalisation du système de couverture santé universelle, notamment pour faciliter l'accès aux soins des personnes affectées par le COVID-19	national	avr-20	Decembre 2020	ILO	MINTSS, MINSANTE, MINAS	30 000	10 000	20 000
Capacity Building of Humanitarian actors on Gender lens including the impact of COVID-19	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWome n	Un Women	30 000	-	30 000
Support vulnerable Women in the production of protection masks, hygienic kits	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWome n	UN Women, UNICEF	100 000	-	100 000
Equip 10 Women Empowerment centers and selected safe spaces with hygiene/sanitation equipment and personal protection equipment (for mitigation of COVID 19 transmission risks , And provide essential GBV services to survivors and vulnerable women	Régional (NW et SW, EN, Center and Lit)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	MINPROFF ALVF COMINSUD LUKMEF	52 000	52 000	-
Assurer l'accès des survivante: Assurer l'accès des survivantes à au moins un des services essentiels VBG y compris celles vivant avec un handicap	Régional (NW et SW, EN)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	MINPROFF ALVF COMINSUD LUKMEF CBCHS	66 000	40 000	-

Assurer la prévention du COVID à travers une campagne d'information et de sensibilisation sur le COVID 19 et la distribution du matériel sanitaire et fournir le matériel de protection pour les femmes dans 03 services du MINPROFF de la ville de Bafoussam, 10 Services du MINPROFF de la ville de Douala et 12 Services du MINPROFF de la ville de Yaoundé.	Régional (Centre, Lit, Ouest)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	MINPROFF	17 950	17 950	-
Renforcement des capacités des femmes/filles vivant avec un handicap y compris prévention Covid-19	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	MINAS ALVF COMINSUD LUKMEF CBCHS	24 000	24 000	-
Appuyer les activités de sensibilisation sur la VBG/SRH et de prévention du Covid-19 dans toutes les communautés affectées de la région de l'Extrême-Nord	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	ALVF	5 154	5 154	-
Procéder à l'accompagnement des survivantes et à la distribution des kits de dignité dans la région de l'Extrême-Nord, NW, SW	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	ALVF COMINSUD LUKMEF CBCHS	135 000	135 000	-
Carry out capacity building and activities that enhances protection against GBV and increase use of GBV /SRH services including COVID 19 prevention informations	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	35 700	37 500	-
Sensibiliser les jeunes et les femmes affectés par la crise sécuritaire sur les mesures barrières contre la covid-19 y compris dans les camps des IDP	Régional (Extr-Nord)	15/07/2020	31/12/2020	UNFPA	ACDC, Plan International, CAPROD	5 000	5 000	-
2nd online MOST Forum for ministers in charge of Social Development in Central Africa	Subregional	14/09/2020	30/09/2020	UNESCO		40 000	40 000	
Developing intercultural competencies (ICCs) in healthcare environments –online training	National (Cameroon)	03/09/2020	03/09/2020	UNESCO		25 000	25 000	
Art-Lab training of trainers for young artists in Cameroon in response to covid-19	National (Cameroon)	20/10/2020	22/12/2020	UNESCO		37 200		37 200
Support to Youth Initiatives on Artificial Intelligence	Subregional	17/11/2020	20/11/2020	UNESCO		35000	35000	
Encourage bioethics and ethich for women and community members proper treatments	Subregional			UNESCO		50000		50000
Cash transfers to affected households	Subregional	09/01/2020	31/12/2020	UNICEF	MINEPAT, MINDDEVEL, OSC	500 000	-	500 000
Promotion of income-generating activities within affected households	Subregional	10/01/2020	31/12/2021	UNICEF	MINEPAT, MINDDEVEL, OSC	300 000	-	300 000
Expected Result 2.2: Maintain essential food and nutrition services	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Respond to basic needs with food distributions to COVID-19 affected communities	National	August 2020	December 2020	UNDP	MINDDEVEL, CVUC, UNDP	500 000	-	500 000
Emergency cash assistance to the urban and peri-urban severely food insecure vulnerable households impacted by COVID in 6 Regions: Adamawa, East, Far North, North, North West and South West	Cameroon	01/07/2020	31/12/2020	PAM		13 284 366,00	7 000 000,00	6 284 366,00
Appui à l'intensification de la productionmaraîchères pour l'amélioration de la nutrition des populations des zones péri urbaine de Douala et Buea face au Covid-19	National	Juillet 2020	Juin 2022	FAO	FAO, MINADER	900 000	300 000	600 000
Appui à la production intégrée maraîchères pisciculture pour l'amélioration de la nutrition des populations de l'Extrême-nord face au Covid-19	National	Juillet 2020	Juin 2022	FAO	FAO, MINADER	800 000	350 000	450 000
Strengthen multi-sectoral response to support regular nutrition programme (Wash in Nut, Protective equipement, C4D...)	Subregional	01/07/2020	20/12/2020	UNICEF	Regional delegations : Health, Wash, Communication...	560000	560000	0
Expected Result 2.3: Ensure continuity and quality of water and sanitation services	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		

		start	end			Total	available	gap
conionstructing/maintaining boreholes, increaisng water supply, installation of handwash points, provision of soap, community sensitisation, and hiring WASH infrasture technicians in refugee camps	National	March 2020		UNHCR	Sahel Water/MOD	1 129 650	1 129 650	0
Raising awareness for efficient water hand washing (community radios campaign)	Regional	June	Dec	UNESCO	MINEE	15000	15000	
Provision of COVID-19 related WASH kits	National	18-mars-20	30-déc-20	UNICEF	CRC, COMINSUD, UNOADD, AP2D, AAEDC, ACDC, MoH, Ministry of Water and Energy	1 800 000	800 000	1 000 000
Infection and Prevention Control through promotion of good hygiene practices	National	18-mars-20	30-déc-20	UNICEF	CRC, COMINSUD, UNOADD, AP2D, AAEDC, ACDC, MoH, Ministry of Water and Energy	1 250 000	475 000	775 000
Provision of safe drinking water to affected communities, health and treatment centers	National	18-mars-20	30-déc-20	UNICEF	MoH, Ministry of Water and Energy	2 750 000	600 000	2 150 000
Capacity building, Coordination and Monitoring of WASH response	National	18-mars-20	30-déc-20	UNICEF	Ministry of Public health, Ministry of Water and Energy	480 000	190 000	290 000
Expected Result 2.4: Secure sustained learning for all children, and adolescents, preferably in schools	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Provision of COVID-19 prevention material to women and gild In CPF and Communities	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWome n	Minproff	54 000	4 000	50 000
Acquisition and distribution of educational/play materials for children in kindergartens, initiation of a health education program (Covid-19) through radio, and purchase and distribution of radio with USB port and solar plate to students of CM1, CM2, 3eme and Terminale	Urban areas (Yde/Dla)	From march		UNHCR	PLAN INTERNATIONAL	41 694,81	41 694,81	0
Education in emergencies first response to COVID-19 crisis in Cameroon: National Distance Education Programme, to enable access to education for 2,110,000 children in Cameroon. It also provides children with the opportunity to sit for final year exams	National	avr-20	déc-20	UNESCO	MINEDUB, MINESEC	1 000 000	1 000 000	
Emergency response against COVID-19 in the Education and Training sector in Cameroon, through e-learning platform and blended approach	National	July	Dec	UNESCO	MINEDUB, MINESEC	11 000 000	11 000 000	
E-learning, blended learning and digital transition of Higher Education system				UNESCO	Ministry of Higher Education	2 000 000		2 000 000
Activity 2.4.1: Enhance the Protective Learning Environment (including WASH in School)	National and subregional	10/01/2020	31/12/2021	UNICEF	MINEDUB/MINESEC	10 000 000	5 000 000	5 000 000
Activity 2.4.2: Distribute learning materials for the most vulnerable students	Subregional			UNICEF	MINEDUB/MINESEC	5 000 000	1 000 000	4 000 000
Enhance access to distance learning for Out of School	National and subregional	07/01/2020	31/12/2021	UNICEF	MINEDUB/MINESEC/ MINEPROF, MINJEC, MINESUP	10 000 000	5 000 000	5 000 000
Expected Result 2.5: Support the continuity of social services and access to shelters	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Shelter/NFI distributions	NOSO	12/02/2020	11/08/2020	IOM	Local NGOs	499 454	499 454	0
Livelihood support	Far North	01/07/2020		IOM		55 112	55 112	0
Shelter/NFI and MHPSS	Far North	01/10/2020	31/12/2022	IOM		2 583 383	2 583 383	0

Training of Women organizations as first responders to support Women and Girls on GBV prevention of sexual exploitation and abuse PSEA and response mechanism to adapt to COVID-19 restrictions	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	MINPROFF	30 000	5 000	25 000
Produce GVB referral pathway including COVID-19	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	MINPROFF	20 000	-	20 000
Capacity Building on preventing measures of COVID-19 for Civil Society Organization dealing with community dispensation of ARV	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	CAMYOSFOP	25 000	5 000	20 000
Provide and connect women and adolescent girls including those with disabilities for quality, integrated and timely services	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	24 567	24 567	0
Capacitate women and girls living with disability to be able to access lifesaving GBV and SRH services in dignifying manner including COVID 19 prevention (life skills , identifying their specific needs, information on service available based on their needs, support people with disabilities who require assistance to make decisions independently) – You can see how to work with a national association or NGO of women living with disability	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	5 686	5 686	0
Create/support “ 1 Integrated safe spaces” in, South West to provide PSS case management including referral support, social cohesion and life skills and COVID 19 prevention as sensitization for behavior change, life skills development / peace building as coping in a crisis and distress situation while staying safe to affected women and adolescent girls	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	12 846	12 846	0
Produce and distribute GBV/SRH IEC materials with life-saving messages and COVID 19 informations in all affected communities	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	5 154	5 154	0
Provide GBV essential services to survivors including those living with disability by social workers and case managers in safe spaces (psycho social, case management and referral towards medical care, legal aid, economic empowerment) including COVID 19 prevention	Régional	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	LUKMEF	12 000	12 000	0
Distribute dignity kits to women and girls including those living with disabilities including procurement of COVID -19 hygiene items	Régional (NW et SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD	4 500	4 500	0
Provide GBV essential services to survivors including those living with disabilities by social workers and case Managers in safe spaces (psycho social, mental health, nutritional kits) including online support and COVID-19 informations	Régional (NW et SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD	11 567	11 567	0
Produce and distribute GBV/SRH IEC materials with life-saving messages and COVID 19 informations in all affected communities	Régional (NW et SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD	3 000	3 000	0
Capacitate women and girls living with disability to be able to access lifesaving GBV and SRH services in dignifying manner including COVID 19 prevention (life skills , identifying their specific needs,	Régional (NW et SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD	4 686	4 686	0
Procurement and distribution of COVID 19 items to safe spaces and vulnerable women and girls in hard-to reach communities and bushes Support the organization of community sensitization to provide integrated SRH/GBV services and Corona Virus prevent	Régional (NW et SW)	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	COMINSUD	600	600	0
Acquisition de matériel de protection contre le Covid-19	National	01/04/2020	31/12/2020	UNFPA	INS DADM BUCREP	9 000	9 000	0
Production and dissemination of free of use content on Covid-19 for radio stations	National	14/07/2020	31/12/2020	UNESCO	MINCOM	45 000	22 150	22 850

Pillar 3 : Economic Response and Recovery: Protecting Jobs, Small and Medium-Sized Enterprises, and Informal Sector Workers								
Expected Result 3.1: Integrated, country-specific policy advice and programme support	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Formulation of a local response plan for the CTD aligned with the national response plan	National	May 2020	July 2020	UNDP	MINDDEVEL, CVUC, UNDP	-		
Strengthening advocacy with the Government and Donors in favor of economic support measures for CTDs	National	May 2020	September 2020	UNDP	MINDDEVEL, CVUC	-		
Integration of the COVID 19 health crisis in the iSDG model with the Millennium Institute and prospective analysis on Cameroon after COVID 19	National	June 2020	September 2020	UNDP	MINEPAT, MINPROFF, MINAS, INS, MINDDEVEL, MINFI	50 000	50 000	-
Réaliser une analyse rapide des impacts probables du COVID19 sur les services de l'emploi et les programmes actifs de l'emploi au Cameroun	National	Avril	Mai	ILO		5 000	5 000	-
: Contribuer aux sondages sur les ménages et les entreprises au titre de la contribution du SNU aux analyses du pays	National	Avril	Mai	ILO		25 000	25 000	-
Réaliser une analyse des possibilités d'emploi pendant et après le COVID19 et la formulation d'un programme de soutien à l'emploi dans le contexte post-COVID19	National	Août	Octobre	ILO		15 000	-	15 000
Réaliser une analyse approfondie sur les effets du Covid-19 sur le secteur informel	National	Juin	Août	ILO	MINPMEESA	10 000	-	10 000
Mener une réflexion sur une approche innovante de ciblage des promoteurs d'unités de production informelle	National	Août	Octobre	ILO	MINPMEESA	10 000	-	10 000
Acquisition of drone, GPS, tablets, computer and free software to support data gathering and municipal early warning system on COVID-19	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	60 000	15 000	45 000
Office running expenses	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	8 000	2 500	5 500
Mobility equipment	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	50 000	25 000	25 000
Personnel for coordination	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	50 000	10 000	40 000
Support the finalization of the artist's statute and relevant regulatory framework in support of creative SMEs and artists (copyright, etc.)	National	juil-20	déc-20	UNESCO	MINAC	60000	10000	50000
Supporting the review and implementation of the Matser Plan on Industrialisation (PDI) through pilot industrial clusters (Kribi-Edea-Douala) in te framework of rebuilding better	National - Cameroon	August 2020	déc-21	UNECA	UNIDO,	120 000	35 000	85 000
Support the implementation of the Continental Free Trade Area (CFTA) Strategy for Cameroon and strengthen the related strategic value chains	National - Cameroon	sept-20	déc-20	UNECA	UNDP, FAO, WHO	150 000	30 000	120 000
Production of quarterly briefing notes on the human rights socio-economic impacts of COVID-19 response and recovery measures with a LNOB and gender perspective and disseminates to UNCTs and other national stakeholders	National	déc-20	déc-21	OHCHR		0	0	0
Organize a capacity-building workshop and provide technical guidance to relevant public entities on improving human rights protection measures in laws, policies and practices linked to COVID-19 response and recovery		déc-20	déc-21	OHCHR		10 000	0	10 000
Expected Result 3.2: Scaling-up employment intensive programming	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		

		start	end			Total	available	gap
Strengthening the technical and managerial capacities of municipal staff in the design and implementation of "green jobs" projects	National	September 2020	December 2020		ILO	100 000	25 000	75 000
Designing and diffusion of a Guide of principles of Health and Safety at Work applicable in the context of Employment Intensive Investment in times crisis.	National	June 2020	July 2020		ILO	20 000	20 000	-
Training of the members of the national HIMO Committee about the use of the Guide of principles of Health and Safety at Work applicable in the context of Employment Intensive Investment in times crisis.	National	September 2020	September 2020		ILO	10 000	10 000	-
Training of the heads of the budget planning chain of the various Ministries on the tool for estimating the expected employment potential of the BIP for the promotion of the most job-creating projects.	National	September 2020	October 2020		ILO	20 000	-	20 000
Project to support youth employability and job creation for young people through the use of employment intensive approach as part of the Transport Sector Support Program - Phase III: Construction of the National No. 11 - RING ROAD in the North West Region.	National	September 2020	August 2023		ILO	1 000 000	250 000	750 000
Urban infrastructure development project and creation of decent jobs for young people in the cities of Maroua and Bamenda for the strengthening of peace and socio-economic resilience	National	September 2020	August 2022		ILO	500 000	-	500 000
Project to build, rehabilitate and maintain basic social infrastructure using a labor-based approach in decentralized local authorities to combat the spread of Covid 19	National	October 2020	September 2023		ILO	550 000	-	550 000
Pilot project for moral rearmament and socio-professional integration of young people through the creation of decent jobs through the promotion of rice value chains and the maintenance of rural infrastructure in the localities of POUSS, GUIRVIDIG and VELE	National	October 2020	September 2024		ILO	1 500 000	500 000	1 000 000
Assurer l'accompagnement des survivantes des VBG à travers un appui socioéconomique	Regional (NW, SW, EN)	01/06/2020	31/12/2020	UNFPA	ALVF, LUKMEF, COMINSUD	50 000	50 000	
Expected Result 3.3: Support to young people and social partners in entrepreneurship and social innovation in response to COVID-19	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Organization of virtual competitions and selection of innovative solutions to COVID-19 developed by young people	National	June 2020	June 2020	UNDP	MINSANTE, MINRESI, Private sector	100 000	100 000	-
Réaliser un Guide des employeurs pour la gestion des relations de travail pendant le covid-19	National	Avril	mai	ILO	ILO/GICAM	10 000	10 000	-
Mise à disposition des employeurs d'un outil pour l'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités à l'intention des PME	National	Avril	mai	ILO	ILO/GICAM	5 000	5 000	-
Réaliser une étude sur la structuration du dialogue social et son impact sur la gestion du covid-19 à l'intention des partenaires des partenaires sociaux	National	Juin	octobre	ILO	ILO/Partenaires sociaux	40 000	25 000	15 000
Réaliser une étude en faveur des employeurs sur la place et le rôle des femmes en entreprises dans le contexte du covid-19	National	juillet	novembre	ILO	ILO/GICAM-CWEN	30 000	20 000	10 000
Digitaliser le Kit de formation Germe du BIT	National	août-20	décembre 2020	ILO	ILO/PEA-jeunes FIDA	10 000	10 000	
Adapter le kit de formation Germe du BIT au secteur agrpastoral	National	Juillet 2020	décembre 2020	ILO	ILO/PEA-jeunes FIDA	100 000	100 000	
Elaborer une base de données digitale sur les programmes actifs de l'emploi (Sous tutelle FNE et autres) pour analyser leur niveau d'offres d'emplois et identifier les gaps au regard du nouveau contexte post COVID et les besoins en main-d'œuvre de l'économie nationale	National	Août	Novembre	ILO	ILO	10 000	-	10 000
Analyser les défis et les perspectives en matière de digitalisation des services publics de l'emploi en Afrique Centrale dans un contexte de distanciation physique	Subregional	Août	Novembre	ILO	ILO Central Africa	10 000	-	10 000

Renforcer les capacités techniques des Institutions économiques nationales sur les mesures de soutien aux PME dans les contextes de crise comme le Covid-19 (cours en ligne).	National	Avril	décembre 2020	ILO	CIF-Turin	-	-	-
Expected Result 3.4: Support on strategies to green fiscal stimulus packages	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Soutenir l'opérationnalisation du Programme national de promotion des emplois verts au Cameroun (PPEVC, Fiches projets, Comité pilotage)	National	Juillet	Décembre	ILO		25 000	5 000	20 000
Expected Result 3.5: Rapid and gender-responsive socioeconomic assessments and labor market and business environment diagnostics	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Assessment of the socio-economic impacts of COVID19 in the 374 CTD - Online survey	National	June 2020	June 2020	UNDP	MINDEVEL, CVUC, INS, UNDP	50 000	50 000	-
Assess COVID19 impact on gender equality and women's economic empowerment at small business scale	National	September 2020	November 2020	UNDP	UNW, MINPROFF, CSO, UNDP	30 000	-	30 000
Evaluation du cadre juridique du secteur agropastoral au Cameroun	National	Février 2020	Mars 2020	ILO	PEA-jeunes FIDA	5 000	5 000	-
Participation des jeunes entrepreneurs du secteur agropastoral aux instances de dialogue national sur stratégies de réponses au COVID-19 dans le secteur agropastoral	National	Septembre 2020	décembre 2020	ILO	PEA-jeunes FIDA	35 000	35 000	-
Actualiser le diagnostic du marché du travail incluant le post-COVID pour préparer le PANEJ3 (PAO/PNE 2021-2024)	National	sept-20	déc-20	ILO	MINEFOP	15 000	5 000	10 000
Évaluation de l'impact de COVID-19 sur les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire au Cameroun	National	Juin 2020	Decembre 2020	FAO	FAO, MINADER, MINEPIA, INS	50 000	50 000	0
Expected Result 3.6: Advice on nature-based solutions for development, including for SMEs	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Strengthening the capacities of vulnerable populations in pilot Protected Area sites designated for testing of the sustainable financing mechanism for the conservation of Biodiversity, taking into account the COVID 19 crisis	National	June 2020	August 2020	UNDP	COMIFAC & MINFOF (DFAP)	100 000	100 000	-
Promoting green economy and renewable energies application for rural households and startups	National	July	Dec	UNESCO	MINEE	2 000 000	1 000 000	1 000 000
Early warning for community, to strengthening resilience of vulnerable communities facing floods in the far North Cameroon region\	Far North	Sept	Dec	UNESCO	MINEE	500 000		500 000
Expected Result 3.7: Business linkages support	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Expected Result 3.8: Investments to improve productivity and working conditions in micro and small firms	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Emergency interventions to support enterprises in the mining sector (small grants, working capital, etc.)	National	May 2020	July 2020	UNDP	MINMIDT, MINEPAT, MINFI	400 000	300 000	100 000
Provide direct small subsidies and/or credit facilities to targeted micro, small and medium enterprises (MSMEs) including the informal sector, particularly owned by women and youth and other vulnerable groups, to stimulate job opportunities, stabilize local economies and accelerate recovery	National	August 2020	December 2020	UNDP	MINFI, MINEPAT	217000 00	0	21700000

Assisting creative industries to support investments in co-productions and micro-credit scheme	National	juil-20	déc-20	UNESCO	private sector and microcredit institutions	150 000	20 000	130 000
Assessing and strengthening the effectiveness of support programmes to Micro and SMEs amid covid 19 in Central Africa.	Subregional	Septembet 2020	déc-21	UNECA	ILO, Min PMEESA	95 000	15 000	80 000
Expected Result 3.9: Technical support to women micro and small entrepreneurs	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Emergency investment for women's socio-economic activities around the value chains induced by COVID19	National	June 2020	July 2020	UNDP	UNW, MINPROFF, CSO, UNDP	100 000	100 000	0
Expected Result 3.10: Digital payments support	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Cash transfer or Cash and voucher assistance to women and girls affected with COVID-19 in the North West, South West and Far North Regions	National	01/07/2020	31/12/2020	UNwome n	UN Women, ALVF, LUKMEF	100 000	30 000	70 000
Study on strengthening the Role of mobile in Enabling E-commerce in Central Africa – Research report and policy dialogue	Subergional	août-20	avr-21	UNECA	GSMA, UNDP, UNESCO	65 000	20 000	45 000
Expected Result 3.11: Assistance to address trade challenges and facilitating trade flows	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Expected Result 3.12: E-commerce and digital solutions to allow secure access to services needed at the time of crisis, particularly by vulnerable groups	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Development and use of a digital platform for information management and sharing to strengthen the reporting and monitoring capacity of CTDs in the context of the fight against COVID 19	National	juin-20	oct-20	UNDP	MINDDEVEL, CVUC, PNUD	90 000	50 000	40 000
Decrease the deterioration of livelihoods due to COVID-19, by strengthen livelihoods skills of youth, women and vulnerable persons, through community radio and digital platform' programmes	National, avec une attention aux zones de crise securitaire	juil-20	déc-20	UNESCO	MINEFOP, MINJEC, MINESEC, MINAS, private sector, financing institutions	500 000	-	500 000

Pillar 4 : Macroeconomic Response and Multilateral Collaboration

Expected Result 4.1: Analytical, advisory and technical assistance services	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Support the creation of a country coordination platform on COVID-19 (Ministries of Health, Communication, Territorial Administration, Security, Finance, Economy and Planning, Family and Women Empowerment, and Youth, UN agencies and Technical and financial partner, CSOs, Private Sector)	National	March 2020	ongoing	UNDP	Ministry of Health	25 000	-	25 000
Support MINADER to monitor food security and markets using remote data collections		avr-20	déc-20	PAM		116 200	21 500	94 700

Support UNDP socio impact assessment		juin-20	déc-20	PAM		5 000	5 000	-
Elaborer des Policy briefing analysant les impacts du COVID19 sur l'emploi, les revenus, le monde du travail (profil pays comparatifs)	Subregional	juillet	Août	ILO	Département Emploi et marché du travail	30 000	10 000	20 000
Mettre à jour le Modèle d'équilibre général calculable modélisant les impacts des politiques macro sur le marché du travail via une version dynamique et l'utiliser pour simuler les effets du COVID19 sur les variables emploi, revenus	National	Août	Décembre	ILO	Département Emploi et marché du travail	25 000	5 000	20 000
Capacity Building of National institutions, UN System, NGO on Gender Responsive COVID-19 Interventions	National	01/07/2020	31/12/2020	Unwomen	MINPROFF	30 000	-	30 000
Awareness raising of local authorities and community leaders on COVID-19 trends, impact and recommendations for housing and informal settlements/economy	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	70 000	20 000	50 000
Testing a database on tenants (housing rights/markets) and vulnerable households in two municipalities/health districts	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	60 000	15 000	45 000
Expected Result 4.2: Stepped-up technical support to member States in improving the evidence base for policy making, including in the emergency response	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Conduct a rapid assesment on gender impact of COVID-19 restriction measure to inform socioeconomic resposes strategies	National	02/05/2020	30/06/2020	UNWome n	BUCREP	20 000	20 000	-
National virtual workshop on the impact on COVID-19 in Cameroonian cities and policy recommendations	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	18 000	5 000	13 000
Cuture 2030 Indicators	National			UNESCO	MINAC, INS, relevant line ministries	120 000	60 000	60 000
Expected Result 4.3: Advice on social expenditure monitoring and mapping of budgets for social development priorities to assist governments in rebalancing public expenditures	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Analyse d'impacts du COVID19 sur la sensibilité emploi du budget et des dépenses publiques (policy briefs)	National	Septembre	Décembre	ILO	Département Emploi et marché du travail	15 000	5 000	10 000
Expected Result 4.4: Conduct of comprehensive impact assessments at the household level, and to undertake context-specific socio-economic impact analyses of the crisis	Location	Execution period up to December 2020		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Assessment of the socio-economic impacts of the COVID 19 pandemic in order to propose mitigation and recovery measures with the structural reforms necessary to build resilience	National	May 2020	July 2020	UNDP	MINEPAT, MINFI, INS, UNESCO, BIT, UNHCR, UNHABITAT, Onusida, PAM	1 220 000,00	230 000,00	990 000,00
Support MINADER to understand the impact of COVID19 on food security and livelihoods (a scenario based analysis)		avr-20	juin-20	WFP	FAO	0	0	0
Support MINPAT and UNDP for designing the targeting criteria		mai-20	déc-20	WFP	UNDP, MINPAT	0	0	0
Elaboration of model municipal plan for community engagement, risk communication and fostering hygiene inspectorate	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	80 000	20 000	60 000
Assessment of the socioeconomic impact on housing markets, informal settlements, vulnerable households, social cohesion and community resilience	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	250 000	70 000	180 000
Comprehensive study on impact of COVID-19 on remittances and advocate on viable financial solutions for most vulnerable households	National					2 482 696		2 482 696

Pillar 5 : Social Cohesion and Community Resilience								
Expected Result 5.1: Inclusive social dialogue, advocacy, and political engagement	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end			Total	available	gap
Awareness and communication campaigns through community radios for the dissemination of COVID-19 messages	National	June 2020	Dec 2020	UNDP	MINDDEVEL, UNESCO, CVUC	70 000	70 000	-
Supporting community-based approach through the involvement of NGOs / CSOs	National	May 2020	September 2020	UNDP	CSOs	100 000	100 000	-
Promote community-based risk assessment and surveillance of suspected cases of COVID-19 through the identification, training and sensitization of community counselors and village relay including women and youth	National	June 2020	December 2020	UNDP	CSOs	30 000	-	30 000
Carry out a study on Government's strategy to fight COVID 19 in order to assess the processes in terms of transparency and participation essential for achieving the desired and desirable changes for the benefit of workers and the general population	National	Jun		ILO		6 000	-	6 000
Strengthen the technical capacity of WO with tools and indicators to monitor, evaluate and report on the implementation of Government's economic and social response strategies to COVID 19	National	Aug	Sep	ILO		10 000	5 000	5 000
Strengthen the technical capacity of WO to elaborate proposals advocating for measures to mitigate the impact of Covid-19 on workers	National	Oct	Oct	ILO		5 000	5 000	-
Organize sensitization activities with women parliamentarians and mayors on COVID-19 prevention initiatives in their communities	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	UNWomen, Elecarn, RFED-AN	20 000	20 000	-
Mainstreaming COVID-19 prevention mechanism into the the PBF project	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	UN Women, MINPROFF, MINDDEVELL	15 000	15 000	-
Communication and Publication (impact stories disseminated in social media, TV, radio stations and at municipal information board)	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICO, UGP	55 000	15 000	40 000
Mener les activités de promotion de la paix en intégrant la prévention du COVID-19	Régionale (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/12/2020	UNFPA	Plan International Cameroun	36 500	36 500	-
Identifier, référer et faire le suivi de 350 adolescents et jeunes vulnérables à l'enrôlement par les groupes armés dans les centres de référence en tenant compte des mesures de protection contre le COVID-19	Régionale (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/12/2020	UNFPA	Plan International Cameroun RESAEC	94 000	94 000	-
Mener les activités de promotion de la paix en intégrant la prévention du COVID-19	Régionale (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/12/2020	UNFPA	ACDC RESAEC	76 000	76 000	-
organisation de 6 ateliers régionaux de renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OBC et OSC de femmes et de jeunes pour la facilitation des concertations sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale et création de réseaux de médiateurs pour la paix	National (Cameroun)	15/07/2020	15/10/2020	UNESCO	MINJEC/ ONG des jeunes et des femmes CNJC	25 000	25 000	
Célébration de la Journée Internationale de la Paix	National (Cameroun)	21/09/2020	21/09/2020	UNESCO	Partenaires Institutionnels	10 000	10 000	
Organisation d'un atelier d'appropriation nationale et vulgarisation des idéaux de paix et de respect de la diversité culturelle à l'intention des membres des organisations à large spectre d'intervention avec les administratifs à la base, les élus locaux, les leaders traditionnels et religieux	National (Cameroun)	20/10/2020	22/10/2020	UNESCO	MINJEC ONG des jeunes et des femmes CIDIMUC/ACADIR/ Elus locaux,	25 000	25 000	
Appui à la mise en œuvre des plans d'action pour le dialogue, la paix et la cohésion sociale, la promotion du multiculturalisme	National (Cameroun)	15/08/2020	15/12/2020	UNESCO	CNPBM	20 000	20 000	

Appui à la diffusion des supports et outils de formation/sensibilisation/communication sur des thématiques de prévention/gestion des conflits et de promotion du multiculturalisme y compris sur la COVID-19	National (Cameroun)	15/08/2020	15/12/2020	UNESCO	MINJEC CNC CNPBM	20 000	20 000	
Use of local communication channels, social and traditional media to raise awareness about peace and social cohesion in the COVID-19 context	National	04/01/2020	31/12/2020	UNICEF	MINCOM	300 000	150 000	150 000
Organization of sessions of dialogue of generations and intercommunity on the theme of the reduction of the risks of intercommunity conflicts, the construction/consolidation of peace and social cohesion in the context of COVID-19	National	08/01/2020	31/10/2020	UNICEF	NGO	400 000	100 000	300 000
Organiozation of 30 advocacy sessions with Parliamentarians, Municipal Councils, administrative authorities, religious and traditional leaders for their commitment to peace and social cohesion in the COVID-19 context	National	04/01/2020	30/9/2020	UNICEF	NGO	100 000	70 000	30 000
Expected Result 5.2: Empower community resilience, participation, and equitable service delivery	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end				Total	available
Prevention and management of COVID-19 in 7 central prisons (Awareness and distribution of PPE & hygiene products)	National	May 2020	May 2020	UNDP	CNUDHD-AC, CNDHL, CNJ	90 000	90 000	-
Strengthening hygiene preventive health measures for Decentralized Territorial Communities (CTD) - Awareness compains on COVID19 and distribution of PPE & hygiene products in markets, bus stations and schools	National	June 2020	June 2020	UNDP	MINDDEVEL, CVUC	167 453	167 453	-
Strengthening hygiene preventive health measures at the University Yaounde II - distribution of PPE & hygiene products	National	June 2020	June 2020	UNDP	University Yde II	85 000	85 000	-
Distribution of hygiene products at Islamic and Catholic Schools	National	June 2020	July 2020	UNDP	Organization of Islamic Private Educational Institutions, UNDP	21 324	21 324	-
Delivery of hygiene preventive health materials and kits in homes, offices, quarries, mining sites and within the community	National	May 2020	July 2020	UNDP	MINMIDT, MINEPAT, MINFI	310 000	230 000	80 000
Community sensitization	East and Far North	01/07/2020	31/09/2020	IOM		46 501	46 501	
RCCE	National	ASAP		IOM		124 002	-	124 002
Community-based quick impact projets (reconciliation and sensitization)	Far North	01/07/2020		IOM		129 169	129 169	
Capacity Building on intimate partners violences/COVID-19 of communities, religious leaders, journalists, medical staff in Far North South West and North West Regions	National	01/07/2020	31/12/2020	UNWomen	LUKMEF, ALVF	450 000	20 000	430 000
Municipal led awareness raising on community engagement	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	9 000	2 500	6 500
Improvement of women and youth livelihood through cleaning and maintenance of public spaces	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	60 000	10 000	50 000
Promotion of detainees' contribution to the production of face mask and soap	Douala, Yaoundé, Bafoussam	7/20	6/20	UNHabitat	MINHDU, FEICOM, UGP	30 000	10 000	20 000
Create a Youth Social Media Platform for prevention and care in the event of Covid 19 disease for survivors of humanitarian crises	Régional (Ext-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	ACDC RESAEC	15 000	15 000	-
Former, équiper et accompagner les acteurs communautaires pour l'intégration des mesures barrières dans leur paquet d'interventions en faveur des populations affectées par la crise sécuritaire	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	MINJEC, CSO (CAPROD, ACDC, Plan International)	15 000	15 000	-

Accompagnement psychosocial intégré des jeunes et femmes affectés/victimes de la crise sécuritaire y compris les ex-associés/otages en vue de leur (rè)intégration sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	Plan International Cameroun	16 000	16 000	-
Appuyer la mise en place/le fonctionnement de 2 plateformes communautaires appliquant les techniques/stratégies de prévention, de gestion de conflit et de cohésion sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	Plan International Cameroun	6 800	6 800	-
Appui au renforcement des compétences de vie courante chez les adolescents exposés aux discours radicaux à travers des initiatives innovantes intégrées d'IEC dans les communautés ciblées en tenant compte de la protection contre le COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	ACDC	16 000	16 000	-
Identifier, référer et faire le suivi de 350 adolescents et jeunes vulnérables à l'enrôlement par les groupes armés dans les centres de référence en tenant compte des mesures de protection contre le COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	ACDC	47 500	47 000	-
Accompagnement psychosocial intégré des jeunes et femmes affectés/victimes de la crise sécuritaire y compris les ex-associés/otages en vue de leur intégration/réintégration sociale, en intégrant la prévention du COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	20/06/2020	31/06/2020	UNFPA	ACDC	30 500	30 500	-
Appuyer le fonctionnement /la mise en place de 2 plateformes communautaires appliquant les techniques/stratégies de prévention, de gestion de conflit et de cohésion sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19	Régional (Extrême-Nord)	21/06/2020	31/06/2021	UNFPA	ACDC	6 900	6 900	-
Appui à l'organisation des ateliers de partage d'expérience pour cartographier les normes socioculturelles néfastes favorisant la violence intercommunautaire entre les deux communautés (Mbororo et non-Mbororo) et à la mise en place des comités de surveillance et d'alerte précoce de la violence communautaire. (NOSO)	National (Cameroun)	20/07/2020	21/07/2020	UNESCO	ASSOWIP	15 000	15 000	
Formation des OBC, OSC des jeunes et des femmes à la prévention de la COVID-19, aux questions de leadership, engagement et citoyenneté, construction d'opinion publique, guide pédagogique MIL (Media and Information Literacy), redevabilité sociale et prévention et réduction de risques de conflits dans 20 localités	National (Cameroun)	16/12/2020	18/12/2020	UNESCO	MINJEC, CNC, CNPBM	25 000	25 000	
Appuis financier, matériel et technique aux initiatives de campagne portées par les mouvements/réseaux/coalitions des jeunes/femmes pour la promotion de la paix et sur la lutte contre la COVID -19	National (Cameroun)	30/07/2020	31/08/2020	UNESCO	ONG des jeunes et des femmes, CNJC	10 000	10 000	
Appui à la mise en place de réseaux /coalitions entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels;	National (Cameroun)	30/11/2020	31/12/2020	UNESCO	ONG des jeunes et des femmes, CNJC	10 000	10 000	
Mise en place des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide	National (Cameroun)	14/09/2020	30/09/2020	UNESCO	ONG des jeunes et des femmes, CNJC	40 758,00	40 758	
Organisation de séances de sensibilisation sur la prévention du COVID-19, Lutter contre la stigmatisation des plus vulnérables et des campagnes de promotion de la paix, promotion du multiculturalisme et du vivre ensemble / et de sensibilisation contre les messages de haine et de radicalisation	National (Cameroun)	14/07/2020	31/12/2020	UNESCO	MINJEC, CNC, CNPBM, MINPROFF	46 455	23 000	23 455
Strengthening of CSO networks to accessing information and respond to disinformation including monitoring of hate speech and harmful online content in relation to Covid-19 + MIL Social média Campaign	National (Cameroun)	01/08/2020	31/12/2020	UNESCO	EDUKMEDIA	27 000	14 450	12 550
Strengthening collaboration mechanisms of community radio stations to better cover Covid-19 in remote areas, notably in indigenous languages, and including in refugee camps	National (Cameroun)	01/08/2020	31/12/2020	UNESCO	MINCOM, MINSANTE	13 000	7 200	5 800
Support of existing community platforms and OBC for a commitment to the three the reduction of the risks of intercommunity conflicts, the construction/consolidation of peace and social cohesion in the COVID-19 context	National	04/01/2020	31/12/2020		MINPROFF/NGO	400 000	150 000	250 000

Organization of cultural intercommunity manifestations on the theme of reducing the risks of intercommunity conflicts, building/consolidating peace and social cohesion in the COVID-19 context	National	04/01/2020	31/12/2020		MINCOM/MINPROFF/NGO	300 000	200 000	100 000
Organization of cultural events to raise awareness among young people, including from special populations, on the importance of peaceful coexistence of communities, peace building/consolidation and social cohesion in the COVID-19 context	National	04/01/2020	31/12/2020		MINCOM/MINJEC/NGO	400 000	50 000	350 000
Establishment of complaints and feedback mechanisms to strengthen Accountability to Affected Populations (AAP)	National	04/01/2020	31/12/2020		MINCOM/NGO	200 000	150 000	50 000
Expected Result 5.3: Support to governance, fundamental freedoms and the rule of law	Location	Duration (latest start date: 31/12/ 2020)		UN Agency	Implementing Partners	Budget		
		start	end				Total	available
Provide technical support to women trade union leaders to organise sensitisation and mobilisation campaign to promote women's participation and representation in decision-making including those to address COVID-19	National	Jul	Aug	ILO		6 000	-	6 000
Formation des animateurs de programmes / radios communautaires	National (Cameroun)	20/07/2020	31/12/2020	UNESCO	MINCOM, MINSANTE	21 879	21 879	-
Promotion of safety guidelines for journalists covering the epidemic + media ethics and professional reporting on Covid-19	National (Cameroun)	01/08/2020	31/12/2020	UNESCO	UPF, CAMASEJ	23 000	19 327	3 673
Strengthening capacities of Public Service Media and National broadcasters	National (Cameroun)	01/09/2020	31/12/2020	UNESCO	CRTV, ESSTIC	17 500	10 445	7 055
Workshop on the impact of COVID-19 on ESCR of indigenous people, PWD	National	déc-20	déc-21	OHCHR	OHCHR Minorities section	10 000	0	0
Monitoring of ESCR in detention facilities in the context of COVID-19	National	déc-20	déc-21	OHCHR	MINJUSTICE, MINSANTE	5 000	0	0
Workshop meeting with the members of the Health Commission at the Parliament	National	déc-20	déc-21	OHCHR	UNDP, Paliament	15 000	0	0
Integrating recommendations from HR mechanisms in the COVID-19 response	National	déc-20	déc-21	OHCHR	OHCHR TB section	10 000	0	0
Follow-up action on ceasefire in the COVID-19 response	NWSW / Far North	déc-20	déc-21	OHCHR		0	0	0

Annexe2 : cohérence entre le plan SNU et le plan de riposte du gouvernement

Thèmes	REPONSES DU GOUVERNEMENT	REPONSES SNU
	RIPOSTE SANITAIRE	PILIER 2/PROTECTION SOCIALE
SST/Santé préventive et curative	S'assurer en liaison avec les communes, du respect des normes minimales d'hygiène et de salubrité dans les zones publiques et d'habitation telles que le lavage des mains avec de l'eau et du savon	Support vulnerable Women in the production of protection masks, hygienic kits
SST/Santé préventive et curative	S'assurer en liaison avec le MINJUSTICE, du respect des normes minimales d'hygiène et de salubrité dans le milieu carcéral et procéder dans la mesure du possible à la réduction des détenus en milieu carcéral ;	Equip 10 Women Empowerment centers and selected safe spaces with hygiene/sanitation equipment and personal protection equipment (for mitigation of COVID 19 transmission risks , And provide essential GBV services to survivors and vulnerable women
SST/Santé préventive et curative	Renforcer le dispositif de veille sanitaire en particulier au niveau des zones frontalières.	Assurer la prévention du COVID à travers une campagne d'information et de sensibilisation sur le COVID 19 et la distribution du matériel sanitaire et fournir le matériel de protection pour les femmes dans 03 services du MINPROFF de la ville de Bafoussam, 10 Services du MINPROFF de la ville de Douala et 12 Services du MINPROFF de la ville de Yaoundé.
SST/Santé préventive et curative		Renforcement des capacités des femmes/filles vivant avec un handicap y compris prévention Covid-19
SST/Santé préventive et curative		Appuyer les activités de sensibilisation sur la VBG/SRH et de prévention du Covid-19 dans toutes les communautés affectées de la région de l'Extrême-Nord
SST/Santé préventive et curative		conionstructing/maintaining boreholes, increaisng water supply, installation of handwash points, provision of soap, community sensitisation, and hiring WASH infrasture technicians in refugee camps
SST/Santé préventive et curative		Raising awareness for efficient water hand washing (community radios campaign)
SST/Santé préventive et curative		Provision of COVID-19 related WASH kits
SST/Santé préventive et curative		Infection and Prevention Control through promotion of good hygiene practices
SST/Santé préventive et curative		Provision of safe drinking water to affected communities, health and treatment centers
SST/Santé préventive et curative		Capacity building, Coordination and Monitoring of WASH response
		PILIER 1 SANTE
SST/Santé préventive et curative		Capacity building at Points of Entry, infection prevention and control
SST/Santé préventive et curative		Support the production of knowledge material on the impact of COVID-19 on People Living with HIV
SST/Santé préventive et curative		Support ELECAM on Preventing COVID-19 during Vote registration processes
SST/Santé préventive et curative		PILIER 5 COHESION SOCIALE
SST/Santé préventive et curative		Prevention and management of COVID-19 in 7 central prisons (Awareness and distribution of PPE & hygiene products)

SST/Santé préventive et curative	Strengthening hygiene preventive health measures for Decentralized Territorial Communities (CTD) - Awareness compains on COVID19 and distribution of PPE & hygiene products in markets, bus stations and schools
SST/Santé préventive et curative	Strengthening hygiene preventive health measures at the University Yaounde II - distribution of PPE & hygiene products
SST/Santé préventive et curative	Distribution of hygiene products at Islamic and Catholic Schools
SST/Santé préventive et curative	Delivery of hygiene preventive health materials and kits in homes, offices, quarries, mining sites and within the community
SST/Santé préventive et curative	Community sensitization
SST/Santé préventive et curative	RCCE
SST/Santé préventive et curative	Community-based quick impact projets (reconciliation and sensitization)
SST/Santé préventive et curative	Capacity Building on intimate partners violences/COVID-19 of communities, religious leaders, journalists, medical staff in Far North South West and North West Regions
SST/Santé préventive et curative	Municipal led awareness raising on community engagement
SST/Santé préventive et curative	Improvement of women and youth livelihood through cleaning and maintenance of public spaces
SST/Santé préventive et curative	Promotion of detainees' contribution to the production of face mask and soap
SST/Santé préventive et curative	Create a Youth Social Media Platform for prevention and care in the event of Covid 19 disease for survivors of humanitarian crises
SST/Santé préventive et curative	Former, équiper et accompagner les acteurs communautaires pour l'intégration des mesures barrières dans leur paquet d'interventions en faveur des populations affectées par la crise sécuritaire
SST/Santé préventive et curative	Accompagnement psychosocial intégré des jeunes et femmes affectés/victimes de la crise sécuritaire y compris les ex-associés/otages en vue de leur (ré)intégration sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Appuyer la mise en place/le fonctionnement de 2 plateformes communautaires appliquant les techniques/stratégies de prévention, de gestion de conflit et de cohésion sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Appui au renforcement des compétences de vie courante chez les adolescents exposés aux discours radicaux à travers des initiatives innovantes intégrées d'IEC dans les communautés ciblées en tenant compte de la protection contre le COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Identifier, référer et faire le suivi de 350 adolescents et jeunes vulnérables à l'enrôlement par les groupes armés dans les centres de référence en tenant compte des mesures de protection contre le COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Accompagnement psychosocial intégré des jeunes et femmes affectés/victimes de la crise sécuritaire y compris les ex-associés/otages en vue de leur intégration/réintégration sociale, en intégrant la prévention du COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Appuyer le fonctionnement /la mise en place de 2 plateformes communautaires appliquant les techniques/stratégies de prévention, de gestion de conflit et de cohésion sociale avec prise en compte de la pandémie COVID-19
SST/Santé préventive et curative	Appui à l'organisation des ateliers de partage d'expérience pour cartographier les normes socioculturelles néfastes favorisant la violence intercommunautaire entre les deux communautés (Mbororo et non-Mbororo)et à la mise en place des comités de surveillance et d'alerte précoce de la violence communautaire. (NOSO)
SST/Santé préventive et curative	Formation des OBC, OSC des jeunes et des femmes à la prévention de la COVID-19, aux questions de leadership, engagement et citoyenneté, construction d'opinion publique, guide pédagogique MIL (Media and Information Literacy), redevabilité sociale et prévention et réduction de risques de conflits dans 20 localités

SST/Santé préventive et curative		Appuis financier, matériel et technique aux initiatives de campagne portées par les mouvements/réseaux/coalition des jeunes/femmes pour la promotion de la paix et sur la lutte contre la COVID -19
SST/Santé préventive et curative		Appui à la mise en place de réseaux /coalitions entre OBC, OSC de jeunes/ adolescents, femmes, leaders religieux et traditionnels;
SST/Santé préventive et curative		Mise en place des mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide
SST/Santé préventive et curative		Organisation de séances de sensibilisation sur la prévention du COVID-19, Lutter contre la stigmatisation des plus vulnérables et des campagnes de promotion de la paix, promotion du multiculturalisme et du vivre ensemble / et de sensibilisation contre les messages de haine et de radicalisation
SST/Santé préventive et curative		Strengthening of CSO networks to accessing information and respond to disinformation including monitoring of hate speech and harmful online content in relation to Covid-19 + MIL Social média Campaign
SST/Santé préventive et curative		Strengthening collaboration mechanisms of community radio stations to better cover Covid-19 in remote areas, notably in indigenous languages, and including in refugee camps
SST/Santé préventive et curative		Support of existing community platforms and OBC for a commitment to the three the reduction of the risks of intercommunity conflicts, the construction/consolidation of peace and social cohesion in the COVID-19 context
SST/Santé préventive et curative		Organization of cultural intercommunity manifestations on the theme of reducing the risks of intercommunity conflicts, building/consolidating peace and social cohesion in the COVID-19 context
SST/Santé préventive et curative		Organization of cultural events to raise awareness among young people, including from special populations, on the importance of peaceful coexistence of communities, peace building/consolidation and social cohesion in the COVID-19 context
SST/Santé préventive et curative		Establishment of complaints and feedback mechanisms to strengthen Accountability to Affected Populations (AAP)
	RESILIENCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE	PILIER 3 REPOSE ECONOMIQUE
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Suspension temporaire pour une durée de 03 mois du paiement des frais de stationnement et de surestaries dans les ports de Douala et Kribi pour les produits de première nécessité ;	Réaliser une analyse rapide des impacts probables du COVID19 sur les services de l'emploi et les programmes actifs de l'emploi au Cameroun
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Exonération de la taxe de séjour (TDS) dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pour le reste de l'exercice 2020 ;	Contribuer aux sondages sur les ménages et les entreprises au titre de la contribution du SNU aux analyses du pays
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Exonération de l'impôt libératoire et de la taxe de stationnement pour les taxis et mototaxis, et la taxe à l'essieu (TAE) au titre du 2ième trimestre 2020 ;	Réaliser une analyse des possibilités d'emploi pendant et après le COVID19 et la formulation d'un programme de soutien à l'emploi dans le contexte post-COVID19
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Report du délai de dépôt des DSF sans pénalités en cas d'acquittement du solde correspondant ;	Réaliser une analyse approfondie sur les effets du Covid-19 sur le secteur informel
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Annulation des pénalités de retard dans l'exécution des marchés publics au niveau de l'Etat central et des CTD pour les entreprises ayant été gravement affectée par les effets de la pandémie ;	Mener une réflexion sur une approche innovante de ciblage des promoteurs d'unités de production informelle
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Octroi de moratoires et de différés de paiement aux entreprises impactées par la crise suspendant les mesures de recouvrement forcé à l'encontre de celles-ci ;	Scaling-up employment intensive programming

Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Déductibilité totale pour la détermination de l'IS, des dons et libéralités consentis par les entreprises pour la lutte contre la pandémie de la COVID 19 ;	Réaliser un Guide des employeurs pour la gestion des relations de travail pendant le covid-19
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Suspension au titre du 2ème trimestre 2020 des vérifications générales de comptabilité, sauf en cas de comportement fiscal suspect ;	Mise à disposition des employeurs d'un outil pour l'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités à l'intention des PME
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Encourager le secteur bancaire à accorder des moratoires sur les échéances bancaires pour les entreprises impactées, notamment les PME et les TPE ;	Réaliser une étude en faveur des employeurs sur la place et le rôle des femmes en entreprises dans le contexte du covid-19
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Encourager le secteur bancaire à accorder des moratoires de trois mois sur les mensualités de remboursement des prêts immobiliers pour clients qui le sollicite.	Assess COVID19 impact on gender equality and women's economic empowerment at small business scale
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Poursuite de l'apurement de la dette intérieure, notamment aux entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise, en privilégiant les factures inférieures à 150 millions de F CFA pour atteindre le maximum d'entreprises, en particulier les PME et les TPE ;	Evaluation du cadre juridique du secteur agropastoral au Cameroun
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Apurement du stock des crédits de TVA en vue d'améliorer la trésorerie des entreprises ;	Participation des jeunes entrepreneurs du secteur agropastoral aux instances de dialogue national sur stratégies de réponses au COVID-19 dans le secteur agropastoral
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Mise en place d'un Fonds de relance économique au profit du secteur productif ;	Actualiser le diagnostic du marché du travail incluant le post-COVID pour préparer le PANEJ3 (PAO/PNE 2021-2024)
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois	Accélération des réformes sur le climat des affaires (Doing Business) notamment concernant les mesures relatives à la taxation des entreprises et le commerce international	Support MINADER to monitor food security and markets using remote data collections
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois		Emergency interventions to support enterprises in the mining sector (small grants, working capital, etc.)
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois		Provide direct small subsidies and/or credit facilities to targeted micro, small and medium enterprises (MSMEs) including the informal sector, particularly owned by women and youth and other vulnerable groups, to stimulate job opportunities, stabilize local economies and accelerate recovery
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois		Assisting creative industries to support investments in co-productions and micro-credit scheme
Soutien aux entreprises/PME/UPI/Emplois		Assessing and strengthening the effectiveness of support programmes to Micro and SMEs amid covid 19 in Central Africa.
soutien à la production/alimentation	Acquisition d'intrants pour la production agricole vivrière et pastorale, notamment les produits susceptibles de réduire la dépendance alimentaire ;	Support MINADER to understand the impact of COVID19 on food security and livelihoods (a scenario based analysis)
Soutien à la production/alimentation	Mise en place d'un système de veille visant à garantir la disponibilité des stocks des produits de grande consommation, ainsi que d'un approvisionnement régulier des marchés, et le contrôle des prix ;	Respond to basic needs with food distributions to COVID-19 affected communities
Soutien à la production/alimentation	Mise en place d'un dispositif plus efficace pour les incitations et la production locale des produits de consommation courante ;	Emergency cash assistance to the urban and peri-urban severely food insecure vulnerable households impacted by COVID in 6 Regions: Adamawa, East, Far North, North, North West and South West

Soutien à la production/alimentation	Assurer la continuité des échanges commerciaux internationaux de produits alimentaires	Appui à l'intensification de la production maraîchères pour l'amélioration de la nutrition des populations des zones péri urbaine de Douala et Buea face au Covid-19
Soutien à la production/alimentation	Limiter les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaires nationales :	Appui à la production intégrée maraîchères pisciculture pour l'amélioration de la nutrition des populations de l'Extrême-nord face au Covid-19
Soutien à la production/alimentation	Promotion de l'innovation technologique pour la transformation des produits de l'agriculture et de l'élevage pour une diversification locale de l'offre, source de création d'emplois divers;	Strengthen multi-sectoral response to support regular nutrition programme (Wash in Nut, Protective equipment, C4D...)
Economie verte, durabilité environnementale	Promotion des énergies alternatives/renouvelables dans la transformation et la gestion des déchets.	Soutenir l'opérationnalisation du Programme national de promotion des emplois verts au Cameroun (PPEVC, Fiches projets, Comité pilotage)
Economie verte, durabilité environnementale		Strengthening the capacities of vulnerable populations in pilot Protected Area sites designated for testing of the sustainable financing mechanism for the conservation of Biodiversity, taking into account the COVID 19 crisis
Economie verte, durabilité environnementale		Promoting green economy and renewable energies application for rural households and startups
Economie verte, durabilité environnementale		Early warning for community, to strengthening resilience of vulnerable communities facing floods in the far North Cameroon region\
		PILIER 5 COHESION SOCIALE
dialogue social inter acteurs/Résilience	Mise en place d'un cadre de concertation avec les principaux acteurs économiques afin d'atténuer les effets de la crise et de favoriser une reprise rapide de l'activité économique ;	Réaliser une étude sur la structuration du dialogue social et son impact sur la gestion du covid-19 à l'intention des partenaires des partenaires sociaux
dialogue social inter acteurs/Résilience		Awareness and communication campaigns through community radios for the dissemination of COVID-19 messages
dialogue social inter acteurs/Résilience		Supporting community-based approach through the involvement of NGOs / CSOs
dialogue social inter acteurs/Résilience		Promote community-based risk assessment and surveillance of suspected cases of COVID-19 through the identification, training and sensitization of community counselors and village relay including women and youth
dialogue social inter acteurs/Résilience		Carry out a study on Government's strategy to fight COVID 19 in order to assess the processes in terms of transparency and participation essential for achieving the desired and desirable changes for the benefit of workers and the general population
dialogue social inter acteurs/Résilience		Strengthen the technical capacity of WO with tools and indicators to monitor, evaluate and report on the implementation of Government's economic and social response strategies to COVID 19
dialogue social inter acteurs/Résilience		Strengthen the technical capacity of WO to elaborate proposals advocating for measures to mitigate the impact of Covid-19 on workers
dialogue social inter acteurs/Résilience		Organize sensitization activities with women parliamentarians and mayors on COVID-19 prevention initiatives in their communities
dialogue social inter acteurs/Résilience		Mainstreaming COVID-19 prevention mechanism into the the PBF project
dialogue social inter acteurs/Résilience		Communication and Publication (impact stories disseminated in social media, TV, radio stations and at municipal information board)
dialogue social inter acteurs/Résilience		Mener les activités de promotion de la paix en intégrant la prévention du COVID-19

dialogue social inter acteurs/Résilience		Identifier, référer et faire le suivi de 350 adolescents et jeunes vulnérables à l'enrôlement par les groupes armés dans les centres de référence en tenant compte des mesures de protection contre le COVID-19
dialogue social inter acteurs/Résilience		Mener les activités de promotion de la paix en intégrant la prévention du COVID-19
dialogue social inter acteurs/Résilience		organisation de 6 ateliers régionaux de renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OBC et OSC de femmes et de jeunes pour la facilitation des concertations sur la paix, le vivre ensemble et la cohésion sociale et création de réseaux de médiateurs pour la paix
dialogue social inter acteurs/Résilience		Célébration de la Journée Internationale de la Paix
dialogue social/gouvernance/Résilience		Organisation d'un atelier d'appropriation nationale et vulgarisation des idéaux de paix et de respect de la diversité culturelle à l'intention des membres des organisations à large spectre d'intervention avec les administratifs à la base, les élus locaux, les leaders traditionnels et religieux
dialogue social/gouvernance/Résilience		Appui à la mise en œuvre des plans d'action pour le dialogue, la paix et la cohésion sociale, la promotion du multiculturalisme
dialogue social/gouvernance/Résilience		Appui à la diffusion des supports et outils de formation/sensibilisation/communication sur des thématiques de prévention/gestion des conflits et de promotion du multiculturalisme y compris sur la COVID-19
dialogue social/gouvernance/Résilience		Use of local communication channels, social and traditional media to raise awareness about peace and social cohesion in the COVID-19 context
dialogue social/gouvernance/Résilience		Organization of sessions of dialogue of generations and intercommunity on the theme of the reduction of the risks of intercommunity conflicts, the construction/consolidation of peace and social cohesion in the context of COVID-19
dialogue social/gouvernance/Résilience		Organization of 30 advocacy sessions with Parliamentarians, Municipal Councils, administrative authorities, religious and traditional leaders for their commitment to peace and social cohesion in the COVID-19 context
dialogue social/gouvernance/Résilience		Provide technical support to women trade union leaders to organise sensitisation and mobilisation campaign to promote women's participation and representation in decision-making including those to address COVID-19
dialogue social/gouvernance/Résilience		Formation des animateurs de programmes / radios communautaires
dialogue social/gouvernance/Résilience		Promotion of safety guidelines for journalists covering the epidemic + media ethics and professional reporting on Covid-19
dialogue social/gouvernance/Résilience		Strengthening capacities of Public Service Media and National broadcasters
	APPROVISIONNEMENT STRATEGIQUE	PILIER 1 SANTE
SST/Santé préventive et curative	Facilitation de l'enlèvement direct des intrants et produits pharmaceutiques actuellement sous douane ;	Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 25000 Test kits for COVID-19, 20 ventilators, 20 defibrillators, 50000 Suits, 100 volumetric pumps, 100 pulse oxymeters, 2400 infrared thermometers
SST/Santé préventive et curative	Exonération de la TVA et des droits de douanes sur l'acquisition des produits et équipements destinés à la lutte contre la COVID-19 ;	Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 3000000 chururgical masks, 1100000 gloves, 25000 gowns, 30000 overshoes
SST/Santé préventive et curative	Simplification des procédures de passation des marchés pour ces produits tout en assurant un contrôle notamment à travers un système informatisé du suivi de l'approvisionnement (les outils incorporant la géolocalisation peuvent notamment être considérés surtout dans le contexte actuel) et la publication des contrats attribués ;	Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 1200 infrared thermometers, 10 Defibrillators, 100 pulse oxymeters, 1200000 chururgical masks, 80000 gowns, 250000 overshoes, 1000000 gloves, 50 volumetric pumps, 10 ventilators

SST/Santé préventive et curative	Renforcement des capacités en passation des marchés et des mécanismes de suivi-évaluation des institutions concernées tels que le MINSANTE aux niveaux central et local devraient être pris en compte/renforcés au besoin.	Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including 600 oxygen extractors 10L/m, 10 ventilators, 100 multiparameter monitors, 20 Autoclave 90L with accessoires, 50 Defibrilators, 900000 churgical masks, 100000 masks FFP2, 70000 overcoats, 250000 overshoes, 1200 infrared thermometers
SST/Santé préventive et curative		Deliver urgent procurement services of laboratory equipment including resuscitation equipment for severe cases (200 Patient monitor, 150 Pulse oximeters, 200 Concentrator O2, 200 ventilators, 100 BiPAP, 100 CPAP); medical imagery (5 Scanners, 30 Mobile radio devices), rolling stocks (25 Ambulances, 100 motorcycles, 8 vehicles 4x4, 30 double cabin pick-ups), other medical equipment (1000 electric blood pressure monitors, 1000 stethoscopes, 500 front laser thermometers)
SST/Santé préventive et curative		Transport/warehouse management and asset replenishment such as providing mobile storage structures
SST/Santé préventive et curative		Deployment of specialized team for installation and maintenance
SST/Santé préventive et curative		Utilization of current UNHAS fleet and existing routes and destinations to support the Covid-19 response
SST/Santé préventive et curative		Procurement of remote data collection material and equipment
SST/Santé préventive et curative		Achat des kits d'offre de PF et de protection en contexte COVID 19 (région non UNFPA)
SST/Santé préventive et curative		Acquisition locale de 1000 baby boxes à adapter au contexte / Contenu
SST/Santé préventive et curative		Aménager les Maternités des FOSAs y compris HRG, de Référence bénéficiaires d'Equipements du PASMNI pour les rendre complètement fonctionnelles. (Réparation ou acquisition des pompes à eau, des groupes électrogènes...ect) dans les régions d'intervention
SST/Santé préventive et curative		Communiquer et sensibiliser sur la Covid-19 dans les régions d'intervention
SST/Santé préventive et curative		Aménagement d'espaces d'isolement dans les maternités pour l'accueil des femmes enceintes positives au COVID-19 (poste lave main, masque, paravent, lits, etc....)
SST/Santé préventive et curative		Elaboration des messages (utilisation des maternités dans le contexte du COVID-19) pour émissions radio en langues locales et diffusion dans la région (radios communautaires
SST/Santé préventive et curative		Formation du personnel à l'utilisation des protocoles et directives nationales de prise en charge de la femme enceinte, des mères et des nouveau-nés pour prendre en compte l'infection au coronavirus
SST/Santé préventive et curative		Fournir des Intrants en vue d'assurer les activités de Prévention des Infections y compris le COVID 19 en milieu hospitalier et une prise en charge des cas de COVID 19 dans les unités de Planning Familial pour la région de l'Est
SST/Santé préventive et curative		Planifier et mettre en œuvre des allocations éclairées des produits dans les FOSA (2 allocations éclairée à conduire dans l'année)
SST/Santé préventive et curative		Mise en place d'un dispositif spécialisé pour l'accompagnement en santé mentale (psychologique et si besoin psychiatrique) en situation de COVID 19, des mères en CPN et CPON et leurs familles dans les régions de l'EN, du Nord, de l'AD, de l'Est, du CE par UNIPSY
SST/Santé préventive et curative		Formation en PSP pour COVID-19 et PSP pour VBG des prestataires et Intervenants communautaires
SST/Santé préventive et curative		Support to health centres through supply of medical equipments, drugs and health staff capacity building. Continuous sensitizations towards refugees against covid19.
SST/Santé préventive et curative		Support maternal, neonatal, child and adolescence health services and packages during and following the COVID-19 outbreak (routine vaccination, case management of childhood illnesses, and HIV, supply for quality care, and ICCM by community health workers and quality improvement)
SST/Santé préventive et curative		Support case management, care and treatment of COVID-19, pneumonia and diarrhea at the community level (incl. training and supply for diagnosis) and the national level (incl. technical assistance to national authorities)
SST/Santé préventive et curative		Minimize potential spread and reduce morbidity and mortality of COVID-19 in communities.

SST/Santé préventive et curative		Support on tracking and reaching vulnerable populations
	RECHERCHE ET INNOVATION	PILIER 1 SANTE
innovation, recherche médicale, pharmaceutique	Renforcement de la collaboration entre naturopathes et personnel soignant pour le développement et la certification des produits traditionnels proposés ;	Supporting the development of the pharmaceutical industry and sharpening its capacity to respond to the covid 19 and other recurrent diseases, as part of PDI.
innovation, recherche médicale, pharmaceutique	Développement de la recherche et de la production locale des produits pharmaceutiques de première nécessité (compresses, antidouleurs, antibiotiques, etc.) ;	
innovation, recherche médicale, pharmaceutique	Renforcement de la recherche sur les risques sanitaires et autres risques liés à la viande de brousse.	
Soutien aux producteurs et à la productivité	Renforcement de la production de semences améliorées et d'un meilleur encadrement des producteurs pour ce qui est des cultures de grande consommations (riz, blé, maïs, etc.) ou de produits substitués (manioc, patate, etc.) ;	
		PILIER 3 REPOSE ECONOMIQUE
Economie numérique et digitalisation des services et des entreprises	Support aux start-ups (par ex, via des concours) pour le développement rapide d'applications digitales innovantes adaptées aux nouvelles contraintes ;	Organization of virtual competitions and selection of innovative solutions to COVID-19 developed by young people
Economie numérique et digitalisation des services et des entreprises	En concertation avec les parties prenantes, telles que le Fonds National d'Emploi, les Chambres de commerce et faitières des secteurs formels et informels, les prestataires de formation professionnelle, lancer un dispositif pour la mise à niveau en termes de e-Commerce et livraison à la maison pour les PME ;	Digitaliser le Kit de formation Germe du BIT
Economie numérique et digitalisation des services et des entreprises	Développement des outils d'apprentissage à distance et des plateformes de travail virtuelles ;	Adapter le kit de formation Germe du BIT au secteur agrpastoral
Economie numérique et digitalisation des services et des entreprises		Elaborer une base de données digitale sur les programmes actifs de l'emploi (Sous tutelle FNE et autres) pour analyser leur niveau d'offres d'emplois et identifier les gaps au regard du nouveau contexte post COVID et les besoins en main-d'œuvre de l'économie nationale
Economie numérique et digitalisation des services et des entreprises		Analyser les défis et les perspectives en matière de digitalisation des services publics de l'emploi en Afrique Centrale dans un contexte de distanciation physique
	RESILIENCE SOCIALE	PILIER 2/PROTECTION SOCIALE
Protection sociale aux vulnérables	L'extension du programme des filets sociaux, notamment dans les foyers de contamination ;	Appuyer la mise en place des institutions d'opérationnalisation du système de couverture santé universelle, notamment pour faciliter l'accès aux soins des personnes affectées par le COVID-19
Protection sociale aux vulnérables	La prise en charge pour une durée de 3 mois, des factures d'eau pour les ménages à faibles revenus, dont la consommation mensuelle est inférieure à 10 m3 ;	Cash transfer Operations to support Decentralized Territorial Communities (CTD) in 5 regions - Center, Littoral, SW, NW, FN

Protection sociale aux vulnérables	La prise en charge pour une durée de 3 mois, des factures d'électricité pour les ménages à faibles revenus, dont la consommation mensuelle est inférieure à 220 Kwh ;	Appuyer le ciblage des personnes vulnérables notamment affectés par le COVID-19, dans au moins quatre communes
Protection sociale aux vulnérables	Le renforcement du contrôle des prix des produits de grande consommation ;	Realiser une étude pour la détermination des prestations de sécurité sociale de court terme pour les travailleurs de l'économie informelle, à travers la CNPS
Protection sociale aux vulnérables	la mise en place des mesures de résilience en faveur des communautés rurales qui dépendent de la commercialisation légale de la viande de brousse. Les impacts de l'interdiction de la vente du gibier sur la sécurité alimentaire et les revenus des ménages dans les communautés camerounaises dépendantes de la forêt.	Réaliser une estimation des coûts des programmes de protection sociale pour faire face aux impacts du COVID-19
Protection sociale aux vulnérables		Support the continuity of social services and access to shelters
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable	La mise en place d'un ensemble d'actions visant à la continuité éducative à travers la formation à distance (en ligne, par télévision et par radio) pour les élèves en classe d'examen, des cycles primaire et secondaire ;	Provision of COVID-19 prevention material to women and gild In CPF and Communities
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable	la distribution des outils et supports pédagogiques en milieu rural, en tirant avantage de la décentralisation et la sensibilisation des parents et communautés ;	Acquisition and distribution of educational/play materials for children in kindergartens, initiation of a health education program (Covid-19) through radio, and purchase and distribution of radio with USB port and solar plate to students of CM1, CM2, 3eme and Terminale
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable	La mise en place de plateformes en ligne pour les étudiants du supérieur ;	Education in emergencies first response to COVID-19 crisis in Cameroon: National Distance Education Programme, to enable access to education for 2,110,000 children in Cameroon. It also provides children with the opportunity to sit for final year exams
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable		Emergency response against COVID-19 in the Education and Training sector in Cameroon, through e-learning platform and blended approach
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable		E-learning, blended learning and digital transition of Higher Education system
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable		Enhance the Protective Learning Environment (including WASH in School)
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable		Distribute learning materials for the most vulnerable students
soutien à l'éducation, la formation, l'enseignement en milieu vulnérable		Enhance access to distance learning for Out of School
		PILIER 1 SANTE
Protection sociale aux vulnérables		Cash transfers to affected households
Protection sociale aux vulnérables		Promotion of income-generating activities within affected households